

Farlan Carré

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

*La civilisation européenne face au monde :
entente ou conflits sans fin?*

essai

XXI^e S.
HERITAGE
&
PERSPECTIVES

Editions Nicolas Junod

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

Farlan Carré

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

*La civilisation européenne face au monde :
entente ou conflits sans fin?*

Préface de Arthur Dahl,
responsable du Programme des Nations-Unies
pour l'Environnement



Editions Nicolas Junod

Titres en préparation dans cette collection :
H. Sabet **La dette du Nord**

© 1993 by Editions Nicolas Junod
12, rue Robert-de-Traz, 1206 Genève
ISBN 2-8297-0054-6

SOMMAIRE

Préface (Arthur Dahl)	7
Avant-propos	9
Introduction et bref résumé	13
PREMIERE PARTIE : <i>Les leçons de l'histoire européenne</i>	31
Chapitre I De l'héritage de l'Europe et de la formation des Etats modernes	33
Chapitre II Temps modernes et autorités religieuses	53
DEUXIEME PARTIE : <i>Les lois de la matière et l'art d'en user</i> .	71
Chapitre III Remarques sur la nature du progrès technique	73
Chapitre IV Révolution agricole et démographie	85
Chapitre V Productivité et intégration mondiale	97
TROISIEME PARTIE : <i>Une seule terre : plusieurs civilisations</i>	109
Chapitre VI Perspectives pour le Tiers Monde	111
Chapitre VII Objectifs à long terme de développement	137
Chapitre VIII Vers une entente entre civilisations ?	147
CONCLUSION : <i>Quelles actions entreprendre ?</i>	161
Notes classées par chapitre	171

PREFACE

Notre civilisation actuelle est à la dérive, malmenée par des vents violents et des courants contraires. Nos dirigeants essaient d'éviter le chavirage ou le naufrage complet, sans aucun espoir de naviguer vraiment vers une destination quelconque. L'instabilité économique et financière chronique, le chômage, la vitesse des transformations technologiques qui bouleversent l'industrie et l'agriculture et laissent pour leur compte des millions de vies et de carrières, la confrontation des valeurs différentes, même incompatibles, les préjugés et l'intolérance sont tous les symptômes d'une société malade.

Dans *La Fin du Monopole de la Richesse*, Farlan Carré profite de ses longues années d'expérience sur la scène internationale pour nous faire une analyse de notre passé et des tendances actuelles afin de nous conduire à poser des questions essentielles sur notre avenir. Ce n'est pas facile pour nous de nous mettre en cause, de sortir de notre égocentrisme et d'accepter qu'un changement radical dans notre comportement s'impose. Mais si c'est une question de survie de notre civilisation et de l'avenir de nos enfants, avons-nous

FARLAN CARRE

le choix, si ce n'est le choix de l'autruche mythique, de faire semblant de ne rien voir ?

Ce qui est remarquable dans cette analyse c'est le large éventail de sujets traités dans le temps et dans l'espace. Farlan Carré tire succinctement les leçons de l'histoire pour souligner les défis de notre temps. Il traite aussi bien de l'économie, de la technologie, de la sociologie et de la religion, pour en extraire juste les éléments qu'il faut pour soutenir sa ligne de pensée. Il nous aide à revoir les problèmes du tiers monde et de la distribution de la richesse qui risquent de déséquilibrer le confort et la certitude de l'occident. Nos technologies ont unifié la planète matériellement, avec tout ce qui en découle de confrontation entre les cultures et les civilisations. Aujourd'hui nous avons encore le choix entre le chaos et l'anarchie d'un côté, et un changement radical de nos valeurs de l'autre, mais pour combien de temps encore ? Vous trouverez dans ce petit livre l'esquisse d'une solution. C'est à nous de trouver les moyens pour y arriver et la volonté de suivre le chemin.

Arthur Lyon Dahl
Programme des Nations Unies
pour l'Environnement.

AVANT-PROPOS

Mon père ingénieur a passé vingt ans de sa vie dans la montagne marocaine à diriger une mine de plomb, au temps où le Maroc était encore un protectorat de la France. De ce fait, j'ai moi-même été absorbé sans le savoir et très profondément, dès mon enfance, dans une civilisation aussi évoluée que différente de la civilisation européenne : le Maroc, est-il besoin de le rappeler, est une monarchie très ancienne qui a su participer brillamment à l'essor de la civilisation arabe. Nos montagnes étaient proches du désert, si important dans ce contexte culturel, et il n'est pas nécessaire de dire combien fascinant était pour moi l'appel austère des plateaux arides aux vents violents, des cimes enneigées sous le soleil et de l'immensité torride du désert au silence glacé, quasi-divin. Après des études dans les grandes Ecoles françaises — Ecole Polytechnique, puis spécialisation en Economie —, il n'est pas très étonnant que j'aie très vite été attiré par les Organisations de la famille des Nations Unies. La naissance de ces Organisations, au milieu de difficultés multiples, constituait cependant un premier pas important dans la direction d'une concertation permanente entre les divers continents, c'est-à-dire en fait entre les diverses civilisations.

C'est finalement pendant trente ans que j'ai travaillé, réfléchi, agi, dans ce cadre international qui se percevait, surtout à l'origine, comme un soutien pour le Tiers-Monde dans ses efforts de développement économique. Au secrétariat du GATT, en suivant et analysant le commerce mondial, puis dans le cadre des Nations-Unies proprement dites, en observant l'évolution des diverses régions du Tiers-Monde, j'ai été amené à constater au fil des années que leurs problèmes étaient d'une grande complexité et que les aspects économiques et techniques étaient loin d'être les plus importants. Les longues années passées comme directeur général adjoint de l'ONUDI¹ furent à cet égard très enrichissantes bien que frustratoires ; l'industrialisation est un sujet litigieux dans les relations Nord-Sud et, malheureusement, les doctrines existantes ne sont pas très convaincantes. Fournir une assistance technique dans ces conditions oblige à se limiter strictement à l'aspect étroitement 'technique' de chaque projet, sans se préoccuper de son efficacité sociale ni de son opportunité.

Ayant maintenant des loisirs, et me souvenant de tout ce que je dois à la civilisation étrangère qui entourait mon enfance marocaine, j'ai entrepris d'écrire cet essai qui se propose de distiller l'expérience que j'ai pu acquérir comme économiste au service des pays en voie de développement. On ne peut guère que constater combien la complexité et l'ampleur des questions soulevées par le développement économique ne sont pas encore perçues ni reconnues pleinement par les milieux directement concernés, tant dans les pays riches que dans les pays qui ne le sont pas encore. Il s'agit en fait du devenir de civilisations ayant chacune ses croyances, sa philosophie et sa mythologie, ses traditions artistiques et intellectuelles, ses coutumes, son histoire. Investir dans les infrastructures, les mines et les usines ne peut guère être efficace si cela se fait de l'extérieur, sans que les sociétés

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

concernées acceptent vraiment et profondément d'intégrer ces éléments nouveaux dans leur propre conception du monde, de la vie, du bien et du mal — en un mot, dans la civilisation qui est la leur.

Si cet essai parvenait à éclairer quelque peu ces questions, à fournir des éléments d'une vision qui soit utile en donnant aussi un cadre d'action, ce serait pour moi un moyen, avant de m'en aller, de payer mes dettes — au moins partiellement — vis-à-vis du Tiers-Monde qui m'a nourri enfant et vis-à-vis de l'Occident qui me nourrit maintenant que je ne suis plus qu'un triste retraité, parasite aussi coûteux que mal toléré.

INTRODUCTION ET BREF RÉSUMÉ

*Qui ne se préoccupe de l'avenir lointain
se condamne aux soucis immédiats*
(Entretiens de Confucius, XV, 12)

La civilisation européenne est la première à avoir pu offrir à ses populations un niveau de vie croissant de manière ample et continue. Comme nous le verrons au Chapitre VI, le niveau de vie des pays les plus riches est à peu près trente fois supérieur à ce qu'il était avant le début de la révolution industrielle. Ce phénomène est entièrement nouveau : on s'accorde à penser que pendant des milliers d'années, depuis l'invention de l'agriculture jusqu'au début de la révolution industrielle, il y a moins de trois siècles, le niveau de vie des masses populaires n'avait pratiquement pas augmenté. Les progrès très lents de la technique avaient seulement conduit à des accroissements, très lents eux aussi, du nombre des êtres humains aux époques où les ressources utilisables tendaient à s'étendre quelque peu. Au début du XVIII^e siècle, les pays de civilisation ancienne—Egypte, Chine, Perse, Inde—bénéficiaient encore de niveaux de vie analogues à ceux de l'Europe de l'Ouest.

Etant donné la nouveauté de ce phénomène d'explosion du bien-être matériel, il nous a paru intéressant d'examiner l'histoire européenne, ou au moins de la survoler, dans le but précis de déceler les mécanismes de tous ordres—techni-

ques et économiques sans doute, mais aussi politiques, sociaux et religieux — qui ont permis et accompagné cette transformation majeure des conditions de vie. Si en effet l'on parvenait à observer ces mécanismes au cours de leur évolution historique et à les comprendre — au sens scientifique de ce terme — on disposerait alors d'un début de doctrine pour éclairer et faciliter les politiques du futur — politiques très incertaines tant pour les pays de civilisation européenne, qui sont embarqués dans une épopée grandiose mais dangereuse, que pour les pays d'autres civilisations, qui sont eux aussi engagés dans cette épopée, souvent contre leur gré, contre leurs traditions et leurs cultures, et aussi contre leur dignité, même s'il est vrai qu'ils peuvent finalement en tirer des avantages considérables à condition de parvenir à utiliser les techniques modernes sans renier leur histoire et les traits essentiels de leurs civilisations.

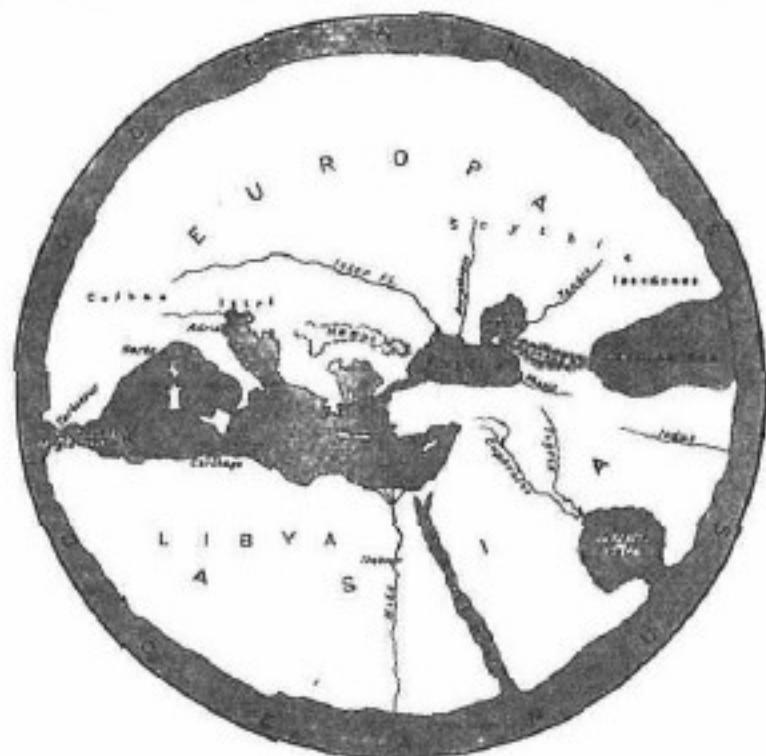
La partie historique de cet essai n'apporte pas de faits nouveaux : nos sources sont essentiellement des encyclopédies (*«History of the World»*, Viscount Books, 1984; Collection *«Que Sais-je?»*; *«Grand Larousse»* ou des ouvrages devenus classiques comme la *«Grammaire des Civilisations»*, de Fernand Braudel, ou la collection *«Les Grandes Civilisations»*, chez Arthaud). Nous avons seulement essayé de mettre en évidence certaines similitudes dans l'évolution des nations modernes, vues comme des êtres vivants formant un groupe avec des lois de croissance et des mœurs voisines.

Il ne nous a pas paru utile pour notre propos de considérer séparément les divers groupes de pays qui appartiennent à la civilisation européenne. Il nous a semblé en effet que la similitude entre les pays de la «famille» était suffisante pour qu'on puisse les considérer comme un groupe dont les comportements sont analogues, notamment dans leurs relations avec le reste du monde. De plus, leurs querelles et leurs

alliances entre eux ressemblent fort elles aussi à des relations de famille.

Les plus grands pays — Russie, Etats-Unis, Canada, Australie — sont trop récents pour avoir pu se différencier de manière notable de la culture qui s'est lentement affirmée en Europe de l'Ouest, héritière de l'Empire romain d'Occident, qui reste le cœur de la famille. Certes, les circonstances ont amené deux de ces pays à être considérés comme des «superpuissances» à cause de leur poids militaire, démographique et matériel. Mais il s'agit d'un phénomène très récent, dû à une série de violentes querelles entre pays européens, et il nous paraît raisonnable de supposer que les choses vont progressivement rentrer dans l'ordre. Les tendances actuelles semblent aller dans ce sens, qu'il s'agisse de la Communauté européenne, de la diminution du poids relatif des Etats-Unis, ou du retour de la Russie et des autres pays d'Europe de l'Est à des systèmes politiques plus conformes aux normes élaborées par les anciens de la famille.

Dans la partie prospective de notre essai, nous avons ainsi été amenés à considérer que les pays de civilisation européenne continueront, au cours des prochaines décennies, à constituer un groupe relativement homogène. Nous avons été amenés, au contraire, à tenir compte de l'évolution économique de grande ampleur engagée en Asie du Sud-Est : cette évolution devrait se poursuivre et s'amplifier, si bien qu'un groupe de pays riches, dont la civilisation n'est pas européenne, sera bientôt établi autour du Pacifique. Les relations entre ces pays et les pays de civilisation européenne paraissent devoir conditionner dans une large mesure l'état du monde au cours du prochain siècle. Contrairement à une idée assez répandue, il nous paraît peu raisonnable de penser que la richesse tendra à effacer les différences séculaires qui existent entre civilisations. Pour qu'elles vivent en harmonie, il



Le monde d'Hécatée (Ve siècle avant J.-C.). Aux yeux du «Père de la géographie», Asie et Libye (l'Afrique) se rejoignent. Comme nombre d'assertions incontrôlables, cette notation va perdurer jusqu'à la période des grandes découvertes.

faudra le vouloir et construire ensemble les institutions qui permettront de mettre en œuvre cette volonté.

Nous n'avons nullement tenté de faire des prédictions ou des prévisions, mais plutôt d'évaluer les risques encourus en ne se préoccupant pas suffisamment, dès maintenant, de problèmes qui pourraient devenir insurmontables s'ils n'étaient pas abordés de manière urgente. Les préoccupations pour l'environnement constituent un exemple important de problèmes qui peuvent conduire à des évolutions dramatiques. Problème reconnu, mais dont l'urgence n'est pas encore généralement acceptée à cause des incertitudes qui demeurent sur l'ampleur des changements climatiques dus à l'action des hommes. Nous n'insisterons pas sur ces phénomènes,



La «Carte des Cinq Régions», de 1364, est une des rares cartes japonaises du monde qui soient connues. S'inspirant des représentations bouddhiques traditionnelles, elle montre le «monde civilisé» centré sur l'Inde et l'Himalaya.

malgré leur importance, pour deux raisons. La première est que la civilisation européenne est probablement incapable de restreindre sa soif d'énergie, d'eau, de bois et de papier, de métaux non-ferreux, tant que les conséquences catastrophiques de son insouciance ne crèveront pas les yeux. Il est instructif de voir que la réaction générale dans cette affaire est de ne prendre aucune mesure tant qu'il y a des doutes sur l'imminence de problèmes aigus : non pas ‘dans le doute, abstiens-toi’, mais bien ‘dans le doute, continues comme d’habitude’. La seconde raison qui nous mène à laisser de côté les questions d’environnement est notre crainte que les problèmes potentiels de chocs entre civilisations soient encore plus urgents et graves. La civilisation européenne, dominante

et arrogante bien que vieillissante, est encore moins disposée à accepter ces problèmes de concurrence entre civilisations qu'elle ne l'est à reconnaître les problèmes d'environnement. D'où l'urgence de l'alerter aussi sur ces périls volontairement méconnus : ces deux groupes de problèmes devraient être abordés ensemble.

Pour illustrer de manière saisissante la nature des problèmes de civilisation abordés dans cet essai, nous avons reproduit ci-dessus deux cartes du monde. L'une est due à Hécatée et date du Ve siècle avant Jésus-Christ. Elle décrit le monde de la civilisation occidentale, avant la découverte du continent américain qui est devenu une extension de ce monde. On remarquera, ce qui est important du point de vue de l'inconscient collectif, que le monde ainsi décrit est entouré de toutes parts d'un grand océan dans lequel se jettent le Tigre et l'Euphrate, mais aussi l'Indus dont la vallée constitue l'extrême limite orientale de ce monde vu par les Occidentaux. L'autre carte reproduite est une carte japonaise de 1364, dite des 'cinq régions', qui représente elle aussi le monde mais tel qu'il était vu alors par les peuples de civilisations associées à la civilisation chinoise. Comme dans la carte grecque, le monde est entouré de toutes parts d'un grand océan dans lequel se jette l'Indus. Mais, cette fois-ci, la vallée de l'Indus constitue l'extrême limite occidentale de ce monde vu par les Orientaux.

Sans vouloir abuser du symbolisme suggéré par ces deux cartes mises côte à côte, disons que les peuples de civilisation orientale et les peuples de civilisation européenne ont vécu séparés jusqu'à l'aube des temps modernes. L'économie et la technologie — y compris militaire — ont amené ces deux mondes à se rencontrer et à échanger les produits de leur agriculture et de leur industrie, mais il nous semble que pour l'essentiel il s'agit encore maintenant de deux mondes qui s'ignorent, dont les évolutions ont été essentiellement dis-

tinctes et dont le contact de plus en plus étroit risque bien d'être violent et inamical dans l'avenir comme cela a été le cas au cours des deux derniers siècles, depuis la célèbre et infortunée mission en Chine de Sir George Macartney dont le bicentenaire tombe cette année. Si l'on veut éviter ce genre de déconvenue, qui pourrait bien être fatale à la civilisation européenne, il conviendrait certainement d'engager un dialogue — comme le voulait Sir George — mais en adoptant une attitude fondamentalement différente de celle choisie il y a deux cents ans.

On peut certes envisager — ou même espérer — que des contacts économiques de plus en plus étroits conduisent à la longue à un rapprochement des civilisations. Toutefois, ceci ne paraît pas être très compatible avec les enseignements historiques, et on peut penser qu'un tel rapprochement, pour devenir effectif, aurait besoin d'une période non pas d'un ou deux demi-siècles, mais plutôt d'un ou deux millénaires. On peut aussi se demander si ce rapprochement éventuel ne constituerait pas un appauvrissement des capacités et des talents dont l'humanité a fait preuve jusqu'à présent dans sa diversité. Tous comptes faits, et sans oser spéculer pour des périodes trop lointaines, n'est-il pas raisonnable de se limiter à un horizon de l'ordre du demi-siècle et d'admettre qu'à cet horizon il n'y aura guère de rapprochement entre les civilisations ? Un dialogue à cette échéance devrait donc être préparé soigneusement si l'on veut qu'il soit fécond.

Etant donné la diversité des sujets abordés dans cet essai et leurs interactions souvent complexes, nous donnons ici une brève récapitulation des thèmes traités dans chacune de ses trois parties. On espère que le lecteur sera ainsi en mesure de suivre sans difficulté le fil du raisonnement lorsqu'il parcourra plus en détail les divers chapitres qui composent l'ouvrage.

Les leçons de l'histoire européenne

Après l'effondrement de l'Empire romain et la longue période des invasions «barbares», les sociétés européennes ont survécu de manière simple, en s'organisant en petites communautés décentralisées dans lesquelles les individus ont dû prendre des initiatives et acquérir la notion de «liberté», de droits en même temps que de devoirs. Il nous semble qu'on peut interpréter l'histoire européenne, depuis ses débuts, comme la croissance et la floraison de cette participation des individus à leur propre histoire d'une manière beaucoup plus active que dans les civilisations anciennes. Le fait que l'héritage européen comportait de manière latente un conflit irréductible entre autorités religieuses et autorités temporelles était certes très favorable à cette éclosion de l'individualisme. Par ailleurs, l'héritage grecque a conduit à intellectualiser — et peut-être à stériliser — les croyances religieuses, avant de conduire à une critique corrosive tant de ces croyances que des institutions politiques monarchiques, critique qui ne pouvait que renforcer le pouvoir d'initiative et la liberté des individus.

On peut sans doute dire que les temps modernes ont vraiment commencé lorsque la critique, devenue constructive, s'est transformée en esprit scientifique, capable de domestiquer la nature au profit des hommes, et en organisation sociale démocratique plutôt que monarchique. Mais le premier stade dans la construction des sociétés européennes modernes a été le passage des villages féodaux à des formes d'organisation plus complexes permettant l'essor des activités intellectuelles, artistiques, commerciales. Ce premier stade s'est en fait avéré long et douloureux, et a absorbé les énergies européennes pendant quatre à cinq siècles. Nous avons ainsi été amenés à observer certains aspects de la

naissance et de la croissance des premiers Etats modernes, sans oublier leur penchant, aussi malheureux qu'irrésistible, pour les conflits de dominance.

Le rêve longtemps poursuivi de la reconstitution de l'Empire romain n'a jamais pu se réaliser de façon efficace et durable. Ce qui a réussi au contraire, c'est la formation d'entités plus modestes, mais compactes et homogènes, unies par la langue, l'histoire, la proximité géographique : ce que les historiens ont appelé des «Etats territoriaux» par opposition aux communautés urbaines italiennes et flamandes, trop incomplètes pour rester longtemps indépendantes. Le royaume d'Angleterre, ainsi que les royaumes unis de Castille et d'Aragon, en sont les premiers exemples. Apparemment, ces Etats sont devenus forts parce qu'ils ont été très rapidement centralisés sous une autorité incontestée. La France, beaucoup plus peuplée, fut plus lourde à manœuvrer : après un départ très prometteur et précoce, c'est seulement après le long et pénible épisode de la guerre de Cent Ans que les Français se sont considérés comme une nation homogène et non pas comme un ensemble de provinces largement autonomes.

Pour exercer une autorité effective et durable, un roi a besoin d'avoir une armée qu'il paye et qui dépend entièrement de lui. Pour cela, il a besoin d'avoir une administration fiscale, qui collecte les impôts royaux; et cela nécessite en fait que la justice soit directement placée sous l'autorité royale. Pour exercer une autorité effective, un roi a aussi besoin d'avoir les autorités religieuses avec lui. Contrairement aux grands empires des temps anciens, où les prêtres étaient au sommet de la hiérarchie sociale, les monarchies européennes ont obligé leurs sujets, de manière plus ou moins autoritaire, à accepter des religions d'Etat : pratique contestable, certes, qui a compliqué et aggravé les conflits de dominance, mais qui a aussi permis aux nouveaux Etats de se fortifier et de progresser.

Pendant plus de trois siècles après la fin de la guerre de Cent Ans, les trois premiers Etats modernes essaieront de dominer l'Europe par la force de leurs armes, jusqu'à ce que, vers le milieu du XVIII^e siècle, la révolution agricole et la révolution industrielle commencent en Angleterre, sous la poussée combinée de l'esprit scientifique et d'institutions politiques très modernes. La France, encore empêtrée dans son absolutisme, a dû attendre la fin de ce siècle pour aborder l'ère industrielle.

Qu'il s'agisse de cohésion nationale — en face des liens régionaux ou tribaux —, ou de relations entre pouvoirs temporals et autorités religieuses — partis uniques, intégrismes —, ou encore de difficultés à établir une administration centrale, il ne semble pas que les problèmes rencontrés par les pays du Tiers Monde soient assez différents de ceux qu'ont rencontrés les pays européens pour que l'expérience, lointaine certes, de ces derniers n'apporte pas des leçons précieuses. Il nous semble au contraire que les problèmes à résoudre n'ont guère varié : ce sont seulement les circonstances, l'écume des choses, qui sont un peu différentes. C'est pourquoi nous avons pensé qu'une réflexion prospective pouvait utilement s'appuyer sur une brève récapitulation historique, qui fait l'objet de cette première partie de notre étude.

Les lois de la matière et l'art d'en user

Cette deuxième partie de notre étude aura elle aussi un caractère historique, en ce sens que nous y retrouvons quelques étapes importantes des révolutions agricole et industrielle, telles qu'elles se sont déroulées dans les pays de civilisation européenne. Mais, s'agissant de problèmes techniques, c'est-à-dire d'application des lois de la matière, il ne

semble pas douteux que l'expérience des pays déjà industrialisés puisse être aisément transposée dans les pays qui sont à la recherche d'un développement matériel. On peut même dire que cette transposition est beaucoup trop aisée, si l'on constate qu'elle a bien souvent été tentée alors que les conditions politiques et religieuses n'y étaient pas favorables : les résultats sont alors très différents de ce qu'on espérait. On a souvent tenté aussi de brûler les étapes techniques : pourquoi pas l'industrie avant l'agriculture ? Pourquoi pas l'industrie avant d'avoir formé des ingénieurs ? Pourquoi ne pas commencer tout de suite par l'informatique la plus moderne et les avions, en oubliant les infrastructures et les machines plus classiques ? Un des moyens d'apprendre l'art d'user habilement des lois de la matière et de leurs applications techniques est sans aucun doute d'observer comment les choses se sont passées dans les pays matériellement les plus avancés.

Avant la révolution industrielle proprement dite, les progrès techniques paraissent avoir été très lents et sans lien très net avec les activités scientifiques. Cela semble s'appliquer notamment aux activités alors primordiales, comme l'agriculture et l'art militaire. Il semble bien que la force qui engendre le progrès technique soit le besoin pressant, ou, pour s'exprimer en termes plus modernes, une demande solvable durablement soutenue : ou bien alors la nécessité suscite des progrès pratiques même en l'absence de théorie adéquate, ou bien une théorie ancienne est remise à l'honneur, ou bien encore le besoin conduit progressivement à de nouvelles avancées théoriques.

Cependant, avec le début de l'industrie, et notamment avec la mise en place du système des usines, est apparue la possibilité de forcer le progrès technique au point de le rendre presque automatique : résultat du principe des « ren-

dements croissants— ou, si l'on préfère, du principe de spécialisation — d'après lequel la productivité augmente en général avec la taille de l'usine. En outre, au fur et à mesure que les usines deviennent plus grandes, on a en général intérêt à dédoubler les postes de travail en rendant les opérations élémentaires plus simples et plus aisées à mécaniser (machines ou outils plus gros, plus rapides, plus précis, etc.), ce qui accroît la productivité des hommes autant que celle des machines. Ce principe du dédoublement peut d'ailleurs se répéter indéfiniment : les usines à leur tour sont amenées à se spécialiser, et il n'y a aucune raison d'arrêter ce mouvement au niveau des frontières nationales.

Si le principe des rendements croissants s'applique à l'activité industrielle, la situation est différente dans l'agriculture traditionnelle, ne serait-ce qu'à cause des disponibilités limitées en terres cultivables de bonne qualité. Il est pourtant nécessaire, pour pouvoir s'industrialiser, que la production agricole augmente dès le début pour assurer de façon suffisante la nourriture de la population croissante des agglomérations urbaines, et de permettre en outre l'accroissement de consommation alimentaire qui résulte de l'amélioration des niveaux de vie. Le plus souvent, le problème est encore compliqué par le fait que, pendant une longue période, la natalité demeure très élevée alors que la mortalité décroît rapidement avec les progrès de l'alimentation. Un décollage réussi est donc conditionné par une expansion suffisamment rapide de l'agriculture et, en sens inverse, une croissance démographique aussi modérée que possible. A cet égard, les expériences anglaise et française sont exemplaires, parce qu'elles illustrent deux voies extrêmes.

Les niveaux de productivité industrielle atteints par les pays les plus riches sont tels que des progrès ultérieurs nécessiteront dans un proche avenir l'intégration économi-

que de l'ensemble des pays riches et, de plus en plus, la participation des pays du Tiers Monde à ce système d'économies intégrées. En espérant que les problèmes d'environnement pourront être surmontés, on est ainsi amené à envisager des ententes vastes et durables entre les pays appartenant à la civilisation européenne et les régions qui constituent le Tiers Monde. Cela vaut notamment pour la Chine et les pays du Pacifique, dont le développement économique est devenu très rapide.

Une seule Terre, plusieurs civilisations

«Les désillusions du progrès», tel est le titre d'un ouvrage de Raymond Aron écrit au milieu des années soixante, qui contient parmi ses conclusions des remarques désabusées comme la suivante :

«... ni la révolution, ni la technique ne renouvellent la condition humaine. L'une et l'autre apportent ou apporteront à tous les moyens matériels d'une existence décente. Quel usage les hommes feront-ils de ces moyens? Je préfère avouer que je l'ignore...»

D'un côté, l'histoire européenne montre une civilisation qui a su s'organiser pour permettre à ses ressortissants des niveaux de vie très élevés, impensables dans les civilisations antérieures, et en même temps des niveaux également très élevés de droits et de libertés individuelles. Mais, d'un autre côté, le monde rationnel et scientifique que positivistes, marxistes et capitalistes proposent depuis deux siècles, et même plus de trois cents ans si l'on remonte jusqu'à Bacon et Descartes, présente des aspects très peu satisfaisants : tendances belliqueuses aussi fortes qu'auparavant mais avec des moyens de destruction terrifiants, exclusion et pauvreté ré-

courrente pour les trois quarts de l'humanité, expansion incontrôlable non seulement des armements mais de la technologie en général — nouvel opium du peuple —, sans parler des menaces écologiques planétaires.

Apparemment, on ne peut guère espérer atteindre un niveau de vie élevé, ou même décent, sans passer par toutes les transformations qui ont marqué l'histoire européenne. La constitution d'Etats modernes, l'élaboration d'institutions politiques suffisamment «représentatives», la présence des autorités religieuses et leur pouvoir temporel, la garantie de libertés suffisantes pour que se développe le goût de l'invention et le goût du risque, tous ces éléments paraissent nécessaires à la richesse matérielle. C'est dans ce sens que l'expérience des pays européens peut être utile aux peuples qui cherchent à les rejoindre dans l'affluence. Bien entendu, il importera de respecter l'histoire de ces peuples, leurs traditions religieuses, leur langue et leur culture, toutes choses sans quoi un peuple n'a pas vraiment d'existence ni de substance. De ce point de vue, l'expérience du Japon est très significative; et il semble bien aussi que la Chine et plusieurs pays du pourtour chinois et de l'ASEAN soient en train de confirmer qu'il est tout à fait possible de se développer économiquement, et par conséquent politiquement et socialement, dans le cadre d'une civilisation n'ayant pas grand-chose à voir avec la civilisation européenne.

Développant l'idée que toute une série de mutations sociales sont inévitables si l'on veut poursuivre l'objectif de la croissance économique, nous en arriverons au sujet difficile, mais central, des politiques susceptibles d'être suivies par les pays du Tiers Monde pour favoriser leur développement économique sans perdre leur âme. L'expérience du Japon, jointe à celle des pays plus anciennement riches, permet de poser un certain nombre de points de repère pour orienter les

politiques des pays qui s'engagent dans ce processus. Le chemin est long et ne comporte guère de raccourcis. Les obstacles paraissent particulièrement sévères pour les peuples dont la civilisation est trop archaïque ou trop faible pour supporter sans grand dommage le choc de civilisations plus vigoureuses.

Comme nous l'avons déjà mentionné, notre analyse suggère que, pour les pays riches, il est devenu essentiel d'assurer une intégration toujours plus étendue des pays encore pauvres à leur univers économique, en les aidant dans toute la mesure du possible dans leur marche vers le développement matériel. Il faut espérer qu'il est possible de faire cohabiter, et surtout coopérer harmonieusement, des peuples de civilisations différentes, bien que l'histoire ait montré des exemples d'affrontements et de conquête destructive plutôt que de tolérance et de compromis. Dans le cas des pays de civilisation européenne, le désir de bien-être matériel — la société de consommation — et le désir de puissance semblent bien être le côté sombre de leur réussite, et en constituent peut-être l'essence. Comme le souhaitait Bergson, il faudrait aux citoyens de ces pays un « supplément d'âme » pour faire équilibre au développement du bien-être et de la force matérielle. S'agit-il en fait d'une impossibilité, d'une contradiction dans les termes ? Toujours est-il qu'on ne voit guère poindre ce supplément d'âme pourtant indispensable.

Un renouveau religieux, ou plus exactement spirituel, paraît cependant possible pour la civilisation européenne : l'existence même d'un malaise généralisé est favorable à une telle évolution. Il apparaît en même temps qu'un effort soutenu pour permettre une organisation pacifique des relations économiques internationales pourrait signifier non seulement une vie matérielle plus aisée pour tous les hommes mais, par surcroît, une vie pleine et utile pour les citoyens des

pays de civilisation européenne. Le renouveau spirituel, le supplément d'âme, pourrait bien consister à œuvrer de manière désintéressée au bien-être de tous les peuples : le malaise, le vide, ne pourraient guère résister longtemps à un tel projet à long terme dont l'utilité, sinon la nécessité, est déjà clairement visible.

Etant donné la grande complexité des problèmes que pose une coopération étroite entre des groupes de pays appartenant à des civilisations différentes, il conviendrait de se préoccuper dès maintenant d'établir les dialogues nécessaires, non seulement dans le domaine de la production et de l'économie, mais aussi et surtout dans le domaine de la vie culturelle, sociale et religieuse. Faute d'une compréhension mutuelle sur ces questions, on peut craindre qu'une coopération économique durable basée sur la confiance et l'intérêt commun soit impossible à établir. Le retour aux méthodes traditionnelles de règlement des conflits par la force deviendrait alors inévitable.

PREMIERE PARTIE

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE EUROPEENNE

*La faculté de conduire l'histoire n'est point éternelle.
L'Europe, qui l'a héritée de l'Asie il y a trois mille ans,
ne la gardera peut-être pas toujours.*
(Ernest Lavisse, il y a cent ans)

CHAPITRE I

DE L'HÉRÉDITÉ DE L'EUROPE ET DE LA FORMATION DES ÉTATS MODERNES

Que les civilisations grecque et romaine aient influencé considérablement la civilisation européenne dès sa naissance, cela est évident. Si l'on veut tenter de comprendre par quels mécanismes les sociétés européennes ont pu entreprendre et réussir leur révolution industrielle, il est peu douteux qu'il faille en particulier se pencher sur les acquis et les héritages provenant de leurs ascendants immédiats. Il convient aussi de suivre ces nouvelles sociétés dans leur enfance et leur adolescence, pour voir cette hérédité se concrétiser et se développer.

Après un rappel de certains aspects des sociétés grecque et romaine, nous nous efforcerons très brièvement, non pas de réécrire l'histoire européenne, mais de mettre l'accent sur certaines de ses particularités, qui, à notre avis, montrent avec force combien cette histoire a été conditionnée par son héritéité. Ce sera là l'objet du présent chapitre, qui s'intéresse aux institutions politiques des premiers Etats modernes et à leurs premières manifestations extérieures—essentiellement agressives. L'agressivité, l'esprit de compétition semblent en effet être au cœur même de la civilisation européenne, et il convient donc d'en tenir compte pour envisager son

avenir et l'avenir de ses relations avec les peuples appartenant à d'autres civilisations.

L'héritage grecque et romaine

Les anciens grands empires de l'Antiquité, nous disent les spécialistes, étaient à la fois très stables et très rigides, et étaient cristallisés en sociétés extrêmement contraignantes pour les individus. toutes les phases de leur vie étaient dûment codifiées, soumises à des règlements, à des traditions ou à des obligations morales qui leur laissaient très peu d'existence personnelle, sans même parler de liberté de choix. Dans ces sociétés, pouvoir temporel et pouvoir religieux, toujours étroitement associés, régissaient en détail les activités du peuple dans le cadre d'institutions minutieuses. C'était particulièrement le cas lorsque les souverains temporels étaient aussi des dignitaires religieux. Voici par exemple ce que dit Fernand Braudel des civilisations de l'Extrême-Orient et du sous-continent indien (et il ne semble pas que la situation de l'Egypte, avec ses souverains de nature divine, ait été fondamentalement différente) :

«C'est sans doute bien avant l'histoire, dès l'aube des premières civilisations, que tout s'est décidé. Les civilisations d'Extrême-Orient se présentent comme des ensembles qui auraient atteint très précocement une maturité remarquable, mais dans un cadre tel qu'il a rendu quasi-immuables certaines de leurs structures essentielles. Elles en ont tiré une unité, une cohésion étonnantes. Mais aussi une difficulté extrême à se transformer d'elles-mêmes, à vouloir et à pouvoir évoluer, comme si elles s'étaient systématiquement refusées au changement et au progrès.»¹

Contrairement à ces civilisations anciennes, il apparaît que les civilisations grecque et romaine, qui furent les ancêtres directs — les «parents» — de la civilisation européenne, présentaient des caractères excessifs ou anormaux, qui expliquent peut-être la brièveté de leur existence. Les Grecs privilégiaient l'analyse intellectuelle et la logique rationnelle, au point de découvrir les mathématiques pures. La pureté de la pensée, et son caractère désintéressé, étaient en quelque sorte devenus pour eux des éléments religieux qui permettaient de se rapprocher de la sagesse divine. Les Romains, de leur côté, avaient un très grand respect pour la force militaire et les techniques de conquête, ainsi que pour l'ordre social, maintenu grâce à une législation très élaborée et très rigoureuse. C'est aussi à cette époque qu'apparut le christianisme, dont la doctrine, au moins à ses débuts, contenait des éléments révolutionnaires que les autorités temporelles combattaient très violemment. Comme le dit Auguste Comte, *«en forçant d'élaborer le monothéisme sous l'empire du polythéisme, elle (la situation romaine sous la dictature) suscita, dès le début, la première séparation des deux pouvoirs humains ... Ainsi réduit, pendant trois siècles (durant la période impériale jusqu'à Constantin), à l'office consultatif, le nouveau sacerdoce ne put pas commander davantage quand sa doctrine eût légalement prévalu.»²*

Le mot clé: «Liberté»

La séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel fut une nouveauté fondamentale, commune à toutes les sociétés d'Europe de l'Ouest, et qui se manifesta dès leur enfance, après la fin des grandes invasions. Le goût de la logique et du raisonnement, qui favorise le jugement personnel et les initiatives individuelles, en même temps qu'il rend peu attrantes

les autorités trop arbitraires, contribua puissamment, lui aussi, à rendre l'héritage européen très différent du fond commun des anciens grands empires. Aussi ne doit-on pas s'étonner si, dès la grande période de défrichement et de conquête du sol, du IX^e au XIII^e siècle, le système féodal, simple, robuste et décentralisé, semble avoir bénéficié de l'adhésion réelle de tous ses participants. Les historiens considèrent en effet que, dans ce système, des droits existaient vraiment pour tout le monde — donnée sociale entièrement nouvelle, et qui préfigure l'expansion quasi-explosive des libertés au cours des temps modernes.

De manière plus précise, Fernand Braudel, parlant de toute la période allant du XI^e au XVIII^e siècle, s'interroge sur le problème «qui surgit le plus fréquemment à la fois dans le temps et dans l'espace ... A coup sûr, ce problème est celui de la, ou mieux, des libertés européennes. Le mot *Liberté* est le mot clef»³. Il mentionne alors que «la libération des paysans sera parmi les premières à s'esquisser», et il rappelle que, comme l'affirmait déjà Henri Pirenne, les paysans de l'Europe de l'Ouest jouissaient dès le XII^e siècle d'une liberté étendue, obtenue grâce à la pénurie relative de main-d'œuvre lors des grands efforts de défrichement entrepris après la fin des grandes invasions. A la même époque, l'essor économique général suscita également une expansion des villes, dont certaines réussirent à devenir des Etats indépendants.

Très en avance sur leur temps, tirant un parti très habile des atouts de l'héritage européen, certaines villes acquièrent très tôt tous les traits essentiels des sociétés modernes, y compris les problèmes de déséquilibre écologique :

*«De grandes cités libres s'affirment tôt en Italie,
le pays le plus avancé alors de tout l'Occident.
De même aux Pays-Bas, cette «seconde Italie».*

Venise, Gênes, Florence, Milan, Gand, Bruges, sont déjà des villes modernes à l'époque où la royauté de Saint Louis est typiquement médiévale. [...] En ces centres privilégiés, un premier capitalisme triomphe avec le «commerce au loin». C'est le début du règne des marchands-entrepreneurs, qui fournissent matière première et travail et assurent la vente des produits industriels.⁴

La gamme des activités des villes est dès lors très diversifiée : production, transport maritime, banque, négoce complexe, et même, pour Venise et Gênes, comptoirs coloniaux. En outre, avec l'importance croissante de l'industrie, qu'atteste l'apparition des guildes de métiers, et avec le développement du commerce au loin, des améliorations notables aux méthodes de gestion sont progressivement adoptées (premières lettres de change, négociants sédentaires et succursales permanentes).

Cette expérience des villes autonomes devait faire long feu, malgré leur brillante réussite. Il suffit de les visiter encore maintenant pour se rendre compte de leur splendeur passée, et pour comprendre que leurs institutions reflétaient un degré de civilisation qui n'a guère été surpassé. Le Dôme de Florence, la place Saint-Marc, le beffroi de Bruges, sont de grands témoins du génie européen, au même titre que les cathédrales et, naturellement, que beaucoup de réalisations plus récentes. Cependant, l'expérience a montré la fragilité de ces économies, de trop petite taille pour survivre lorsque des Etats à la fois grands et modernes se constituent.

Si les économies trop petites n'étaient pas durablement viables au début du deuxième millénaire, il semble bien que des espaces trop étendus ne fussent pas plus viables. L'échec carolingien fut cuisant, quoique très mal accepté, si l'on en juge par le fait que la même tentative allait être répétée de

manière nostalgique siècle après siècle. Voici Othon Ier, couronné à Rome en 962, fondateur du Saint Empire romain germanique. Voici l'empereur Henri, pendant la querelle des investitures, qui se rend à Canossa en 1077. Voici Frédéric II, qui, entre 1220 et 1250, ne parvient pas à établir son autorité sur ses territoires italiens.

Le conflit permanent entre papes et empereurs paraît bien résulter directement de l'héritage européen. Mais ce conflit eut pour effet de «perpétuer la désunion tant en Allemagne qu'en Italie».⁵ L'échec de Frédéric II, en particulier, «signifia le morcellement définitif de l'Italie et, plus encore, de l'Allemagne».⁶ Il n'est guère étonnant, dans ces conditions, que l'Allemagne et l'Italie se soient toutes deux trouvées absentes lorsque, à partir du XIII^e siècle, les contrées situées plus à l'Ouest commencèrent à s'organiser pour former des nations compactes et homogènes.

Les royaumes d'Angleterre, d'Espagne, de France

L'Angleterre, l'Espagne et la France, tout comme l'Italie et l'Allemagne, étaient des entités dont les habitants avaient en commun une histoire, une langue, des traditions, une culture. Mais, contrairement à l'Italie et à l'Allemagne, ces entités allaient se transformer en nations, au sens moderne de ce terme, dotées d'un pouvoir politique central et d'institutions nationales stables. Ces transformations, fondamentales pour l'avenir de la civilisation européenne, paraissent avoir obéi à un schéma relativement rigoureux, dont nous allons essayer de décrire brièvement les traits essentiels. Notre propos n'est d'ailleurs que d'esquisser certains aspects communs à l'évolution des trois pays, ces aspects communs paraissant avoir largement conditionné cette évolution.

Après leur conquête de l'Angleterre, les rois normands

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

disposaient d'un avantage considérable, en ce sens que tout le territoire du pays leur appartenait de droit. Ainsi disparaissait d'un seul coup un aspect important des institutions féodales, qui voulait que chaque «suzerain» fût maître absolu dans son domaine et eût droit à l'allégeance totale de ses «vassaux». En France, par exemple :

«Au sommet de la hiérarchie féodale, le souverain est à la fois roi et suzerain ... Comme seigneur (suzerain), il ne peut convoquer que les vassaux de son domaine. Roi, il peut aussi appeler aux armes ses pairs, les grands feudataires, ducs et comtes, mais ceux-ci s'abstinent ou modulent le contingent mis sur pied selon la cause défendue par le roi.»⁷

Guillaume le Conquérant, dès 1066, était suzerain de toute la noblesse de son pays, disposition qui fut encore confirmée en 1086 par le serment de Salisbury. Cela explique que l'autorité royale et les rouages administratifs correspondants aient pu se développer rapidement en Angleterre. Le roi Henry II, qui régna de 1154 à 1189, était déjà en mesure d'imposer une monnaie royale, de financer par de nouvelles taxes une force armée pour les interventions à l'étranger, de créer une milice royale, de réorganiser la collecte des impôts royaux grâce à un corps de fonctionnaires, d'établir et d'étendre la justice royale.

Très tôt également, à la suite de la défaite subie à la bataille de Bouvines, les rois anglais durent accepter, aux termes de la Magna Carta, que leur pouvoir n'était pas illimité, mais devait s'exercer à l'intérieur de certaines limites, énoncées de manière très générale dans la Charte. Ainsi, le système de gouvernement anglais s'orientait dès le XIII^e siècle vers des formes modernes de partage des pouvoirs dans lesquelles le roi était obligé d'obtenir l'assentiment des plus influents

parmi ses sujets pour certaines décisions, notamment celles touchant aux impôts et taxes. Les considérations fiscales furent plus particulièrement à l'origine de l'institution du Parlement :

«Tout à la fois un tribunal suprême, un Conseil royal élargi et une assemblée délibérante, le Parlement anglais à l'origine était d'abord et avant tout un instrument du pouvoir royal, non pas une force d'opposition à la couronne. Il devait son caractère le plus remarquable, la présence régulière de bourgeois et de notables provinciaux comme représentants du peuple, au désir du roi d'extraire des taxes de ses sujets de façon aussi fréquente et indolore que possible. En une génération après la mort d'Edouard Ier (en 1307), les roturiers étaient devenus un élément indispensable de tout Parlement anglais.»⁸

En Espagne comme en Angleterre, les circonstances historiques expliquent la prompte constitution de royaumes centralisés ayant de bonne heure surmonté les handicaps du régime féodal, tant en Castille qu'en Aragon. Dans les «royaumes chrétiens» qui devaient former la Castille, la «Reconquista» dominait la vie politique : «Les périodes d'expansion et de consolidation se succédèrent, ce qui créa un peuple de frontière, avec de larges droits individuels et collectifs. La Castille resta ainsi en marge du courant féodal de l'Occident médiéval». ⁹

L'Aragon, de son côté, était une entité fascinante, où les divers ingrédients originaux de l'héritage européen purent très tôt se combiner de manière particulièrement féconde :

«A de multiples égards, l'Aragon au XIVème siècle est de tous les Etats européens le plus intéressant. C'est là qu'on trouve finement équi-

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

libérées deux des forces les plus puissantes en Europe à la fin du Moyen-Age : l'effort vers une centralisation croissante des monarchies en marche, et la force centrifuge des villes poursuivant leur indépendance avec acharnement. Pendant l'époque de la puissance aragonaise, ces deux forces se sont épaulées mutuellement pour créer un empire commercial avec des territoires dans toute la Méditerranée et, en Aragon même, une constitution qui garantissait aux négociants comme aux nobles un degré de liberté vis-à-vis de la monarchie qui n'existe pas dans aucun autre Etat.¹⁹

La France était un ensemble beaucoup plus peuplé que l'île anglaise ou la presqu'île ibérique. Elle avait grandement bénéficié de l'influence romaine et, après la chute de l'empire romain, avait fait de manière répétée l'expérience d'une certaine unification politique : Clovis et les rois mérovingiens, puis Charlemagne et les rois carolingiens. Toutefois, pays trop vaste et trop ouvert aux invasions et aux conquêtes, la France politique s'était effritée et morcelée sous le régime de la suzeraineté féodale, qui avait supplanté au Xème siècle le pouvoir royal lors des grands bouleversements et des terribles famines résultant des invasions normandes. Pendant la période de défrichement et d'expansion qui suivit ces troubles, le pouvoir royal se réaffirma progressivement, en opposition directe aux « privilégiés » du régime féodal — noblesse et clergé — et avec l'aide et le soutien de la bourgeoisie et du peuple.

Deux rois doivent être mentionnés, qui allaient faire avancer considérablement la société française. Philippe Auguste, qui régna de 1180 à 1223, ne s'opposa pas directement à l'ordre féodal, mais « ... il soutint les villes contre les prétentions

de la noblesse et leur vendit des chartes garantissant l'autonomie administrative. Avec les ressources ainsi obtenues, Philippe recruta des mercenaires professionnels pour constituer une armée royale.¹¹ C'est aussi l'époque de la construction des cathédrales de Paris, Chartres, Reims et Amiens.

Louis IX, qui régna de 1226 à 1270 et passa à la postérité sous le nom de Saint Louis, s'attacha à dépasser les principes féodaux et, directement dans la ligne de l'hérédité européenne, à définir une doctrine plus moderne du pouvoir royal, sur des bases à la fois théologiques et juridiques. Sur le plan théologique, on adopte alors les vues des moines des ordres mendiants (franciscains et dominicains). «*Dans les matières qui se rapportent au bien de la cité, il faut plutôt obéir au pouvoir séculier qu'au pouvoir spirituel*»¹². Sur le plan juridique, l'héritage romain conduit à «*exalter le principe du pouvoir royal, face aux traditions féodales et aux prétentions à la domination universelle du pape et des empereurs*»¹³.

Ces réformes administratives reçurent dès Saint Louis un début d'application pratique, avec la création d'un embryon d'administration centrale permanente (Chambre des comptes et Parlement) et une ébauche de services judiciaires royaux aux échelons régionaux et locaux. On peut dire ainsi que la France, comme l'Angleterre et l'Espagne, commençait dès le début du XIII^e siècle à se concevoir comme une entité politique organisée de manière centralisée. Mais, devant l'opposition organisée de la noblesse et du clergé, on dut, dans le cas de la France, négocier, en appeler aux moines contre les vues du clergé régulier, échafauder des théories juridiques, et en incorporer les conclusions dans des textes officiels plutôt que de s'en remettre aux coutumes et aux autorités locales. En outre, il était difficile d'envisager en France des organes de coopération et de discussion tels que le Parlement anglais.

Quelques traits communs aux jeunes Etats modernes

A partir du terreau constitué par le monde féodal, généralement amorphe mais résistant, on voit apparaître certaines caractéristiques au sein des sociétés qui furent les premières à sortir de l'émettement moyenâgeux et à devenir des sociétés plus évoluées, capables de dynamisme et d'action concertée. La première condition paraît bien être que la liberté et l'initiative individuelle, ces joyaux de l'héritage européen, puissent s'épanouir. Les mini-Etats constitués de villes marchandes en sont des exemples brillants : leurs institutions étaient, semble-t-il, beaucoup plus modernes que celles de tous les autres Etats, et leurs techniques industrielles, commerciales, financières et administratives annonçaient le XXème siècle. Mais, de trop petite taille, ces villes ne pouvaient résister très longtemps à la pression d'Etats territoriaux notamment plus étendus.

Telle est sans doute la deuxième condition à l'apparition d'un Etat moderne dans le contexte européen : établir sur un territoire de taille substantielle un pouvoir central qui soit respecté et efficace. L'Angleterre sur son île, l'Aragon et la Castille sur leur péninsule, paraissent avoir bénéficié d'une taille convenable et s'être trouvées dans des situations historiques adéquates : en Angleterre à cause de la conquête normande, comme en Espagne à cause des besoins de la Reconquista, les monarques purent très tôt dépasser les contraintes féodales et imposer des régimes centralisés. En Angleterre comme en Espagne, il y eut très tôt une justice royale, une administration royale, des finances royales, une armée royale permanente.

La France, elle aussi, devait parvenir très vite à acquérir une certaine cohésion interne. Le fait que quatre grandes cathédrales aient été édifiées sous le roi Philippe Auguste, à

la fin du XII^e siècle, en témoigne amplement. Cependant, l'aire géographique couverte par la France était très vaste pour l'époque, et encore très morcelée : il y avait, certes, une dynastie royale héréditaire, mais les grands féodaux étaient suzerains — donc seigneurs absous — sur leurs vastes domaines, si bien que des provinces entières n'étaient françaises que de nom et se trouvaient en fait sous la domination de princes qui auraient volontiers vu disparaître la couronne de France. C'est seulement avec Saint Louis, au milieu du XIII^e siècle, que s'élabore la doctrine de la royauté absolue et que s'installe un embryon d'administration royale permanente. On pourrait dire qu'en fait c'est la guerre de Cent Ans qui a forcé les Français à former une nation pour ne pas être constamment envahis, pillés, violés et rançonnés, par les Anglais, les Bourguignons ou les Espagnols. Ces individualistes impénitents finirent alors par comprendre la puissance des liens constitués par la langue et les traditions communes, et se résignèrent à se constituer en un Etat de plus en plus unifié.

Nous avons dit comment les aspirations mythiques à la constitution d'un grand empire universel ont bloqué totalement, jusqu'au XIX^e siècle, la naissance de nations modernes en Italie et en Allemagne. En Allemagne, en particulier, c'est seulement en abandonnant finalement l'idée impériale, à partir du XVII^e siècle, que le Brandebourg, en annexant la Prusse et les duchés de Clèves et de la Marche, commencera à ressembler à un Etat moderne, tandis que les Habsbourg restaient attachés à la couronne impériale, qui ne leur apportait guère de pouvoir réel.

Une troisième condition pour la constitution d'un Etat moderne fort, dans le contexte européen, paraît être la possibilité, pour le monarque, de disposer de ressources fiscales importantes, seul moyen de pouvoir commander de manière stable à des forces armées suffisantes soit pour décourager

les agressions, soit pour conquérir de nouveaux domaines. Mais il ne pouvait y avoir de finances royales fortes sans une administration royale et une justice royale elles-mêmes bien organisées et respectées. Une formule exprime bien cet enchaînement de conséquences et son caractère inéluctable pour les nations qui se veulent indépendantes : «De même que l'Etat moderne était nécessaire pour créer l'armée permanente, de même ces armées créèrent les Etats modernes.»¹⁴ Il est intéressant de noter à cet égard que la France d'une part, et l'Allemagne d'autre part, étaient quatre fois plus peuplées chacune que le royaume d'Angleterre (Ecosse non comprise) vers le XVème ou le XVIème siècle, et, de même, environ deux fois plus peuplées chacune que l'ensemble de la péninsule ibérique. On voit ainsi que les monarques anglais et espagnols disposaient alors, en termes de ressources financières, et donc de force militaire, d'un pouvoir réel comparativement beaucoup plus grand que le roi de France et, *a fortiori*, que l'ensemble des princes allemands. Surtout dans le cas de l'Angleterre, cette situation reflétait la modernité et la bonne organisation de la société. La France, à son tour, deviendra dominante au XVIIème siècle, lorsque son unification sera devenue vraiment effective et que le poids de sa population se fera pleinement sentir.

L'irrésistible désir de dominance

Avant les temps modernes et la révolution industrielle, alors que la poursuite du bien-être matériel n'était pas encore imaginable, même en tant que mythe, le pouvoir et l'opulence des rois et des nobles — sans parler de leur gloire — passaient par la possession d'un territoire et d'un nombre de «sujets» aussi grands que possible. De même que les souverains poursuivaient avec ténacité l'objectif d'unification na-

tionale, il leur paraissait tout naturel d'étendre leur autorité à de nouveaux territoires, en invoquant pour cela toutes sortes de prétextes : héritages, mariages, frontières naturelles, droit de conquête, reconstitution de l'empire, défense (ou répression) des minorités religieuses, protection des comptoirs commerciaux, etc...

Dans un monde où la conquête et la dominance étaient les seuls objectifs poursuivis, la puissance financière ne manquait pas d'être immédiatement transformée en puissance militaire. Dans un tel jeu, à long terme, le gagnant est celui qui peut aligner l'armée la plus moderne et la plus nombreuse. Et c'est un jeu coûteux, où les enchères allaient croître très rapidement. Dans le cas de la France, qui paraît assez représentatif, les effectifs des armées régulières ont, *grosso modo*, doublé tous les cent ans entre le XVème et le XIXème siècle. Au cours de cette évolution, la cavalerie a perdu de son importance, tandis que l'artillerie ne cessait d'en gagner : ses effectifs ont à peu près quadruplé tous les cent ans. Or, les canons étaient coûteux à produire et à mettre en action (affûts, munitions, chevaux, sans compter de nombreux canonniers); et les armes à feu légères, au tir de plus en plus rapide, étaient elles aussi d'un coût croissant. Finalement, si l'on tente d'évaluer — très grossièrement, bien sûr — l'effet de l'entretien des armées sur le niveau de vie des populations, on est amené à penser que cet effet, relativement limité à la fin de la guerre de Cent Ans, devait être très lourd à la fin du XVIIIème siècle. Avec un revenu réel par habitant pratiquement stagnant, la pression fiscale imposée par les impôts royaux était sans doute six ou sept fois plus élevée sous Louis XV que sous Louis XI. Ces quelques chiffres permettent de pressentir l'impasse financière dans laquelle s'engagèrent successivement l'Espagne et la France, dans leur recherche belliqueuse de la suprématie, alors que ces Etats avaient gardé des structures

sociales relativement archaïques, qui ne leur permettaient pas de mener à bien leurs ambitions nationales sans pressurer leurs populations au-delà du supportable.¹⁵

La péninsule ibérique, entité politique de taille médiocre et relativement pauvre en ressources naturelles, s'était laissée entraîner dans des entreprises beaucoup trop vastes pour son potentiel économique : le développement de l'élevage au détriment de l'agriculture, l'entretien d'une armée permanente et nombreuse, les besoins d'une lourde administration couvrant l'ensemble des territoires assujettis à la couronne, entraînaient un affaiblissement continual des structures économiques. A la fin du XVI^e siècle, lorsque l'afflux des métaux précieux d'Amérique commença à se tarir, il en résulta une crise financière pratiquement insurmontable. Le fait que même la modernisation de l'armée eût été négligée, comme l'a montré en particulier la bataille de Rocroi, montre à quel point cette crise était irrémédiable.

En France, si l'administration royale progresse et devient vraiment efficace au temps de Richelieu et de Mazarin, et plus encore avec Colbert, le régime fiscal appliqué par cette administration moderne demeure très archaïque et injuste, car les anciennes structures sociales n'ont guère été modernisées. Les droits féodaux, toujours très réels, pèsent lourdement sur les paysans, plus lourdement même, semble-t-il, qu'aux siècles précédents. Par ailleurs, comme on l'a vu plus haut, les impôts prélevés par la Couronne, qui eux aussi pèsent surtout sur les paysans et le petit peuple des villes, ne cessent de croître avec la taille des armées. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'on ait assisté à de fréquents soulèvements populaires, notamment pendant la première moitié du XVII^e siècle, avec la guerre de Trente Ans et l'époque délicate de la Régence. Dans le système de l'ancien régime français, les nobles ne portent pas d'intérêt au sort de

leurs manants, pourvu que ceux-ci s'acquittent de la rente foncière et de la rente seigneuriale. Et les manants, de leur côté, ne peuvent que tenter de survivre et n'ont aucun moyen d'investir pour accroître leur production.

Pendant tout le XVII^e siècle, la France reste la puissance dominante, après le déclin espagnol et avant que l'Angleterre, absorbée par ses problèmes intérieurs, ne s'oppose à la suprématie française, jugée excessive par le reste de l'Europe. Au XVIII^e siècle, la compétition pour la dominance cesse d'être limitée à l'Europe et s'étend aux Antilles, à l'Amérique et au sous-continent indien : la supériorité des institutions politiques et de l'organisation économique et administrative de l'Angleterre devient alors évidente. Cela explique que la révolution agricole et la révolution industrielle aient pris naissance en Angleterre, plutôt que dans la France encore politiquement et financièrement archaïque de la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Supériorité des institutions politiques anglaises

Nous avons évoqué l'originalité de la monarchie anglaise après la conquête normande : centralisation précoce des pouvoirs politiques et administratifs entre les mains du roi, accompagnée d'arrangements pragmatiques pour la participation effective des notables à l'exercice de ces pouvoirs (Magna Carta et rôle du Parlement, notamment pour le vote des impôts). Tout au long du XVI^e siècle, l'ère des Tudor confirma ces orientations et montra l'importance constamment accrue du Parlement, organe de contrôle du pouvoir exécutif, mais aussi organe de soutien hautement efficace — et dans une large mesure irremplaçable — lorsque l'action du gouvernement royal était compatible avec les désirs des notables qui constituaient le Parlement. En même temps, le

pouvoir royal et son efficacité administrative s'affirmaient considérablement. En d'autres termes, le couple «parlement fort-roi fort», pourvu que chaque partie restât dans son rôle, paraît avoir été expérimenté avec succès comme un moyen de sortir de l'archaïsme et de tester les idées modernes.

Les longues et douloureuses expériences de l'ère des Stuart, pendant tout le XVII^e siècle et jusqu'à l'aboutissement de la Révolution de 1688 confirment par l'absurde et établissent définitivement la supériorité des institutions mises en place sous les Tudor. Une première confirmation par l'absurde est l'échec des essais successifs tentés pour appliquer les principes de la monarchie absolue de droit divin, plus ou moins selon la ligne suivie par les rois de France. Une autre confirmation est fournie par la Révolution de 1642, au cours de laquelle la monarchie fut abolie et remplacée par la dictature de l'armée rebelle, à l'origine établie par le Parlement.

Toutes ces expériences, faites d'abord avec l'absolutisme, puis avec la dictature militaire et la démocratie socialisante, devaient finalement conduire à un système modéré de monarchie constitutionnelle, dans lequel les «classes possédantes» détiennent l'essentiel du pouvoir politique. Ce système va se montrer très stable et très bien adapté aux besoins du temps. Son efficacité pratique va apparaître rapidement avec les guerres de succession d'Espagne, au cours desquelles l'expansion française est pour la première fois stoppée, et elle ne cessera de se manifester jusqu'à la fin des guerres napoléoniennes, lorsque la suprématie anglaise sera devenue tout à fait évidente.

Temps modernes et dominance

Le fait que l'esprit de compétition entre nations se soit manifesté par la force des armes avant la révolution industrielle

correspond bien à l'héritage européen. On doit cependant noter que le développement et la consolidation des ensembles coloniaux se sont poursuivis de manière très active tout au long du XIX^e siècle, c'est-à-dire à une époque où la révolution industrielle était elle-même en plein essor. En d'autres termes, il ne semble pas que la révolution industrielle ait arrêté ni même affaibli la soif de conquête et de domination territoriale qui avait caractérisé les siècles précédents. Dans ce cas, les questions de rentabilité capitaliste ne semblent pas avoir été la seule préoccupation, sauf peut-être pour les colonies de peuplement comme l'Amérique du Nord et l'Océanie : il s'agissait aussi de positions stratégiques et de prestige, biens intangibles — comme la souveraineté — pour lesquels les pays de civilisation européenne se sont montrés prêts, au cours de leur histoire, à risquer jusqu'à leur existence même.

Notons encore, comme trait général des Etats modernes de type européen, que, très tôt après leur indépendance, l'Allemagne et, dans une moindre mesure, l'Italie, ont cherché à compléter leur statut de grande puissance par l'acquisition d'un empire colonial, c'est-à-dire par une participation à la dominance mondiale. Vu leur arrivée tardive, ces ambitions ne pouvaient guère être satisfaites qu'au détriment des nations dominantes plus anciennes, avec un risque considérable de recours à la guerre. Celle-ci a d'ailleurs éclaté à deux reprises en plein XX^e siècle, entraînant pour un temps au moins l'éclipse de la primauté européenne. La Russie et les Etats-Unis, de leur côté, n'ont pas manqué de rechercher et d'exploiter activement les occasions d'étendre leur territoire, souvent par la force. Elles y sont parvenues beaucoup plus aisément que l'Allemagne et l'Italie, parce qu'elles revendaquaient des territoires lointains ou encore peu peuplés. Ainsi, les Etats-Unis ont pu acheter la Louisiane et la Floride, acquérir

l'Orégon et enlever au Mexique le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie; et la Russie a pu s'étendre progressivement à l'Ouest (Crimée, Biélorussie, Ukraine), puis au Sud (Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie), et enfin en Asie (Amour, Oussouri, Turkestan), jusqu'à ce que ses entreprises mandchoues et coréennes la conduisent au début du XXème siècle à un conflit armé avec le Japon. Malgré l'aisance relative avec laquelle ces possessions coloniales ont pu être acquises, il semble bien que de difficiles problèmes de caractère culturel et éthique se posent de plus en plus aux nouvelles grandes puissances, comme ils se sont posés dans le passé aux pays européens avec leurs possessions coloniales.

Il ne fait aucun doute à cet égard que les soldats, les missionnaires, et même les commerçants européens étaient persuadés d'apporter les bienfaits de «la» civilisation et du «progrès» à des peuples sauvages ou attardés, et qu'ils jugeaient de leur devoir de prendre ces peuples sous leur tutelle et de leur «apprendre» à devenir civilisés en imitant leurs maîtres. Les peuples de civilisation européenne ont bien été obligés par la suite de constater que les choses étaient très différentes de ce qu'ils avaient imaginé. Malgré cela, on peut encore dire actuellement que les préjugés de ces peuples n'ont guère changé : ils pensent toujours que leur organisation politique, leurs orientations philosophiques et religieuses, leurs objectifs de bien-être, leur conception des arts, leur façon de vivre sont les meilleurs, et que les autres peuples ont intérêt — et seront obligés par la force des choses — à adopter et à copier la civilisation européenne. À une époque où le Japon, et bientôt la Chine et d'autres pays du Pacifique, auront tôt fait de rattraper leur retard technique sans abandonner le moins du monde les principaux traits de leurs civilisations, on voit à quel point l'aveuglement des anciens «colonisateurs» est dangereux pour la paix du monde,

et plus encore pour leur propre civilisation.

Nous reviendrons sur cette question dans les conclusions de notre étude. Nous souhaitons seulement mettre ici en évidence certains traits de la civilisation européenne qu'il sera sans doute difficile d'effacer ou de corriger, dans la mesure où ils sont liés à son héritage même.

CHAPITRE II

TEMPS MODERNES ET AUTORITÉS RELIGIEUSES

L'apparition dans la Rome impériale d'une religion nouvelle et présentant des caractères assez originaux constitue certainement un des facteurs importants de l'héritage européen. Cependant ce n'est pas tant la religion elle-même que nous aurons à considérer ici, mais les manifestations sociales qui ont marqué sa naissance et sa croissance. L'Eglise avec sa hiérarchie, ses règlements et son influence sur les pouvoirs temporels, sans oublier son patrimoine, est l'institution qui nous intéressera principalement.

L'Eglise et l'empire romain

Comme le fait remarquer Jacques Ellul dans son récent ouvrage, «La subversion du christianisme», le message chrétien fut très vite interprété et présenté en des termes qui le rendaient aisément accessible à la pensée grecque et au juridisme romain :

«La pensée hébraïque a été semée dans une terre nourrie de la pensée grecque et de la juridicité romaine. Il a fallu tout de suite retraduire ce qui était histoire en termes compréhensibles pour le

monde gréco-romain. C'est-à-dire en termes philosophiques et juridiques ... La révélation de Dieu est devenue le point de perfection de l'enseignement de Socrate ... On a considéré les récits bibliques comme des mythes dont il fallait retirer une «pensée» universelle et abstraite ... De même dans ce monde que Rome a contaminé de juridisme, on va employer non seulement la méthode du raisonnement philosophique grec, mais la méthode d'exégèse (combien habile et rigoureuse) des juristes romains pour expliciter les textes bibliques et en éliminer les discordances.»

Un autre élément très important dans l'évolution de la nouvelle religion dès les premiers siècles de son existence fut sa transformation en religion officielle par la conversion de l'empereur Constantin. L'Eglise devient alors une institution riche, avec une structure administrative étendue et hiérarchisée, des liens très étroits avec les pouvoirs temporels. Très tôt, le clergé et son chef s'emploient à imposer totalement leur interprétation gréco-romaine de la révélation apportée par Jésus et à prescrire la nature divine du Messie. Dès l'année 325, date du Concile de Nicée, on est considéré comme hérétique et passible de toutes sortes de peines et de sanctions, même mortelles, si on n'accepte tous les décrets énoncés dans le «symbole de Nicée», décrets qui ne résultent peut-être pas très directement des textes révélés, comme le montreront les multiples rébellions qui émailleront l'histoire de la chrétienté.

Depuis longtemps, les sociétés polythéistes étaient amenées à envisager que les divinités multiples, pour pouvoir être prises vraiment au sérieux, pussent être soumises à un ordre et à une justice garantis par un père des dieux. C'est à

qui correspond la figure de Jupiter, premier pas vers le monothéisme philosophique. Plus tard, les philosophes grecs comme Héraclite, Platon, puis les néoplatoniciens et les stoïciens, approfondirent le concept intellectuel du monothéisme : c'est ainsi que Philon, juif d'Alexandrie, «appuyé à la fois sur la théologie platonicienne et sur celle du Portique, a pu commenter la Bible à l'aide de concepts purement grecs, c'est-à-dire «païens» d'origine.»¹

La religion chrétienne a très rapidement et complètement intégré ces conceptions païennes, contrairement à la religion hébraïque, dont le monothéisme était exclusif, sans compromis et révélé (non pas pensé) :

... nous voici en face de deux monothéismes, c'est-à-dire peut-être de deux dieux, si on suit Pascal qui devait distinguer si nettement entre le Dieu des philosophes, qui se dévoile à la raison humaine et n'est pas le vrai, parce qu'il est marqué par les faiblesses même de cette orgueilleuse faculté, et le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, qui s'est révélé dans l'histoire, qui a parlé par les prophètes, qui, source de vie, a réellement animé la vie de tout un peuple dans le malheur comme dans la joie, et qui ne saurait être confondu avec une simple conception de l'esprit.²

La religion musulmane adopte complètement le monothéisme hébraïque, exclusif et révélé, et inclut Jésus dans la lignée des prophètes majeurs, avec Abraham, Moïse et, naturellement, Muhammad. Pour les musulmans, le Coran a été reçu par Muhammad, est descendu sur lui comme une lumière ou une connaissance immédiate, instantanée, sans aucune participation de sa volonté ni de sa pensée. De la même façon, l'Evangile a été reçu par Jésus, la Loi par Moïse, l'amitié

de Dieu par Abraham. L'Islam se présente d'ailleurs comme un retour à l'orthodoxie après les erreurs introduites par l'Eglise chrétienne, notamment l'«incarnation» et la «sainte Trinité», mais aussi l'institution des «clercs» avec leur rôle d'intermédiaires entre Dieu et les hommes.

On observe en fait dans l'histoire de l'Eglise deux grands courants : l'un, intellectuel et réaliste, qui s'intéresse aux biens de ce monde et à la supervision des faits et gestes des hommes ordinaires, laïcs, qu'ils soient dirigeants ou exécutants : ce courant a toujours bénéficié du plein soutien des autorités de l'Eglise; l'autre, toujours refoulé par les autorités, minoritaire mais largement préféré par les hommes ordinaires, qui insiste sur la révélation, sur l'amour, sur la nécessité de la justice, de la pauvreté, sur la survie et le jugement de Dieu après la mort. La tendance majoritaire s'était déjà clairement dessinée dans les premiers siècles de l'Eglise et avait pris le pouvoir administratif, qu'elle ne lâchera plus, dès le Concile de Nicée. L'amalgame entre la pensée grecque et la révélation était déjà fait à ce moment, et il se renforcera encore au Moyen-Age. La tendance minoritaire existait aussi dans les premiers siècles, mais, parmi les clercs, cette tendance était le fait de «marginaux», ermites du désert comme saint Pacôme et saint Antoine, qui créèrent le courant monastique. Ce courant, toujours minoritaire, s'est cependant développé en Europe de l'Ouest dès le haut Moyen-Age. Comme l'écrit Roger Arnaldez :

«Puis on voit naître et s'épanouir le monachisme en Occident avec saint Benoît et sa règle : vie d'obéissance, de prière, de pénitence et de travail. Les moines récitent l'office, méditent, mais aussi défrichent et cultivent, tout en conservant une vie intellectuelle d'études et de réflexion. Plus que les pompes d'une Eglise trop visibles, où

certains verront les pompes même de Satan, c'est l'œuvre des moines qui a sans doute le plus contribué à former, dans le peuple fidèle, le véritable esprit chrétien.³

L'Eglise et les pouvoirs temporels

Pendant la grande période de défrichement et d'occupation de la terre, jusqu'à la fin du XIII^e siècle, les moines et les monastères jouèrent un rôle déterminant par leur participation à cet effort de la population paysanne. En l'absence de souverains temporels gouvernant de vastes territoires, les papes et leur administration constituaient la seule force organisée établie sur l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. Bénéficiant ainsi de l'œuvre des monastères, ils établirent leur propre puissance financière par des impôts sur l'ensemble du peuple, selon la coutume féodale. Les papes étaient en outre des souverains temporels dont les Etats, au centre de l'Italie, représentaient une puissance financière notable.

Ainsi qu'il est normal pour une autorité religieuse, les papes se considéraient investis par Dieu et avaient à leur tour le pouvoir d'investir prêtres et évêques. L'ensemble du clergé, selon cette doctrine, devait non seulement diriger la vie sociale et familiale des individus, mais exercer son contrôle sur les autorités temporelles. Après la chute de l'empire romain et les grandes invasions, et tant que l'empereur germanique fut la seule autorité temporelle contestant la suprématie du pape, ce dernier put triompher sans trop de difficulté et rétablir dans une certaine mesure l'ordre ancien, dans lequel les prêtres étaient au sommet de la hiérarchie sociale. Les croisades — destinées à restaurer l'autorité du pape sur l'Eglise orientale et les « lieux saints » — ainsi que la lutte armée contre les hérétiques, furent des moyens d'assurer par la

force la suprématie du pape et de son administration. L'Inquisition, tribunal aussi dur qu'arbitraire, ne complétait que trop bien cette panoplie du pouvoir théocratique absolu.

Les pouvoirs de l'empereur germanique étant plus symboliques que réels, la victoire des papes sur les empereurs devint à peu près complète au cours de la longue querelle sur les investitures. Mais la situation changea du tout au tout lorsque des Etats modernes commencèrent à prendre forme en Angleterre et en France. Il semble alors que la papauté, par la nature même des sociétés européennes et de leur hérédité, se soit trouvée partagée entre deux forces contraignantes. D'une part, le pape, en tant que souverain temporel, avait besoin du soutien des monarchies naissantes, et surtout de la France, voisine de ses Etats; d'autre part, la pensée grecque (souveraineté du peuple) et la tradition militaire et juridique romaine, sans oublier — *last but not least* — l'action déterminante des moines des ordres mendiants, s'associaient pour conduire à une doctrine de la souveraineté absolue des monarques temporels.⁴ La décision des papes de résider à Avignon, puis le Grand Schisme du XIVème siècle (au cours duquel il y eut jusqu'à trois papes après le Concile de Pise de 1409), et enfin l'insuccès total du «mouvement conciliaire» cherchant à rendre plus démocratique l'institution papale, contribuèrent à mettre la papauté sous le protectorat des souverains les plus puissants :

Il y a un autre aspect à la restauration de la monarchie pontificale. L'alliance avec les princes de la chrétienté fut rétablie, car les papes eurent besoin de leur soutien pour combattre le mouvement conciliaire. Mais le compromis avec les pouvoirs temporels était maintenant plus étendu que sous les papes d'Avignon. Les papes étaient maintenant forcés d'accepter le contrôle

accru sur l'Eglise que les rois avaient gagné pendant le Grand Schisme ... La politique de compromis avec l'ordre établi commencée par les papes d'Avignon préservait sans doute les formes extérieures de la monarchie pontificale, mais celle-ci était maintenant vidée de l'essentiel de son contenu spirituel. Le désenchantement continuait à croître; l'institution papale semblait faire obstacle à toute réforme de l'Eglise.⁵

La lourde administration de l'Eglise n'était certes pas très efficace et les abus commis étaient sérieux. Le cumul des bénéfices et l'absentéisme correspondant, l'ignorance du bas clergé et le relâchement moral, même chez les moines, étaient sans doute pratiques courantes. En haut de la hiérarchie, le népotisme était fréquent, ainsi que, chez les papes, une attention à leurs intérêts de souverains temporels difficilement compatible avec les obligations spirituelles de leur charge. Après le Concile de Bâle, au milieu du XVème siècle, lorsqu'il devint clair que la papauté ne se réformerait pas elle-même et qu'elle s'enfermait dans son absolutisme, une situation de révolte latente fut créée et entretenue parmi les membres progressistes du clergé, qui auraient souhaité pouvoir débattre librement à la fois des questions de foi et des questions d'organisation. Cette impasse semble avoir été la cause profonde des divers mouvements de réformation qui allaient voir le jour. Si l'on ajoute que les laïcs instruits, principalement les bourgeois et les artisans des villes, étaient de leur côté sensibles aux diverses formes de la liberté, on peut comprendre que la collusion définitive de l'Eglise avec les monarques les plus puissants ait suscité un courant considérable lorsque l'effort de réformation s'est matérialisé.

Il n'est pas très étonnant que les régions morcelées

(principalement l'Allemagne) ou colonisées (Pays-Bas, Suisse) se soient montrées très réceptives à la contestation incarnée dans la réformation. Les souverains déjà puissants, au contraire, trouvèrent tous qu'il était de leur intérêt de soutenir le pape, ou du moins d'imposer le catholicisme comme religion d'Etat : ce fut le cas des rois espagnols, qui bénéficiaient alors d'une forte position de dominance, et des princes autrichiens, mais aussi des rois de France et d'Angleterre. Cette subordination des religions aux pouvoirs temporels est confirmée par les arrangements adoptés à Augsbourg en 1555, avec le principe «cujus regio, ejus religio» : chaque prince fixe la religion de sa principauté, sans qu'aucun choix soit laissé aux individus. Le fait que Calvin, Farel et Bèze, tous trois français, aient dû émigrer à Genève pour que leurs convictions pussent s'exprimer et porter les fruits que l'on sait, rend aussi témoignage du peu d'intérêt des pouvoirs temporels et de l'Eglise officielle pour les croyances et les préférences religieuses des individus. Plus tard, cette arrogance et cette superbe se retourneront aussi bien contre les monarchies temporelles que contre l'Eglise monarchique.

L'Eglise et l'esprit scientifique

L'influence intellectuelle grecque se manifesta très tôt parmi ceux des moines européens qui avaient accès aux grandes bibliothèques. Un exemple particulièrement typique est celui du célèbre Abélard (1079-1142) et de ses amis, spéculant sur l'idée, certes audacieuse mais sans fondement, que, Dieu étant aussi homme conformément au dogme de l'incarnation, il devait être possible pour les hommes de le comprendre au moyen de leur intelligence. Plus tard, il ne fut pas très difficile aux moines franciscains de montrer que «si Dieu suit sa propre volonté, aucun essai par les hommes d'expliquer

l'action divine ne peut jamais réussir : par sa nature même, la volonté de Dieu est hors de la portée d'une enquête purement rationnelle.⁶

Cependant, l'effort le plus systématique pour incorporer la philosophie grecque dans le dogme chrétien fut l'œuvre de Thomas d'Aquin (1225-1274). En fait sinon en droit, la vision du monde matériel telle qu'Aristote l'avait conçue s'est ainsi retrouvée pour l'essentiel dans le corps des dogmes chrétiens. Mais le risque qu'il y a à transformer en dogmes les spéculations de l'intelligence humaine est que ces spéculations, comme nous le savons maintenant, ne sont que des théories, qui restent à la mode quelque temps avant d'être remplacées par d'autres, destinées elles aussi à passer. La logique apparente et la beauté formelle de ces chimères peuvent être très spectaculaires sans pour cela les rendre plus réelles qu'un rêve. C'est un risque de cette nature qui semble avoir été pris par les théologiens catholiques avec la «méta-physique» d'Aristote, qui traite des planètes et des étoiles, non pas comme de simples amas de matière, mais comme des êtres de nature divine. Il va sans dire que, lorsque les Européens, curieux et touche-à-tout, commencèrent à saisir la fécondité de l'observation et des «expériences» soigneusement conduites, les chimères aristotélo-aquiniennes apparurent effectivement pour ce qu'elles étaient aux yeux de ceux qui savaient voir.⁷

Comme le rappelle Jacques Ellul, il était très dangereux pour l'Eglise d'avoir voulu dès son origine récupérer l'intellectualisme grec qui, en fait, n'avait rien à voir avec la révélation chrétienne. Il était très dangereux aussi que des clercs fussent tentés de se servir de l'autorité de l'Eglise pour renforcer et rendre obligatoires des théories et des conceptions philosophiques forcément incertaines. Dès l'enfance de l'Europe, avec le développement des libertés et leur première

floraison sauvage dans les villes italiennes, il était inévitable que ces théories et ces conceptions soient soumises à un examen analytique, selon la tradition grecque. C'est ce que fit Copernic (1473-1543), moine catholique mais disciple de Ptolémée, qu'il voulait dépasser intellectuellement: ayant réfléchi, sans pratiquement faire d'observations nouvelles du ciel, il conclut que le «système du monde» serait plus simple et plus rationnel si l'on plaçait le soleil au centre et si l'on faisait tourner la terre et les planètes autour de lui. Copernic mourut dans son lit, mais sa théorie fut dûment condamnée.⁸ Quarante ans plus tard, Giordano Bruno (1548-1600), moine et philosophe, reprit les idées de Copernic et les amplifia en émettant l'hypothèse — certes intéressante! — d'un univers immense et peuplé d'une infinité de systèmes solaires. Le malheureux fut livré à l'Inquisition et proprement brûlé comme hérétique.

Copernic et Bruno n'avaient fait que suivre la voie tracée par Abélard et par Thomas d'Aquin en développant des idées qui avaient déjà été émises et débattues par les penseurs grecs. Galilée (1564-1642) fut le premier à considérer l'observation du ciel comme un moyen de connaître la structure de l'univers. Ce qu'il vit dans sa lunette le conduisit vite à penser que la lune et les planètes, loin d'être parfaites et incorruptibles, comme les «substances spirituelles» chères à Aristote et à Thomas d'Aquin, paraissaient semblables à notre terre grossière. Les mesures qu'il fit ensuite du mouvement des planètes et des étoiles l'amena à confirmer et à défendre les thèses de Copernic. A l'âge de soixante-huit ans, en 1632, Galilée dut se rétracter, sous peine de mort, et passa les dix dernières années de sa vie étroitement surveillé. Dans la déclaration qu'il dut signer, il acceptait «de renoncer à l'opinion fausse selon laquelle le Soleil se tiendrait au centre de l'univers et serait immobile, tandis que la Terre ne serait point le centre du monde et se mouvrait».

Le Dieu d'Abraham et les dieux des philosophes

Nous avons dit que la religion catholique différait des autres religions révélées par la volonté d'inclure dans ses dogmes l'essentiel des doctrines philosophiques grecques, alors que le judaïsme et l'Islam entendaient suivre strictement le «Dieu d'Abraham» tel qu'il s'était manifesté aux prophètes. La distinction entre ces deux façons de voir est très clairement faite par Pascal (1623-1662), vingt ans après la condamnation de Galilée, dans ses Provinciales (XVIIIème lettre), lorsqu'il distingue «trois principes de nos connaissances, les sens, la raison et la foi». Il ajoute que «s'il s'agit d'une proposition non-révélée et proportionnée à la raison naturelle, elle en sera le propre juge; et s'il s'agit enfin d'un point de fait, nous en croirons les sens, auxquels il appartient naturellement d'en connaître». Seules les propositions révélées sont du domaine de la foi : cela ne laisse pas beaucoup de place pour les vues officielles de l'Eglise de l'époque.⁹ Et celle-ci devra payer très cher son attachement au «dieu des philosophes», c'est-à-dire notamment aux thèses scholastiques et à la philosophie thomiste.

Au temps de Galilée, le pouvoir royal était fermement établi tant en Angleterre qu'en France, et le principe de la souveraineté absolue n'était plus guère contesté par les autorités religieuses. C'est à cette époque que des philosophes comme Francis Bacon (1561-1626) et René Descartes (1596-1650) commencent à entrevoir que le monde matériel peut être compris rationnellement, et qu'il doit alors être possible pour l'humanité de se fixer pour but de le maîtriser et d'en tirer un profit aussi élevé que possible. Observation et induction d'une part, raisonnement et déduction d'autre part, sont les outils que Bacon et Descartes furent les premiers à définir et qui sont encore à la base de toute recherche

scientifique. Après l'immense succès représenté par la découverte des lois de la gravitation par Isaac Newton (1643-1727) et le développement simultané d'autres disciplines comme l'optique et l'anatomie, les positions de l'Eglise n'étaient plus tenables, et il semble bien que, vers la fin du XVII^e siècle, les élites instruites se soient détournées en masse des croyances religieuses qu'on continuait à vouloir leur imposer, pour adopter des attitudes agnostiques et même de plus en plus matérialistes. Ainsi l'Eglise, faute d'avoir su séparer le Dieu d'Abraham du dieu des philosophes, aura entraîné les sociétés européennes dans une longue phase de désintérêt pour le Dieu d'Abraham et d'idylle avec diverses variétés de dieux des philosophes.

Alors que, dans l'Angleterre pragmatique, des transformations politiques importantes avaient marqué le XVII^e siècle et que la société était devenue relativement libre, c'est en France que le XVIII^e siècle a besoin de l'assaut intellectuel des philosophes et de leurs «lumières» pour venir à bout de l'ancien régime de droit divin : c'est en niant, sinon l'existence de Dieu, du moins son intervention au jour le jour sur sa création, que les philosophes français parviendront à saper aussi l'autorité des monarques absous. On voit ainsi se dérouler l'héritage européen : la soif de liberté individuelle s'alimente aux sources intellectuelles, que l'Eglise avait bien imprudemment essayé de domestiquer au profit de ses intérêts matériels et de ceux de ses associés temporels de droit divin. Telles qu'elles sont présentées actuellement aux élèves de l'enseignement secondaire, ces idées nouvelles peuvent se résumer comme suit :

«... les philosophes iront plus loin : rejetant les solutions théologiques ou métaphysiques et l'autorité des traditions, ils vont se livrer à une révision critique des notions fondamentales

concernant le destin de l'homme et l'organisation de la société. Caractérisé par une entière confiance dans la raison humaine chargée de résoudre tous les problèmes et par une foi optimiste dans le progrès, l'«esprit philosophique» est un nouvel humanisme ... Depuis le début du siècle, la science a détrôné la métaphysique ... La philosophie positive demande aux sciences expérimentales des faits contrôlés, leur emprunte méthode et raisonnement; à leur exemple, elle renonce à découvrir le pourquoi des choses et se contente du comment, elle poursuit les causes secondes et rejette les causes premières dans le domaine de l'inconnaisable ... Les philosophes rejettent toute autre autorité que celle de la raison». Plus audacieux que Descartes leur maître, ils abandonnent sa métaphysique ... Ils concluent à la religion et à la morale naturelles, à la tolérance, à l'instauration d'une liberté accrue ...¹⁰

Le nouveau «dieu des philosophes» s'avère très efficace : comme l'avaient pressenti Bacon et Descartes, il se confirme de plus en plus fortement que la nature est à notre service et qu'on peut s'enrichir immensément en l'exploitant selon les préceptes de la raison, en appliquant les méthodes scientifiques. Quant au Dieu créateur cher aux religions révélées, on commence par le transformer en en faisant une sorte de propriétaire absent : «Interrogé par Napoléon sur le rôle qui revenait à Dieu dans son «Système du Monde», Laplace, qui, cent ans après Newton, avait conféré à la Nouvelle Cosmologie sa perfection définitive, répondit : «Sire, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse» ... L'Univers infini de la Nouvelle Cosmologie, infini dans la durée comme dans l'Etendue, dans lequel la matière éternelle, selon des lois

éternelles et nécessaires, se meut sans fin et sans dessein ... avait hérité de tous les attributs ontologiques de la Divinité. Mais de ceux-ci seulement : quant aux autres, Dieu, en partant du Monde, les emporta avec Lui.¹¹

Bientôt on en vient à considérer que Dieu n'est qu'une invention des hommes, invention dépassée en cette nouvelle ère de raison et de progrès :

*Celui qui a donné son nom à la sociologie, Auguste Comte, professait un athéisme dogmatique. Le mode de pensée théologique appartient au passé, il est en voie d'être remplacé par le mode de pensée positif ou scientifique : telle était la conviction initiale de celui qui termina sa vie en premier grand-prêtre de l'humanité. L'athéisme figure aussi au point de départ de l'itinéraire intellectuel de Karl Marx. L'homme projette fictivement son essence en un être transcendant parce qu'il ne réalise pas son essence sur cette terre; la critique de la religion, opium du peuple, servit de modèle à la «Critique de l'Economie Politique», sous-titre parfois oublié du «Capital».*¹²

Les économistes libéraux, de leur côté, et leurs successeurs, défenseurs du système capitaliste, peuvent dire, comme tous les scientifiques, que leurs doctrines sont neutres vis-à-vis des questions religieuses. Mais on peut aussi les taxer de matérialisme, au même titre, semble-t-il, que les socialistes, dans la mesure où, comme ces derniers, ils ne se préoccupent que de la poursuite du bien-être matériel de chaque individu.

Age d'or ou malaise ?

Il paraît peu douteux que l'immense développement matériel

réussi par la civilisation européenne, et seulement par cette civilisation depuis l'aube de l'Histoire, n'aurait pas eu lieu sans une métamorphose préalable et totale des croyances religieuses et des systèmes sociaux correspondants. L'héritage européen, avec ses éléments d'individualisme, de rationalisme et de dynamisme, était favorable à une civilisation axée sur le bien-être matériel et sur la poursuite des biens de ce monde. Le conflit originel entre monarchie impériale et monothéisme impérialiste, qui n'a jamais pu se résoudre au cours de l'histoire européenne, a apporté les tensions constructives qui ont permis progressivement à des groupes, puis aux individus eux-mêmes, de prendre des initiatives, d'exercer leur jugement, de se spécialiser et, finalement, d'exploiter la nature à leur profit.

Dans cette évolution, la destruction mutuelle du pouvoir religieux et du pouvoir monarchique a certainement joué un rôle majeur, selon une logique apparemment implacable. En ce qui concerne l'Eglise, son attachement aux richesses, son goût pour le pouvoir temporel et son caractère monarchique, tout autant que son penchant — apparemment aussi irrésistible que dangereux — à confondre «Dieu d'Abraham» et «dieux des philosophes», l'ont amenée à perdre son influence au fur et à mesure que l'Europe s'épanouissait. Alors que la position des moines était dominante à l'époque du haut Moyen-Age, tant par leur influence morale que par leur rôle majeur dans le défrichement, l'éducation, l'entraide, la conservation des livres et de la culture, on peut dire que les développements ultérieurs ont presque toujours été entrepris contre la volonté de l'Eglise et de ses autorités.

A cet égard, il est crucial de noter qu'un malaise croissant, une désillusion envahissante, s'emparent des pays de civilisation européenne depuis deux ou trois décennies : la religion de la raison et du progrès n'est plus aussi triomphante

qu'auparavant. La révolution industrielle paraissait avoir ouvert des possibilités quasi-illimitées de développement matériel, en multipliant l'efficacité du progrès technique et en orientant l'effort scientifique vers la solution des questions techniques jugées les plus importantes ou les plus urgentes. Ce mariage entre science et technique — l'«ère de la technologie» — a vu le jour lorsque, les hommes étant prêts à adopter une attitude de rationalité économique et les sciences physiques ayant commencé à démontrer leur efficacité, l'essor des productions a confirmé la validité de ces vues nouvelles. L'utilité d'une référence à un Dieu créateur étant devenue douteuse, on s'est orienté depuis le siècle des lumières vers des philosophies du progrès de caractère essentiellement matérialiste : positivisme, puis marxisme et capitalisme. Avec le goût croissant des masses pour le bien-être matériel, et la possibilité grandissante d'assurer ce bien-être à tous, le prix à payer en termes de liberté, de dignité et de culture est de mieux en mieux accepté, bien qu'il paraisse élevé. Cependant beaucoup de penseurs se déclarent inquiets à ce sujet :

«Avec la transformation des techniques en technologies, l'humanité a vraisemblablement connu la plus grande révolution de son histoire récente; or l'impression qui domine face à cette révolution est le désenchantement ... l'attitude dominante à l'égard de la technologie est le soupçon, la méfiance, le ressentiment ... On peut se demander : pourquoi une telle détestation ? Notre hypothèse est que les technologies donnent l'impression d'avoir dépassé, dans leur développement et dans leurs conséquences, toute possibilité de contrôle.»¹³

On est loin ici de l'optimisme de Bacon et Descartes, qui voulaient, l'un «étendre l'empire et la puissance du genre

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

humain sur l'immensité des choses», l'autre «nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature»; on est loin également de l'assurance intellectuelle d'Auguste Comte. Ainsi, le plein succès de la ligne de conduite préconisée par ces penseurs aboutit maintenant à des effets négatifs qu'ils n'avaient pas imaginés. On peut craindre qu'une telle situation ne soit pas tenable très longtemps. Les dieux des philosophes, qu'il s'agisse de l'Univers d'Aristote ou de celui de Laplace, de l'Humanité d'Auguste Comte, du Progrès ou de la Technologie, sont des monstres froids, qui manquent totalement des attributs «moraux» de la Divinité dont parle Alexandre Koyré. Pouvons-nous réellement maîtriser les lois psychologiques et sociologiques? Pouvons-nous réellement augmenter indéfiniment le bien-être matériel sans détruire notre milieu naturel? Souhaitons-nous réellement vivre sans idéal, sans risque, sans rêve, sans défis à surmonter? Et si l'il n'y a rien au-delà de ce monde, comment convaincre les riches, les forts, les intelligents, de ne pas abuser de leurs avantages?

Notre propos dans ce chapitre était simplement de rappeler que, en Europe, la révolution industrielle a été précédée, et très largement conditionnée, par des métamorphoses considérables dans les croyances et les attitudes religieuses. Dans le cas de ces pays, l'apparition et le succès des doctrines matérialistes, ou même humanistes, et l'importance donnée au bien-être matériel ont sans aucun doute été des éléments essentiels de leur évolution. Mais on peut constater que ces pays n'ont pas réussi, du moins jusqu'à présent, à établir un équilibre harmonieux entre les aspirations spirituelles et les désirs matériels. Peut-être s'agit-il même d'une malformation héréditaire grévant lourdement l'avenir de la civilisation européenne: il se peut fort bien que la liberté débridée et la soif de richesse et de domination aient atteint un point tel que la décadence, par excès de cupidité et de violence, soit la

seule issue envisageable. Pour les peuples appartenant à d'autres civilisations, mais soumis à la domination économique des pays de civilisation européenne, et soumis aussi à la tentation de la richesse, il semble qu'il y ait là un problème fondamental : à quoi sert de conquérir le monde si l'homme perd son âme ? Dans le cas des pays de civilisation européenne, le destin est dès maintenant en marche : faute d'un sursaut et d'un changement radical dans les croyances et les comportements, il est bien possible qu'ils soient déjà en train de perdre leur âme, et que déjà ils soient spirituellement mourants sans le savoir.¹⁴

Nous reprendrons ces questions en examinant la nature du progrès technique et les lois de son développement au chapitre III, où l'on verra que le progrès technique est en fait malléable et pourrait être orienté vers d'autres buts que le bien-être maximal et la puissance militaire. L'avenir dira jusqu'à quel point la civilisation européenne, encore dominante pour quelque temps, aura la sagesse et le courage de procéder à cette difficile reconversion. En un sens, l'époque actuelle semble appeler de nouvelles croyances religieuses, qui permettraient aux différentes civilisations de cohabiter de manière harmonieuse sans recourir à tout moment à des confrontations militaires désastreuses — question qui sera reprise dans notre conclusion.

DEUXIEME PARTIE

LES LOIS DE LA MATIERE ET L'ART D'EN USER

*La vie facile pose des exigences terribles...
La privation de sens est la pire des privations.
(Robert Hainard, Le Monde plein)*

CHAPITRE III

REMARQUES SUR LA NATURE DU PROGRÈS TECHNIQUE

Dans les chapitres précédents, nous avons essayé de montrer que l'essor industriel des pays de civilisation européenne avait été précédé, et très directement conditionné, par des transformations considérables d'ordre politique, religieux et social qui ont eu pour résultat une capacité nouvelle à promouvoir ce qu'on a appelé le progrès technique, lequel permet d'accroître année après année l'efficacité du travail des hommes et par conséquent d'améliorer indéfiniment leur niveau de vie matériel. Bien que les mesures dans ce domaine soient un peu incertaines, on peut dire que le niveau de vie moyen, dans un pays comme la France, est actuellement vingt à vingt-cinq fois plus élevé qu'avant le début de la révolution industrielle.

Le progrès technique, maître incontrôlable ?

Cependant, le succès foudroyant des philosophies du progrès et de leur application pratique dans le domaine de la production industrielle conduit de plus en plus à des phénomènes de rejet et de méfiance, comme on l'a vu au chapitre II. De plus en plus, les contraintes imposées par le progrès techni-

que se font sentir, et les hommes ont tendance à penser que son évolution est incontrôlable, inéluctable et susceptible de conduire les sociétés humaines à des catastrophes : l'épuisement de l'environnement physique et les risques de guerre nucléaire sont les possibilités les plus redoutées par les peuples appartenant à la civilisation européenne. De plus, les peurs suscitées par le progrès technique sont multipliées par le fait que sa nature demeure mystérieuse, ou du moins n'a pas encore fait l'objet d'une analyse systématique de la part des économistes.

Depuis l'origine de leur profession, les économistes se sont intéressés avant tout aux problèmes de gestion à court terme. Même à la fin du XIX^e siècle, alors que l'industrialisation avait déjà progressé très considérablement, les premières utilisations des mathématiques en économie ont eu pour objet les questions d'équilibre à court terme, et, pour outil la psychologie de l'*homo œconomicus*, plutôt que l'observation des faits. Les questions liées au maintien d'un bon équilibre — inflation, balance des payements, chômage, épargne, surchauffe, récession — ont certes été analysées de façon assez profonde dans le cadre des doctrines néo-classiques actuellement régnantes. Cependant ces doctrines n'apportent qu'une aide très limitée à l'étude de la croissance à long terme. Dans ce cadre de pensée, on est amené en effet à considérer que le progrès technique est une sorte de *deus ex machina* dont l'action est imprévisible et arbitraire, comme autrefois celle du célèbre phlogistique ou de l'indicible horreur du vide. A titre d'exemple, mentionnons qu'on ne peut expliquer, par la logique néo-classique, les raisons qui font que la production par personne employée a crû environ deux fois plus vite au Japon qu'en Europe depuis la fin de la guerre mondiale, et deux fois plus vite en Europe qu'aux Etats-Unis. Apparemment, certains facteurs, autres que ceux

qui déterminent les équilibres à court terme, deviennent importants lorsqu'on se préoccupe de croissance à long terme.

Adam Smith, l'un des plus grands parmi les économistes classiques, avait pourtant mis le doigt dès le milieu du XVIII^e siècle sur un phénomène nouveau, propre aux activités industrielles, et déjà apparent avec les premières «manufactures», qui ne disposaient pas encore de machines à vapeur : lorsqu'on assemble en un même lieu des ouvriers pour des productions standardisées et répétitives, on peut accroître sans fin leur productivité en les spécialisant, ainsi que les outils (ou les machines) mis à leur disposition. C'est ce principe d'«économies d'échelle», appliqué empiriquement par les premiers chefs d'entreprise capitalistes, puis de façon systématique par les ingénieurs, qui a permis l'expansion considérable de l'activité industrielle qui a caractérisé les XIX^e et XX^e siècles.

Cependant avant d'examiner de plus près cette accélération du progrès technique au cours des deux derniers siècles, nous voudrions d'abord nous placer dans une perspective à très long terme et survoler l'évolution des techniques dans la période pré-industrielle. Cela nous permettra de mieux saisir la nature de la mutation qui s'est opérée au début de l'ère industrielle.

Evolution séculaire des techniques

Lorsque l'on considère l'histoire ancienne des techniques, on se trouve en face d'une vaste plaine, calme et tranquille, presque sans aucun relief. Les changements révolutionnaires, résultant de grandes inventions, sont très rares, et mettent en général des siècles à se propager. Ainsi, les spécialistes parlent de «techniques traditionnelles», pour désigner celles

qui étaient en usage dans l'Empire romain d'Occident et qui ont continué à être appliquées jusqu'à la révolution industrielle. En dehors du collier d'épaule pour l'attelage des chevaux, il semble bien qu'aucune invention majeure n'ait été faite en Europe de l'Ouest au cours de cette période millénaire, qui a vu néanmoins des améliorations sensibles dans certaines techniques déjà connues auparavant.¹

En ce qui concerne plus particulièrement l'agriculture, activité vitale entre toutes, R. Chaunu, dans «La Civilisation de l'Europe classique», rappelle que :

«Entre la révolution agricole du XIIème et celle du XVIIIème siècles ... (il y a) une profonde analogie qui n'a pas été soulignée suffisamment jusqu'ici. L'une et l'autre sont révolutions non d'invention, mais de vulgarisation ... Quand commence dans l'Europe classique² la révolution des artificielles et des turnips, disons vers 1750, la révolution du XIIème siècle est-elle achevée ? ... Il existe au cœur dense de l'Europe classique ... des morceaux de terroirs qui demeurent sur les techniques de l'an mille ... l'Ardenne intérieure, les plateaux du massif schisteux rhénan, des morceaux des plateaux de Bourgogne, une partie de la Bretagne ... Mais en dehors de l'axe fédérateur lourd : une partie de l'Europe méditerranéenne, la plus grande partie de l'Europe de l'Est et du Nord ... est tout entière restée au stade d'avant la révolution du XIIème siècle.»

Ce texte montre bien la lenteur de la propagation des progrès, et souligne en même temps que des évolutions plus générales conditionnent très largement le devenir des secteurs particuliers, tels que l'agriculture, en facilitant ou au

contraire en freinant la diffusion de méthodes efficaces, parfois connues depuis longtemps.

Un autre domaine qu'il convient de mentionner à ce stade est celui de l'armement, étant donné le rôle prépondérant joué par la guerre pendant la période de formation des nations qui constituent l'Europe. Si l'on suit l'évolution des techniques militaires et des matériels correspondants entre le Moyen-Age et le début du XIXème siècle, on voit que les transformations n'ont pas été rapides, et ne sont pas le résultat de découvertes exceptionnelles ou simplement remarquables, mais plutôt d'une suite de progrès de détail. L'*Encyclopédia Universalis* indique que «l'évolution de l'armement se fait par longues périodes d'amélioration progressive, entrecoupées de brusques évolutions lorsqu'une nouvelle découverte remet en question les équilibres du moment». Pendant la période qui nous intéresse, l'apparition des armes à feu est la seule découverte considérée comme majeure qui soit intervenue. Encore faut-il noter que l'on attribue aux Chinois de la période correspondant au début de l'ère chrétienne l'usage de mélanges pyrotechniques dans lesquels entraient soufre et salpêtre. Traditionnellement, on considère que, sous sa forme de poudre à canon, le produit a été transmis à travers l'Asie par les Arabes aux Occidentaux.³ Il ne paraît cependant pas très vraisemblable que l'utilisation relativement tardive de la poudre en Europe soit due au fait qu'elle n'était pas connue auparavant. En effet les monarques sont très friands d'armées nombreuses et bien équipées. Il semble donc plutôt que les bataillons d'infanterie et les pièces d'artillerie étaient trop coûteux à la fin du Moyen-Age pour que les rois puissent se permettre de les acquérir et de les utiliser de façon régulière. C'est progressivement que les infantries sont devenues nombreuses, et encore plus progressivement qu'elles sont devenues permanentes. Et c'est

seulement alors que l'usage massif de l'artillerie pouvait devenir une proposition réalisable en pratique, étant donné son coût élevé et ses difficultés logistiques (routes, approvisionnement, munitions, réparations et entretien). En d'autres termes, les techniques et les équipements militaires ne paraissent avoir progressé que sous la pression d'une demande accrue, résultant de la capacité des souverains, demi-siècle après demi-siècle, d'accroître leurs ressources financières et de payer des armées plus nombreuses. Ainsi, les progrès techniques paraissent avoir été lents, résultant d'améliorations de détail ajoutées les unes aux autres, plutôt que de découvertes révolutionnaires et inattendues.

Le cas de l'imprimerie, pourtant considérée parfois comme une grande invention européenne, confirme lui aussi la lenteur et la progressivité des progrès techniques. Dès avant l'ère chrétienne, la pâte à papier était connue des Chinois, qui avaient aussi inventé les caractères en bois. D'après Jean Delumeau (*«La civilisation de la Renaissance»*), le développement des universités créait une demande pour la reproduction relativement massive de textes classiques et de manuels : plusieurs centaines d'exemplaires copiés à la main dans des ateliers spécialisés. «Mais cette production en série était coûteuse et ne couvrait pas les besoins. D'où la recherche d'un procédé permettant une diffusion plus importante de l'écrit : ce fut l'imprimerie». L'existence d'un besoin a suscité un perfectionnement des techniques connues, avec la mise au point par Gutenberg (1398-1468) de caractères en métal fondu, fins et résistants.

Le perfectionnement progressif des machines à vapeur montre également l'effet de la demande sur l'évolution des techniques, même les plus importantes. En effet, alors que le principe de la machine à vapeur était déjà connu des Grecs avec l'*«éolipyle»*, petit instrument dû à Héron, qui vivait à

Alexandrie au 1er siècle après J.-C., il faut attendre longtemps les applications pratiques :

Le génie technique, depuis l'Antiquité, semble jouer avec l'idée de nos machines à vapeur. En réalité, il y fut poussé chez les modernes par les besoins de l'industrie minière, et n'atteignit le moteur à vapeur qu'après un long usage des pompes à vapeur — ou, comme on disait alors, des pompes à feu. Ces pompes furent inventées en Angleterre pour épuiser l'eau des mines.⁴

Tous ces exemples montrent que les progrès techniques apparus progressivement avant l'ère industrielle et dans des domaines limités semblent avoir été surtout le résultat de la pression continue et durable d'une demande solvable. Peut-être aussi faut-il noter ici, ou plutôt rappeler, l'importance de l'organisation politico-sociale et des institutions religieuses dans l'évolution générale des techniques. En ce qui concerne la civilisation européenne, il convient de souligner que l'astronomie et la médecine — en fait, l'esprit scientifique en général — ont été mises en sommeil pendant au moins un millénaire, depuis l'époque grecque jusqu'au renouveau commencé au XVI^e siècle. A cette époque, d'autres civilisations, notamment en Chine et dans le monde arabe, étaient sensiblement en avance sur l'Europe dans de nombreux domaines scientifiques et techniques.

Economies d'échelle et spécialisation industrielle

Avec le début de l'industrialisation, on s'est vite aperçu — comme l'avait pressenti Adam Smith — qu'il était possible d'accroître considérablement la production d'une usine en spécialisant les ouvriers au lieu de continuer à appliquer les anciennes méthodes artisanales. Le schéma déjà mis en évi-

dence par Adam Smith est en effet très simple, mais fort efficace, si l'on considère avec lui que la spécialisation se manifeste par trois effets principaux :

- i) chaque ouvrier devient plus habile et plus rapide;
- ii) les séries de production peuvent être allongées;
- iii) à chaque dédoublement d'opération, on peut utiliser des outils — ou des machines — plus rapides et plus précis.

On comprend aisément que chaque usine, lorsque sa production se multiplie, peut accroître son efficacité en spécialisant de façon continue son personnel et ses équipements : ainsi l'amélioration technique vient d'elle-même, sans interruption, et sans qu'il y ait besoin d'invention nouvelle remarquable. A un degré de productivité accru, les usines sont amenées à leur tour, soit à devenir de plus en plus grandes, soit à se spécialiser en réduisant la gamme de leurs productions. Longtemps, les «grands» pays européens, ainsi que les Etats-Unis et le Japon, ont pu de cette façon développer leur industrie à l'intérieur des frontières nationales, alors que leurs échanges de produits fabriqués restaient relativement faibles. L'après-guerre a complètement changé la situation : la spécialisation internationale est devenue la règle, non seulement en Europe, mais aussi et de plus en plus pour le Japon, et même pour les Etats-Unis malgré leur très grande taille. Les échanges mutuels de produits industriels se sont alors développés extrêmement vite, notamment en Europe.

Même sans inventions nouvelles, ce processus de spécialisation incessant crée en permanence une demande en équipements plus spécialisés et plus rapides, en matériaux

de base — produits chimiques, énergie, métaux, ciments, etc. — plus commodes et mieux raffinés, et exige une formation plus diversifiée et plus poussée des personnels. Cette demande, nous l'avons vu, suscitait avant même l'ère industrielle l'éclosion de progrès techniques sensibles. Avec l'ère industrielle, ces progrès deviennent plus systématiques et couvrent l'ensemble de l'industrie. Voici par exemple, pour les industries mécaniques, l'évolution indiquée par les technologues : viennent successivement la manufacture en parties interchangeables, puis les machines-outils dites automatiques, qui deviennent de plus en plus spécialisées, puis les commandes électroniques, la miniaturisation des composants, et actuellement les robots entièrement automatiques. Il s'agit en fait d'un progrès technique répondant aux lois simples énoncées par Adam Smith, et qui, appliquées continûment depuis deux siècles, ont permis de multiplier par cinquante ou soixante le niveau de productivité de l'artisanat préindustriel.⁵

Peut-on orienter et canaliser le progrès technique ?

Spontanément, dans la civilisation européenne, les progrès technologiques sont orientés vers l'accroissement du bien-être matériel à court terme et vers le maintien de la puissance militaire. Cette orientation est quasi-absolue, et en fait largement acceptée, voire même demandée par l'ensemble des populations des pays riches. Les entreprises capitalistes sont de très bons outils pour faciliter et appliquer ce consensus spontané. C'est dans ce sens, nous semble-t-il, que l'évolution technologique actuelle peut apparaître, à juste titre malheureusement, comme incontrôlable et sans doute peu favorable à la survie durable de la civilisation européenne, dans la mesure où les tendances actuelles négligent certains facteurs

importants pour la paix et la prospérité de l'humanité dans son ensemble.

Sortir de cette situation sera certainement difficile et dououreux, comme on a commencé à s'en apercevoir avec la première guerre mondiale et la crise des années trente. Dès 1932, par exemple, Henri Bergson émettait un diagnostic très frappant et sans doute très juste en écrivant que le progrès technique, et la richesse matérielle qui en résulte, ne pouvaient être profitables aux hommes que s'ils acquéraient en même temps un «supplément d'âme» :

Si nos organes sont des instruments naturels, nos instruments sont par là même des organes artificiels. L'outil de l'ouvrier continue son bras; l'outillage de l'humanité est donc un prolongement de son corps ... Le corps agrandi attend un supplément d'âme.⁶

Soixante ans plus tard, on attend toujours ce supplément d'âme, et les adeptes de la civilisation européenne, un peu comme des drogués ou des joueurs, ne font rien pour sortir de leur dépendance, si ce n'est espérer contre toute sagesse que les catastrophes prévisibles n'auront pas lieu — sous-développement suraigu, déséquilibre écologique global, décadence par cupidité-drogue sexe, feux d'artifice nucléaires.

Si l'on se souvient de l'importance d'une demande soutenue pour encourager le progrès technique dans certaines industries plutôt que d'autres, et si l'on se souvient également du mariage toujours plus étroit entre science et technique, on en arrive alors à penser que les «innovations», selon l'expression des économistes, pourraient assurément être réorientées en fonction d'objectifs généraux nouveaux, plus sages et moins exclusivement axés sur la consommation et la force militaire. On rejoint ainsi le «supplément d'âme» de Bergson, qui devrait guider la puissance matérielle toujours croissante

qu'engendre la civilisation européenne. Ce qui nous ramène à des préoccupations religieuses, alors qu'avec le siècle des «lumières», puis la religion de l'Humanité, le matérialisme marxiste, et enfin la Technologie triomphante, on nous avait assuré solennellement que les préoccupations religieuses étaient les survivances archaïques d'un âge révolu.

Les orientations spontanées de la recherche scientifique et technologique font certainement partie du cœur même de la civilisation européenne. On peut donc se demander si un changement de ces orientations ne signifierait pas en fait l'anémie et le déclin de cette civilisation. Nous reprendrons cette question, que nous croyons vitale pour la paix mondiale, au chapitre VIII, après avoir abordé les problèmes de développement économique que les régions encore pauvres ont à surmonter. Cependant, nous voudrions insister sur le fait qu'un changement délibéré des orientations de recherche paraît tout à fait possible à envisager intellectuellement et pourrait, par exemple, résulter d'accords entre groupes de pays appartenant à des civilisations différentes. Cette question sera reprise, elle aussi, au chapitre VIII. Il est toutefois probable que l'acceptation d'un tel changement par les peuples de civilisation européenne ne sera pas possible sans de profondes modifications des croyances et des comportements religieux.

CHAPITRE IV

RÉVOLUTION AGRICOLE ET DÉMOGRAPHIE

Avec la fin du XVIII^e siècle, on entre vraiment dans l'ère au cours de laquelle la supériorité de la civilisation européenne dans le domaine matériel devient réalité après une longue période d'incubation. Cette rupture avec les siècles, et même les millénaires qui ont précédé, vient de ce que les productions agricoles ont alors commencé à croître à des taux beaucoup plus rapides que ceux connus auparavant, et cela dès le milieu du siècle en Angleterre et à partir de la fin du siècle dans les pays européens les plus avancés, notamment la Belgique, les Pays-Bas et la France, puis certaines principautés allemandes, l'Autriche, la Suisse, etc... Cette croissance agricole a été sans grand délai suivie d'une expansion industrielle qui a rapidement surpassé en ampleur l'impulsion agricole initiale. Et le mouvement n'a cessé de s'étendre à l'ensemble de l'Europe, à l'Amérique du Nord, à l'Océanie, puis à des pays qui ne sont pas de civilisation européenne, comme le Japon et, plus récemment, la Chine et divers pays du Pacifique.

Les données chiffrées que l'on possède sur l'histoire à très long terme de la population du monde, et plus particulièrement de l'Europe, tendent à montrer une croissance extrêmement

lente si on la compare à l'explosion qui a caractérisé les deux derniers siècles. Ainsi, la plupart des spécialistes s'accordent à penser que la population de l'Europe (Russie non comprise) n'a pratiquement pas augmenté entre l'époque romaine et le XI^e siècle, après les grandes invasions. On a eu ensuite des périodes de croissance suivies de périodes de repli, marquées de famines et d'épidémies, jusqu'à l'aube du XIX^e siècle. Entre ces deux périodes, le taux de croissance moyen a été de l'ordre de 15% par siècle — moins de 0,15% par an. La cause de cette quasi-stagnation doit être recherchée dans le fait que les techniques agricoles, elles non plus, n'ont pratiquement pas progressé entre l'époque romaine et le milieu du XVIII^e siècle, comme on a pu le voir dans le chapitre précédent. «Entre les traités d'agriculture romains de Caton, Columelle, Varron, et les traités de Fitzherbert, Tusser, Tarello, Serres ou Weston, il y a un espace de dix-sept à dix-neuf siècles, mais très peu de différence dans le niveau des connaissances agronomiques qu'ils exposent.¹

Si la productivité est stagnante et que le territoire agricole utilisable est pleinement exploité, on ne peut guère concevoir une croissance continue de la population. On se trouve alors dans une situation où le niveau de vie permet seulement la «subsistance» des individus, la population totale étant déterminée par la taille du territoire agricole.

Les famines et les épidémies ne sont plus qu'un mauvais souvenir, en voie même de s'effacer de la conscience collective, pour les pays qui ont maintenant atteint l'abondance. Mais ces pays n'abritent encore qu'une minorité privilégiée de la population mondiale, tandis que l'autosuffisance alimentaire n'est toujours pas atteinte dans le sous-continent indien, ni au Moyen-Orient, ni dans la grande majorité des pays d'Amérique latine et d'Afrique. Pour toutes ces régions, le rappel des péripéties du décollage agricole en Angleterre

et en France contient de nombreux enseignements — d'où la nécessité d'entrer quelque peu dans certaines questions techniques inévitablement un peu arides, que le lecteur voudra bien nous pardonner.

La révolution agricole anglaise

Les progrès agricoles du XVIII^e siècle à leurs débuts, n'étant pas dûs à des découvertes récentes, mais à une application plus intensive et plus généralisée des techniques déjà connues, les causes principales de la mutation observée se trouvent dans les profondes transformations politiques et sociales qui avaient secoué le pays pendant tout le XVII^e siècle. Transformations politiques d'abord : après la Restauration de 1660, mais surtout après la consolidation du pouvoir de la «gentry» et des classes commerçantes, en 1688, il devient possible pour ces groupes dirigeants d'aménager l'espace rural grâce à des investissements judicieux, de manière à ce que l'agriculture devienne une activité vraiment profitable commercialement. Transformations sociales aussi : le premier et le principal moyen d'améliorer le produit agricole consiste à constituer des domaines d'un seul tenant et suffisamment étendus pour permettre une exploitation rationnelle. Cela entraîne en particulier l'«enclosure» des domaines et l'appropriation privée des «communs»² :

«Les enclosures, freinées par les premiers Stuart pour des motifs sociaux, reprennent surtout après 1660 ... sous l'influence du Parlement, l'Etat encourage désormais le développement du capitalisme rural au lieu de le contrarier. Après 1700, c'est le Parlement qui décide par une «loi privée» du principe de la clôture et qui en règle les modalités. Cette procédure, qui se substitue

de plus en plus aux ententes à l'amiable d'autrefois, coûte cher et prend du temps, mais elle permet surtout à l'aristocratie foncière d'obtenir des règlements très favorables, car les parlementaires sont eux-mêmes des propriétaires fonciers. Le rythme des clôtures s'accélère.³

La constitution de domaines profitables, directement exploités par les propriétaires ou leurs gérants, signifiait la perte de ses moyens d'existence pour une fraction considérable de la population rurale, déclarée surabondante après regroupement des exploitations et suppression des «communs». C'est là une étape déterminante du développement de l'économie anglaise. Mais il convient de noter que le coût social de cette modernisation — de nature «capitaliste» — fut extrêmement élevé :

Le spectre de la pauvreté obsède toujours les Anglais : un cinquième de la population — tant en ville qu'à la campagne — vit en effet aux frontières du dénuement ... Or ces pauvres voient leur situation s'aggraver sans cesse, car, en raison de la diversification du système économique, ils ne peuvent plus subvenir à l'essentiel de leurs besoins comme dans le cadre de l'exploitation rurale communautaire ... Détestés chez eux par les villageois contraints de payer leur entretien, les pauvres constituent également une menace pour l'ordre établi ... Leur nombre est en progression constante : 1 million en 1700, près de 3 millions en 1830 ... Ces pauvres viennent à la fois du monde paysan — cadets en surnombre sur les exploitations, «squatters», «cottagers», voire «yeomen» chassés par les enclosures — et du monde urbain : ouvriers en chômage ou malades, enfants abandonnés, etc.⁴

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

Voici, d'après «The Industrial Revolution»¹, les principales améliorations techniques qui furent rendues possibles par le remembrement des terres et par un effort d'investissement soutenu, avec les techniques connues au XVIIème siècle :

- L'élimination graduelle des jachères et leur remplacement par des rotations continues de cultures;
- L'introduction et l'extension de cultures nouvelles;
- L'amélioration des outils agraires traditionnels et l'introduction de nouveaux outils;
- La sélection des semences et des espèces animales;
- L'extension et la bonification des terres cultivables;
- L'extension de l'usage du cheval.

Toutes ces améliorations ne faisaient aucunement appel à des techniques industrielles, et furent réalisées sans achats massifs de machines ou d'autres produits industriels. Le bond en avant de la production a cependant été considérable, puisque le rythme de croissance de l'agriculture anglaise, de l'ordre de 0,2% au début du siècle, avait atteint 1% vers 1800.

De son côté, la population se mit, dès le milieu du XVIIIème siècle, à croître à un rythme comparable à celui de la production agricole, conformément au schéma malthusien habituel. Mais, le pays ayant rapidement acquis des marchés en expansion pour ses produits industriels grâce à son avance considérable dans ce domaine, et aussi à sa position maritime dominante, il fut possible de mettre en œuvre dès le début du XIXème siècle des importations rapidement croissantes de produits agricoles, qui permirent d'éviter que la révolution industrielle ne s'essouffle après quelques décennies faute de pouvoir assurer la nourriture d'une population

qui allait quintupler entre 1750 et 1900. Ainsi, les importations de blé, négligeables vers 1800, couvraient les trois quarts des besoins vers 1900.

La France : mutations politiques puis démographiques

Les circonstances de l'entrée de la France dans le processus d'industrialisation sont notablement différentes. Du point de vue culturel et scientifique, la France n'avait rien à envier à l'Angleterre; sa terre était dans l'ensemble de meilleure qualité; son territoire et sa population étaient quatre fois plus grands. C'est donc l'organisation politique et sociale, comme nous allons le voir, qui explique que le chemin suivi par la France l'ait empêchée de s'orienter plus rapidement, et de manière moins violente, vers le développement industriel.

Les causes immédiates de la violence révolutionnaire ne semblent pas controversées, comme en témoigne le texte suivant, extrait d'un manuel utilisé dans les écoles publiques :

«Une révolution à l'anglaise, qui aurait consacré une monarchie tempérée, animée par les élites bourgeoise et noble, était-elle possible en France en 1789 ? L'appel à des ministres réformateurs pendant le règne de Louis XVI et la participation de la France à la guerre d'Indépendance américaine paraissent bien avoir renforcé l'influence des «Lumières» philosophiques tant sur la noblesse «libérale» que sur la bourgeoisie. Qu'une entente entre ces deux couches sociales dominantes se soit réalisée, et une «vraie» révolution, avec l'intervention du peuple et de la violence, eût été évitée. Mais la résistance des privilégiés, attachés aux notions d'ordre et

de privilège, a empêché cette alliance. Le compromis avec la bourgeoisie a été refusé par la réaction nobiliaire de 1787, puis, pendant la Révolution, par l'émigration.⁵

Il paraît cependant nécessaire de remonter plus loin dans l'histoire des deux pays pour comprendre que la réaction nobiliaire de 1787 était sans doute difficile à éviter, même si un monarque de plus grande envergure avait présidé aux destinées du régime. A cet égard, les modalités de la propriété seigneuriale paraissent être d'un poids déterminant, ainsi que les procédures d'accès de la bourgeoisie à la noblesse (et par conséquent à la propriété seigneuriale). Alors qu'en Angleterre la seigneurie «directe» est la règle, la France vit sous le système de la «mouvance». Dans le premier de ces systèmes le seigneur exploite lui-même son domaine — ce qui était devenu de plus en plus le cas en Angleterre avec les enclosures; dans le second système, qui s'applique en France à neuf propriétés sur dix, la terre est cultivée par les paysans dans le cadre d'exploitations familiales de petite taille, soumises à des impôts féodaux généralement lourds. Dans le cas de la France, les propriétaires, vivant en ville, ne sont guère intéressés à la prospérité de leurs domaines, mais entendent en extraire des redevances maximales, même au risque de tuer la poule aux œufs d'or.⁶

Pour ce qui touche à la promotion sociale et à l'anoblissement de la bourgeoisie, il semble que les choses se soient bloquées au XVIII^e siècle en France. La vénalité des offices paraît bien avoir permis au XVI^e siècle de commencer à construire un outil administratif national, et non plus féodal, qui allait ensuite se développer au service du roi. Mais, lorsque ces offices devinrent héréditaires grâce au paiement d'un droit annuel, la «paulette», les familles bourgeoises récemment anoblies réussirent progressivement à immobiliser le système au point de le faire exploser.⁷ L'in-

transigeance de la noblesse française, et surtout de la noblesse récente, allait effectivement conduire à une explosion violente : dès le début de la Révolution, en juillet 1789, la rébellion paysanne fut d'une telle ampleur qu'elle réussit en un seul assaut à détruire tout le système féodal, c'est-à-dire les «ordres» privilégiés eux-mêmes et toutes les redevances qu'ils pouvaient prélever sur le monde paysan.

Après l'explosion révolutionnaire, les vices majeurs du système de la mouvance eurent tendance à se transformer en vertus. Les domaines de l'Eglise et de nombreux nobles, émigrés compris, changèrent de propriétaires, mais, sur le terrain, les mêmes familles paysannes continuèrent à exploiter les mêmes lopins de terre dans des conditions beaucoup plus favorables. D'une part, les prélèvements sur leur production étaient maintenant réduits, ce qui leur permettait d'investir et d'innover. D'autre part, les progrès notables apportés par la Révolution à l'enseignement, à l'information générale et technique, à l'administration et aux communications ne pouvaient manquer d'avoir un énorme impact sur la production rurale et son dynamisme.

Le développement de la production agricole au XIXème siècle (du moins jusqu'en 1870) fut aussi rapide en France qu'en Angleterre :

«Au début du XIXème siècle, l'agriculture n'avait pas encore fait en France les mêmes progrès qu'en Angleterre; les méthodes de culture y étaient cependant progressivement modernisées. Jusque vers 1870, une transformation lente s'opéra : introduction de plantes nouvelles comme la betterave, utilisation de la chaux et des engrangements, remplacement de la fauille par la faux, etc. La production croissait alors à un rythme moyen de 1% par an environ.⁸

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

Il ne semble pas que la population agricole ait diminué sensiblement au cours de cette période. C'est seulement après 1870 que la concurrence des «pays nouveaux»— Argentine et Etats-Unis principalement— allait conduire à une agriculture de plus en plus mécanisée et à un exode rural d'une certaine ampleur.

Cet essor de la production agricole fut tout à fait suffisant pour permettre à la France d'entreprendre *simultanément* sa révolution industrielle sans avoir recours à des importations massives et croissantes de produits alimentaires, comme ce fut le cas en Angleterre. La raison en est que la population française a continué à croître très lentement après comme avant le commencement de la révolution industrielle (0,3% par an), contrairement à celle de l'Angleterre, dont le taux de croissance, de l'ordre de 0,2% au début du XVIII^e siècle, a dépassé 1,1% entre 1750 et 1900. En ce qui concerne l'activité industrielle, la production a augmenté plus vite en Angleterre qu'en France au XIX^e siècle (2,7% par an contre 2,0%), mais, à cause de la différence dans les évolutions démographiques, la consommation par habitant a évolué sensiblement au même rythme dans les deux pays.

La faiblesse de la croissance démographique française au début de la révolution industrielle est à première vue surprenante. Dans tous les pays, la mortalité (nombre annuel de décès pour mille habitants) a décliné dès que les conditions de vie se sont améliorées; dans tous les pays, sauf la France, la natalité (nombre annuel de naissances pour mille habitants) n'a commencé à décliner sensiblement qu'à la fin du XIX^e siècle, tandis qu'en France elle diminuait dès le début du siècle.

Le tableau ci-dessous illustre la situation spéciale de la France :

Taux de natalité et de mortalité 1871-1880
(pour mille habitants)

	<i>natalité</i>	<i>mortalité</i>
France	25.5	23.5
Bénélux	34	24
Angleterre	35.5	21.5
Italie	37	30
Allemagne	39	27

(Source : *Annuaire statistique de la France, 1966, INSEE*)

Note : Les taux de natalité et de mortalité étaient de l'ordre de 35 à 40 pour mille avant la révolution agricole et industrielle. Le taux de croissance naturelle de la population était en moyenne très faible, de l'ordre de 2 à 3 pour mille.

Il ne semble pas y avoir d'explication pleinement satisfaisante à cette précocité de la mutation démographique en France, bien que certains faits concordants en éclairent divers aspects. On peut d'abord noter que, dans l'ancien Régime, la régulation de la population se faisait de manière précise par la nuptialité (âge au mariage, célibat à vie) :

*... dans la société d'ancien Régime, il n'y a pas de mariage possible sans établissement : se marier, c'est au sens propre du terme fonder un foyer... Dans cette civilisation agraire, la notion de tenure jouait un rôle analogue à celui de territoire chez les animaux. Les jeunes étaient privés d'avoir des relations sexuelles tant qu'ils n'avaient pas hérité ...*⁹

Dans ces conditions, une baisse temporaire de l'âge au mariage était suffisante pour corriger rapidement les effets

des famines et des guerres. Et, dans une économie stationnaire, le maintien du nombre de tenures agricoles était un moyen simple de conserver une population stationnaire. Les paysans pratiquaient donc couramment le contrôle des naissances, mais ils le faisaient par abstinence : l'emprise de la morale traditionnelle était très forte, les naissances illégitimes pratiquement inconnues, les conceptions avant mariage peu nombreuses.

Si la période révolutionnaire porta un coup très sérieux à l'emprise réelle de l'Eglise, la structure des exploitations, les tenures et leur nombre demeurèrent à peu près inchangés. De son côté, le Code civil, en supprimant le droit d'aînesse dans les héritages, apportait une incitation de plus à limiter le nombre des enfants en vue d'éviter leur prolétarisation faute de tenure disponible. Aussi semble-t-il que les anciennes traditions de contrôle des naissances se soient maintenues, et sans doute même renforcées, mais sous des formes différentes : les exploitants étant maintenant plus libres et moins taxés, il devenait de leur intérêt impérieux de remplacer l'ancienne contrainte par des pratiques volontaires : au lieu de s'abstenir de se marier, il semble bien qu'ils aient plutôt décidé de s'abstenir de procréer trop librement dans le mariage. Ces mêmes pratiques expliqueraient aussi qu'aucun exode rural de grande ampleur ne se soit manifesté avant les années soixante-dix, date de l'arrivée des produits agricoles américains sur les marchés.

Quelques comparaisons avec le Tiers Monde

Les expériences anglaise et française sont différentes, mais, prises ensemble, elles illustrent la nature des difficultés rencontrées par les pays européens dans les premières décennies de la révolution industrielle. Les problèmes qui ont été

évoqués à ce propos sont bien connus des pays du Tiers Monde, mais, pour beaucoup d'entre eux, la solution n'est pas encore clairement en vue. La course entre population et production agricole reste incertaine dans de vastes régions. Il peut sembler rassurant de se souvenir que la population anglaise a triplé au cours de son décollage industriel. Mais il est moins rassurant de se rappeler que son taux de croissance n'a jamais dépassé 1,4%, alors que ce taux est actuellement supérieur à 3% dans une trentaine de pays du Tiers Monde.¹⁰ L'expérience française, de son côté, tend à prouver qu'il est possible de limiter la croissance démographique à des taux extrêmement modérés, même lorsque le niveau de vie et le niveau d'instruction sont encore faibles, pourvu que les conditions politiques et sociales soient favorables. Cela, naturellement, confirme le lien très étroit entre les comportements familiaux et les croyances religieuses : un taux démographique de 0,3% par an n'aurait guère été possible en France sans une mutation drastique, sinon dans les croyances profondes, du moins dans la morale et les comportements sociaux des populations rurales au moment de la Révolution.

CHAPITRE V

PRODUCTIVITÉ ET INTÉGRATION MONDIALE

Après avoir rappelé l'importance de la spécialisation dans le développement industriel — ce que les économistes, depuis Adam Smith, appellent les «économies d'échelle» — nous voudrions montrer dans le présent chapitre l'importance considérable des échanges extérieurs de produits manufacturés dans l'économie actuelle des pays riches. Ces échanges sont la seule voie ouverte à une économie pour continuer à se spécialiser lorsque les frontières nationales deviennent trop étroites : les niveaux de productivité actuellement atteints sont tels que même les plus grands pays se trouvent fortement dépendants des marchés et des fournisseurs étrangers.

La création de grands ensembles économiques regroupant plusieurs pays, notamment la Communauté européenne et son «marché unique», sont la conséquence directe de cet état de choses. A cet égard, nous tenterons d'évaluer les gains de productivité qu'on peut attendre de cette intégration économique progressive, et nous arriverons à la conclusion qu'il sera nécessaire, à l'avenir, d'y inclure de plus en plus les pays du Tiers Monde, faute de voir les progrès de productivité se ralentir et finalement s'arrêter. Cette intégration pose cependant des problèmes considérables, non pas tant d'ordre

économique que culturel et religieux : il s'agit en fait d'organiser des contacts étroits entre civilisations, et de bâtir les ponts qui permettront à ces civilisations de coopérer économiquement et de vivre en paix les unes avec les autres, contrairement à ce qui s'est passé jusqu'à présent dans l'Histoire. Ainsi serons-nous amenés à imaginer une Fédération des Civilisations Unies.

Spécialisation et échanges extérieurs

Ainsi que nous l'avons souligné en passant au chapitre III, les économies d'échelle dans l'activité industrielle sont au cœur même de la révolution industrielle dont les effets continuent à se faire sentir dans les pays qui en ont bénéficié. Pour reprendre les termes du Professeur Kaldor, qui a longuement étudié cette question, la rapidité de la croissance économique a été largement, sinon entièrement, le résultat de la création d'entreprises de grande taille dans les industries de transformation.¹

Aux Etats-Unis, pays de très grande dimension où la population s'est accrue rapidement, le développement industriel résultait jusqu'à une date récente de la mise en œuvre des ressources intérieures. Entre 1900 et 1960, l'emploi industriel a triplé, tandis que les importations de produits manufacturés — indicateur de la spécialisation internationale — restaient très faibles : en 1960, ces importations représentaient moins de 5% des disponibilités. Cependant, malgré sa grande taille, ce pays a vu les importations de ces produits plus que décupler depuis 1960, si bien qu'elles représentent maintenant plus de 20% des disponibilités. Cela signifie que les niveaux de productivité actuellement atteints dans les pays développés sont tels que même un pays aussi grand que les Etats-Unis est amené, pour maintenir sa compétitivité, à

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

spécialiser de plus en plus ses productions. La situation du Japon est un peu analogue, en ce sens que l'emploi industriel y a augmenté très vite jusqu'à 1970, alors que les importations de produits manufacturés se maintenaient à un niveau inférieur à 5% des disponibilités; depuis 1970, cependant, l'emploi industriel s'est stabilisé, et les importations, après une progression rapide, représentent aujourd'hui plus de 15% des disponibilités en produits industriels.

Dans les grands pays européens, la croissance industrielle a été du type américain jusqu'à la première guerre mondiale : croissance de l'emploi industriel et importations relativement faibles de produits manufacturés. Ainsi, pour la Grande-Bretagne, l'emploi dans l'industrie a quintuplé au cours du XIX^e siècle, alors que les importations représentaient, à la fin du siècle, moins d'un dixième des disponibilités en produits manufacturés. De même, en Allemagne et en France, les importations représentaient moins d'un dixième des disponibilités vers la fin du siècle, la croissance industrielle étant due surtout à l'expansion de l'emploi industriel et au remplacement des ateliers artisanaux par des usines. Par contre, après la deuxième guerre mondiale, l'emploi industriel tend à se stabiliser, ou même à décroître, et l'on assiste à une expansion considérable des importations de produits manufacturés. Pour ces trois pays et pour l'Italie, les importations de produits manufacturés représentent à l'heure actuelle près de la moitié des disponibilités.

Dans un essai² publié en 1990, nous examinions les liens entre production, emploi et spécialisation internationale dans les activités industrielles. Ces liens paraissent être suffisamment étroits pour qu'on puisse en déduire, entre autres choses, l'effet probable des efforts d'intégration économique tels que ceux engagés par les pays de la Communauté européenne. D'après nos estimations, la réalisation du marché

unique pourrait apporter un gain de productivité de l'ordre de 20%, ce qui permettrait à l'ensemble de la Communauté de rejoindre à peu près le niveau américain. Si l'on envisage d'aller jusqu'à une intégration économique complète de l'ensemble des pays de l'OCDE, on pourrait atteindre, semble-t-il, un niveau de productivité dépassant d'un quart environ le niveau américain actuel.

L'analyse ci-dessus indique que les gains de productivité que peuvent faire les pays développés en resserrant leurs liens de coopération mutuelle sont, somme toute, assez limités. Pour aller au-delà, il serait nécessaire d'envisager une participation fortement accrue des régions en voie de développement et de l'Europe de l'Est à la production et aux échanges de produits industriels. En d'autres termes, la spécialisation industrielle, pour être encore efficace, devrait être appliquée à un «univers minimal» associant aux pays actuellement développés un nombre toujours croissant d'autres pays. En faisant l'hypothèse d'un monde de plus en plus intégré économiquement, et si cette intégration est vraiment poussée jusqu'à son terme ultime, il semble possible que l'ensemble de l'humanité bénéficie finalement d'un niveau de vie extrêmement élevé, égal au double ou au triple environ de celui déjà atteint dans les pays aujourd'hui les plus riches.

Il est à espérer que les pays riches comprendront que cette coopération est indispensable pour accroître encore leur bien-être, ce qu'ils souhaitent vivement. Un esprit de coopération à long terme, s'il était sincère, aurait aussi pour effet de réduire les tensions idéologiques, religieuses, historiques, raciales, et conduirait de ce fait à un monde plus pacifique. A certaines conditions, les pays encore pauvres bénéficieraient d'une telle coopération, qui accélèrerait leur développement. Mais la réalisation de ces espoirs est sujette à une série de contraintes que nous allons brièvement tenter d'évoquer.

L'opulence jusqu'où ?

Sur le chemin du progrès matériel, une première série de difficultés ne va pas manquer de bientôt apparaître pour les pays riches, quand ils constateront que l'univers minimal qui les entoure ne croît pas aussi vite qu'ils le souhaiteraient. Sans entrer dans les détails, il suffit de survoler les problèmes de développement de la Chine et de l'Inde — qui représentent ensemble près de la moitié du Tiers Monde — pour comprendre que leur accession au niveau de vie des pays de civilisation européenne va prendre du temps. En admettant même que ces deux pays aient franchi les étapes préalables — ce qui ne paraît pas certain, surtout dans le cas de l'Inde — il paraît difficile d'imaginer qu'ils puissent se développer à un rythme sensiblement plus élevé que celui atteint par le Japon. Or, depuis 1868, date de l'accession au trône de l'empereur Mutsuhito³, le Japon a réussi à maintenir un rythme annuel de croissance par habitant de l'ordre de 3%, soit nettement plus que celui des grands pays européens, qui ne semble pas avoir dépassé 2% depuis le début de leur révolution industrielle. Il aura donc fallu cent vingt ans au Japon, partant d'une situation pré-industrielle, pour rejoindre les pays européens. La Chine et l'Inde auront besoin d'un espace de temps comparable pour rattraper les pays riches — à condition que les guerres extérieures et les crises sociales intérieures, quasiment inévitables au cours d'un long voyage de cette sorte, ne causent pas de perturbations trop graves dans le processus.

Le long délai qui sera nécessaire pour que la majorité des pays du Tiers Monde accèdent à l'affluence signifie que les pays riches risquent bien, en attendant, de voir leurs taux de croissance s'évanouir ou devenir très faibles — de l'ordre de 0,5% par personne et par an — pendant de longues décen-

nies. Habitués au «progrès» perpétuel et à la conquête du monde matériel, les pays de civilisation européenne ne seront peut-être pas capables de surmonter cette situation sans que des désordres sociaux apparaissent.

Les préoccupations écologiques mettent l'accent sur un autre aspect des difficultés que l'humanité risque de rencontrer prochainement dans sa poursuite du bien-être matériel. Dans la mesure où les quantités d'énergie et de produits non-recyclables manipulées chaque année commencent à affecter le milieu naturel et son métabolisme, il peut en effet devenir impératif d'arrêter la croissance avant même que les contraintes des lois économiques, et notamment l'extinction des possibilités de spécialisation, ne nous y obligent. Dans ce cas, la coopération serait tout aussi nécessaire que dans le cas où une croissance substantielle serait encore possible. Mais la difficulté serait sans doute très grande pour les pays développés, dans la mesure où il s'agirait de limiter ou même de réduire leurs niveaux de vie pour que les autres régions du monde puissent accéder à de meilleures conditions de vie.

Accepter une croissance faible ou même un arrêt du progrès matériel serait pratiquement un aveu de défaite définitive et sans appel pour les pays de civilisation européenne dans leur effort prométhéen en vue de conquérir et d'exploiter le monde matériel, la «nature». Deux réactions collectives, d'ailleurs largement complémentaires, seraient *a priori* normales face à ce destin contraire. La première serait le laisser-aller : drogues, indolence, mafias, dégénérescence des institutions et des traditions tant familiales que sociales, politiques et religieuses. Une autre réaction collective possible, correspondant bien à l'histoire de la civilisation européenne, consisterait tout simplement à réactiver les luttes pour la dominance : si la richesse pour tous n'est pas possible, alors la survie des plus aptes, le «Lebensraum», redevien-

nent les seules réalités dans une civilisation matérialiste comme la nôtre.

Une civilisation européenne sans Europe ?

Dans ces perspectives potentiellement difficiles pour l'Europe de l'Ouest, encore morcelée en nations trop petites pour les temps à venir, on peut s'interroger sur le rôle du continent et ses possibilités de survie, alors que des «super-puissances» ont vu le jour parmi ses enfants et que de nouvelles grandes puissances se constituent dans le cadre d'autres civilisations.

Il est à peu près évident que la disparition de l'Europe comme centre de civilisation et de culture ne favoriserait pas l'épanouissement de la prospérité et de l'harmonie mondiale. On peut même se demander si la civilisation d'inspiration européenne pourrait survivre à une décadence rapide de l'Europe qui est loin d'être impensable. A la fin de la deuxième guerre mondiale — en fait, une guerre civile européenne avec des ramifications mondiales inévitables —, la situation de ce continent était peu brillante et l'on pouvait déjà craindre un déclin européen définitif, les deux nouvelles superpuissances ayant non seulement le pouvoir politique et militaire, mais aussi la possibilité de prendre une avance technologique et économique toujours croissante. Cependant l'expérience a montré une Europe capable et désireuse d'effacer ses erreurs et de rattraper le temps perdu. Après un demi-siècle, les différences de niveau de vie — et de niveau technologique — qui étaient très substantielles, ont été largement réduites, et il est certain que les derniers écarts seront aisément comblés dès qu'une fédération politique étroite et permanente sera formellement établie entre les principaux de ces pays.

Il est vrai que de nouvelles angoisses surgissent avec les

succès économiques du Japon, maintenant aussi développé et prospère que les pays européens, avec l'apparition de la Chine comme grande puissance, capable d'un développement rapide et s'organisant dans ce sens, avec les quatre Dragons enfin—Corée, Hong-Kong, Singapour et Taïwan—de puissance encore modérée, mais qui s'annoncent comme de nouveaux Japon. Le risque serait, dit-on, que ces pays s'allient avec les Etats-Unis et l'Australie pour constituer un nouvel univers développé, dont l'Europe serait progressivement exclue. Cette perspective ne paraît pas à première vue très probable, à moins que les Européens eux-mêmes ne choisissent de tomber en décadence. On se souviendra à cet égard que l'affirmation des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS en tant que super-puissances n'a été due qu'à la division de l'Europe pendant la première moitié du XXème siècle. Actuellement, au contraire, de nombreux signes indiquent que le retour de l'Europe au centre des choses est tout à fait possible et ne dépend que de la capacité des Européens à s'unir. Quant aux succès du Japon et des autres pays d'Asie bénéficiant d'une longue histoire nationale, ils ne sont pas surprenants, si l'on en croit M. Raymond Barre, ancien Premier ministre français :

«En réalité, les recettes des pays performants dans le Pacifique ne sont pas tellement neuves ni originales : il s'agit — il s'est agi — pour des pays conscients de la nécessité de leur développement et conscients de leur vulnérabilité, de mettre en œuvre sur le long terme une stratégie qui leur permette de s'insérer dans le tissu des relations inter-nationales, en acceptant au besoin des sacrifices à court terme pour mieux assurer les positions de l'avenir, et en admettant qu'il n'y a pas de situation durable sur le plan internatio-

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

nal sans un renouvellement constant des méthodes de production et des structures ... Les deux idées que je crois essentielles, ... c'est l'action collective de tous ceux qui sont responsables de l'activité économique et sociale et, en second lieu, l'acceptation de la flexibilité des structures économiques et des structures sociales.» (in «Un défi nommé Pacifique»)⁴

Les pays ayant une longue histoire, comme le Japon et la Thaïlande, sont naturellement très conscients de l'importance de cet enracinement dans le passé pour leur évolution présente, et très conscients aussi de leurs similitudes avec l'Europe, comme le rappellent le Dr Umesao, Directeur général du musée d'ethnographie du Japon, et M. Thanat Khoman, ancien vice-Premier ministre de Thaïlande :

«En fait le Japon ... et l'Europe de l'Ouest ont développé parallèlement des civilisations de types semblables pendant longtemps sans en avoir conscience ... La technologie japonaise ne date pas de cent ou deux cents ans, elle a une histoire qui remonte à deux mille ans et, sur ce point, la civilisation est de même nature ... Pour prendre une autre métaphore, disons qu'un grand arbre enraciné dans la terre de l'île du Japon existait déjà. Nous avons seulement procédé à une petite greffe de cet arbre pour obtenir de plus gros fruits.» (Dr Umesao)

«Je crois que l'Europe a un rôle extrêmement important à jouer, maintenant et dans l'avenir ... L'Europe n'est pas «finie», au contraire. Nous, Asie, nous avons besoin de vous, des Européens, des hommes ... du XVIII^e et du XIX^e siècles, et des siècles antérieurs. La Thaïlande est

un pays vieux de plusieurs millénaires.» (Thanat Khoman, in «Un défi nommé Pacifique»)

Vers une fédération des civilisations unies ?

Comme Européen, je souhaite vivement que cette partie du monde mette en place les mécanismes et les institutions de nature à permettre une cohabitation pacifique et une prospérité commune à l'ensemble des peuples. Il n'y a là rien d'impossible, si ce n'est peut-être le premier pas — celui qui coûte le plus — c'est-à-dire l'unification européenne. La nécessité y pousse les Européens, et l'œuvre est déjà bien engagée : une coopération internationale étroite est inévitable, non seulement pour traiter les problèmes que nous pose l'environnement naturel, mais aussi pour faire face aux problèmes créés par la main de l'homme, et qui, eux aussi, tendent à devenir planétaires en raison de la puissance des moyens technologiques déjà existants et de ceux que les sociétés développées continuent à secréter avec orgueil et allégresse. Guerres atomiques, inégalités insupportables, conflits entre civilisations (et groupes ethniques) risquent fort d'être à l'ordre du jour du siècle prochain si la civilisation européenne, qui dispose encore du quasi-monopole de la force brutale, ne se montre pas disposée à infléchir très considérablement ses vues sur l'ordre mondial.

En un sens, ce changement d'optique devrait être relativement aisé à opérer, puisque la civilisation européenne reconnaît déjà n'avoir plus de monopole sur les temps modernes depuis que le Japon est devenu un égal. Le Japon, qui a une histoire aussi longue et aussi riche que celle des pays européens, ne semble pas en effet vouloir adopter leur civilisation, à l'exception de quelques aspects superficiels. Même les structures administratives sont fondamentalement différen-

tes des structures européennes, avec un monarque d'origine divine, chef suprême de tous les organes législatifs, exécutifs et judiciaires. Il est peu douteux par ailleurs que la Chine soit maintenant engagée dans une voie analogue et qu'elle la poursuivra opiniâtrement, jusqu'à ce qu'elle ait atteint un niveau matériel suffisant pour être respectée et pour que ses citoyens vivent dans l'abondance. Il en est de même de Taïwan, autre pays de culture chinoise, et des deux Corée. Tout porte à penser que d'autres pays du Pacifique seront bientôt capables de suivre ces exemples, notamment parmi ceux qui constituent l'ASEAN. Le Japon, la Chine, les pays de l'ASEAN, les deux Corée ne seront jamais chrétiens, ne prendront jamais comme référence les philosophes grecs ni les juristes romains, ne considéreront jamais les romantiques comme leurs ancêtres, qu'il s'agisse de musique ou de littérature, et n'auront jamais rien à voir avec les croisades ni avec les cathédrales gothiques.

Il serait donc illusoire de penser que la civilisation européenne restera à l'avenir la principale force motrice de l'ordre mondial. Comme on vient de le voir, des pressions très considérables s'exerceront en faveur d'une extension des échanges économiques, scientifiques et techniques, de plus en plus indispensables pour la poursuite de l'essor matériel promu par la civilisation européenne. Ces échanges sont, par leur nature même, relativement simples : les lois de la gravitation, de la chimie et de la physique des particules sont interprétées de la même manière dans toutes les civilisations — à moins d'être refusées en bloc comme des outils diaboliques. Il est certes plus difficile, mais tout aussi vital, de cultiver les échanges dans les activités artistiques et dans le domaine encore plus délicat des croyances, des pratiques et des traditions religieuses et morales, qui sont au cœur de toute civilisation. Ces croyances, ces traditions et ces pratiques

ques sont, tout autant sinon plus que les intérêts matériels, la source de tous les fanatismes et de toutes les tensions qui conduisent aux conflits armés, conquêtes et sujétions qui ne peuvent être eux-mêmes effacés que par d'autres conflits armés, créant et entretenant des haines souvent très durables. La mise en commun volontaire des expériences, la poursuite active et continue des échanges culturels, la création d'institutions de dialogue et de réflexion, la reconnaissance du caractère partial et local des codes et des lois, seraient sans doute un moyen irremplaçable de faire progresser la compréhension entre les peuples en même temps que leurs échanges économiques : tel est le supplément d'âme réclamé par Bergson.

Au cas contraire, où les pays de civilisation européenne se laisseraient aller à leur désir de continuer à dominer par la force, il me paraît peu douteux qu'ils se condamneraient eux-mêmes à une décadence irrémédiable, analogue à celle de l'Empire romain. Et il se passerait sans doute longtemps avant que de nouvelles civilisations puissent reprendre le flambeau. Il vaudrait certes mieux, pour la civilisation européenne comme pour les autres, éviter la politique du pire, dans la mesure où cela est possible, en commençant à organiser dans un proche avenir la cohabitation des civilisations. Cette cohabitation est de plus en plus inévitable dans le domaine de l'économie et de l'écologie : pour cette raison même, il est impératif de l'organiser aussi dans le domaine plus ingrat, mais aussi plus secret et plus précieux, des relations touchant aux civilisations elles-mêmes. C'est à quoi correspond l'idée, suggérée dans cet essai, d'une Fédération des Civilisations Unies — idée peut-être utopique, et néanmoins nécessaire, du moins si l'on veut éviter les affrontements violents entre les civilisations et entre les peuples.

TROISIEME PARTIE

UNE SEULE TERRE : PLUSIEURS CIVILISATIONS

L'enracinement est peut-être le besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine [...] Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains pressentiments d'avenir.
(Simone Weil, L'enracinement)

CHAPITRE VI

PERSPECTIVES POUR LE TIERS MONDE

Pendant un ou deux demi-siècles au moins, les pays appartenant à d'autres civilisations pourront difficilement se dispenser de prêter attention aux intentions et aux actions des pays de civilisation européenne, ne serait-ce que parce que ces derniers détiennent une force de destruction considérable. En outre, leur coopération, si elle était sincère et équitable, pourrait permettre d'amplifier et d'accélérer l'effort de développement des pays encore pauvres matériellement. Toutefois, même si les conditions de départ sont difficiles, on ne voit pas comment les peuples pourront maîtriser leur avenir s'ils ne commencent pas par avoir une idée suffisamment claire de leur situation actuelle, de leurs objectifs à long terme et des efforts qui seront nécessaires pour les atteindre.

Nous nous efforcerons dans ce chapitre d'esquisser certaines voies d'approche pour les problèmes de développement que les pays du Tiers Monde affrontent depuis un demi-siècle avec un succès souvent mitigé. Dans de nombreux domaines, l'expérience des pays de civilisation européenne peut servir de référence et de point de comparaison : non point qu'il s'agisse d'imiter, mais plutôt d'évaluer correctement la nature objective des problèmes et les moyens de les surmonter. En

outre, dans la mesure où les processus d'industrialisation signifient un niveau élevé d'échanges de produits manufacturés avec les pays riches, l'art et la manière de traiter avec ces pays constituent un facteur vital dans toute politique de développement qui se veut efficace. Ainsi, après avoir brièvement rappelé quelques-unes des séquelles de l'époque coloniale, ferons-nous quelques remarques prospectives sur les moyens de transformer la situation actuelle.

Il ne fait aucun doute que la civilisation européenne, fondée sur la richesse matérielle et sur l'esprit de dominance, a réussi à imposer une marque profonde sur les peuples appartenant à d'autres civilisations. La Chine, le Japon et, semble-t-il, quelques autres pays issus de la civilisation chinoise, comme la Corée et Taïwan, ont réagi vigoureusement et ont très tôt rejeté l'invasion extérieure, avant même d'avoir les moyens matériels de la combattre. Cette volonté déterminée résultait sans aucun doute de la présence de civilisations à la fois anciennes et vivantes, que ces pays estimaient supérieures à celle des envahisseurs. Ces derniers ayant une supériorité considérable dans le domaine trivial, mais percutant, des armements et de ce qu'on appelle maintenant la «technologie», il convenait de faire de «petites greffes»¹ sur les civilisations existantes pour les rendre capables de lutter à armes égales avec ces indésirables soudards venus de l'Occident.

D'autres peuples ont réussi à demeurer indépendants, au moins dans une certaine mesure, comme en Thaïlande, en Birmanie, en Afghanistan, en Perse et, plus près de l'Europe, le peuple turc, ainsi que le peuple arabe du désert, berceau d'une civilisation florissante. La civilisation arabe, porteuse de la religion musulmane, après avoir été pendant six siècles la civilisation dominante, a dû ensuite battre en retraite au fur et à mesure de l'expansion turque, puis européenne.

En dehors de ces cas relativement rares, l'ensemble des

peuples appartenant à d'autres civilisations ont été dûment occupés par la force et administrés à l'europeenne, sans grand souci des coutumes, du droit ni des religions locales. Les colonisateurs ont apporté les vaccinations et autres soins médicaux élémentaires, si efficaces pour combattre la mortalité infantile et les épidémies, ils ont construit des routes et maintenu l'ordre public. Mais ils ont gravement sous-estimé, sinon ignoré complètement, tous les phénomènes de civilisation qui conditionnent l'efficacité d'une politique de changement : attitudes et croyances religieuses, existence d'un sentiment national et d'une langue nationale, structures politiques et sociales, attitude vis-à-vis de la civilisation dominante et de son goût pour les richesses matérielles, attitude vis-à-vis de l'esprit scientifique et du risque de nihilisme matérialiste. La période coloniale a laissé au moins deux traces profondes : d'une part, une explosion démographique catastrophique, et, d'autre part, une déstabilisation des valeurs traditionnelles sous l'effet du choc produit par la supériorité technique des envahisseurs, même si — comme c'était souvent le cas — ces derniers étaient considérés comme des barbares immoraux et mal éduqués.

Après trente ou quarante ans d'indépendance, la situation est très difficile dans presque toute l'Afrique et dans une partie au moins du sous-continent indien. Elle n'est pas non plus très brillante dans un grand nombre de pays d'Amérique latine. Les nouveaux Etats ont tous cru, comme d'ailleurs les anciens colonisateurs, qu'il suffisait d'investir massivement, notamment dans de grands projets miniers ou industriels, pour déboucher rapidement sur une situation de croissance auto-entretenue. Des investissements massifs ont eu lieu, les productions ont augmenté, mais aussi les populations et, le plus souvent, les importations agricoles. La seule grandeur qui, en général, refuse obstinément de croître est le niveau de

vie : dans beaucoup de pays, il demeure ce qu'il a été pendant des millénaires, et ce qu'il était en Europe jusqu'au XVIII^e siècle, avant le début de la révolution industrielle.

Il existe certes des « îlots » modernes — capitales, ports, plantations, villes minières — ressemblant un peu aux villes italiennes et flamandes du XIII^e siècle, qui annonçaient les temps modernes européens. Mais ces temps modernes ne sont devenus réels que bien plus tard, après moult guerres, famines et épidémies, lorsque, dans la masse profonde de la population, toutes les révolutions nécessaires ont été dûment abordées et surmontées, souvent de manière très douloureuse. Dans le Tiers Monde actuel, on peut dire que, à part ces îlots modernes, l'ensemble des populations a gardé une attitude pré-industrielle et ne peut ni ne veut adopter brutalement les techniques modernes, avec les mutations brutales et non voulues que cela entraînerait dans les croyances et les façons de vivre. Il va sans dire qu'un niveau technique pré-industriel, avec une population cinq ou six fois plus élevée qu'avant la période coloniale, conduit enfin à la dégradation irrémédiable de l'environnement, puis dans certains cas à la désertification totale, avec toutes les souffrances qui résultent de la malnutrition permanente et de la famine occasionnelle.

Il apparaît ainsi que l'accès de nombreux pays du Tiers Monde aux niveaux de vie rendus possibles par la technologie est un phénomène beaucoup plus compliqué qu'une simple imitation des modes de production utilisés dans les pays industrialisés. Bien que chaque peuple doive découvrir lui-même les chemins qui lui conviennent, il semble que l'analyse de l'histoire européenne permette de dégager des jalons, des points de repère, utiles pour contribuer à une meilleure connaissance de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas, des rythmes auxquels les évolutions peuvent avoir lieu, des conditions à respecter pour le succès des efforts

d'investissement massifs, et aussi de la nature des coopérations internationales souhaitables. Nous tenterons donc à présent de suggérer quelques recettes pratiques qui paraissent applicables de manière générale, même pour des peuples dont la civilisation serait très différente de celle des Européens. Les similitudes entre les expériences européenne et japonaise semblent confirmer qu'on peut raisonnablement envisager de s'appuyer sur de telles recettes d'usage général.

Le concept de nation

Dans l'histoire européenne, le concept de nation ne s'est imposé que peu à peu. L'idée d'un grand empire est restée longtemps très vivace, malgré les échecs répétés de ses défenseurs. Les rois espagnols, qui furent très tôt à la tête d'une nation homogène, centralisée et militairement forte, se sont embourbés dans des entreprises démesurées et sans issue, faute de se limiter à leur péninsule et à leur empire colonial. La France, à cause de ses grandes dimensions et de l'absence de frontières évidentes, est restée plus longtemps une masse divisée, mais elle avait senti dès la guerre de Cent Ans l'importance des liens constitués par la langue et les coutumes communes, y compris le droit, par l'histoire, et enfin par l'apparition d'une culture et d'une langue nationales. Les rois anglais ont mis longtemps à conquérir toute leur île, mais leur insularité, le nombre limité de leurs sujets et les particularités de leur histoire semblent leur avoir donné un grand avantage en tant que nation. Dans les îles britanniques aussi, la communauté de langue et d'histoire a joué un rôle primordial. L'Allemagne et l'Italie, au contraire, sans parler des «marches» de l'Est essentiellement sous-développées, sont restées très longtemps à la traîne, faute de se constituer en Etats de taille suffisante pour être viables : les mythes de

l'empire et de la papauté ont stérilisé tout effort nationaliste jusqu'au XIXème siècle.

Encore actuellement, il semble douteux qu'un peuple puisse accéder aux bénéfices de l'industrialisation et d'un haut niveau de vie s'il ne constitue pas vraiment une nation, c'est-à-dire une société dont tous les membres se sentent étroitement solidaires, unis par l'histoire, les traditions, la langue et, dans la plupart des cas, la religion. Dans bien des pays d'Afrique, par exemple, il n'y a pas encore de langue nationale (une langue étrangère sert de véhicule en plus des langues locales), les frontières sont souvent un héritage des anciens occupants, qui les ont tracées sans tenir compte des réalités historiques et des affinités ethniques, le droit est encore inspiré de l'ancien droit de l'occupant plutôt que des traditions nationales, les religions ont été importées et implantées à grand frais par les occupants, et l'enseignement de l'histoire nationale est rudimentaire. De nombreux pays, dans leurs frontières actuelles, sont composés de deux ou trois groupes ethniques ayant des caractères très différents, ce qui ne va pas sans compliquer la vie politique, surtout s'il y a aussi des différences de religion. Ces problèmes existent surtout en Afrique, mais aussi dans les autres parties du monde. La partition de l'Inde, Singapour, le problème des Indonésiens d'origine chinoise, les minorités musulmanes aux Philippines, témoignent de problèmes analogues. Dans le sous-continent indien, le problème des langues nationales n'est pas non plus résolu de manière entièrement satisfaisante. Dans beaucoup de pays d'Asie, comme en Afrique, la justice est rendue en appliquant des codes inspirés des codes européens plutôt que du droit coutumier national.

Le sentiment national signifie aussi un réel désir de défendre le territoire national contre les intrusions étrangères, aussi lourdes que puissent être les conséquences de cette volonté

de défense. Ainsi, le Vietnam, l'Afghanistan et l'Algérie ont fait la preuve d'une cohésion nationale certaine face à des adversaires puissants et déterminés. Les choses sont moins claires, et les possibilités de développement plutôt limitées, lorsqu'il existe des guerillas permanentes sur le territoire national, signe que les allégeances qui devraient aller à la nation vont en fait à des groupes religieux ou ethniques plus limités, lesquels peuvent d'ailleurs être alliés à des groupes similaires dans les pays voisins. L'Europe a longuement souffert de guerres civiles à base religieuse ou de guerres extérieures destinées à affirmer les allégeances nationales, et l'expérience européenne conduit à penser que ces conflits, intérieurs ou internationaux, sont extrêmement destructifs et que, dans l'ensemble, tous les participants y sont perdants. Sans doute, dans ces conflits, les adversaires jugent-ils que leur droit, leur honneur, leur dignité ne leur laissent aucun choix : aussi serait-il très léger, de la part de la communauté internationale, de ne pas essayer de mettre en place toutes les instances possibles pour désamorcer ce genre de conflits et pour en faciliter la solution par la négociation plutôt que par la violence.

Religion et traditions

Dans l'histoire européenne, et en s'en tenant aux tendances principales, on observe que les autorités religieuses ont d'abord et pendant longtemps essayé d'avoir la haute main, non seulement sur les croyances et les pratiques religieuses, mais aussi sur les rois et les princes. Ces derniers, pour diverses raisons, ont réussi à éviter cette emprise, et de ce conflit perpétuel est née la «liberté individuelle» qui constitue probablement le cœur de la civilisation européenne. Les autorités religieuses ont ensuite été obligées de battre en retraite de manière continue, tant en ce qui concerne les droits et privilè-

ges des clercs qu'en ce qui touche à la doctrine et à la pratique religieuse. La Réforme protestante d'une part, l'invention et le succès des méthodes de recherche scientifique d'autre part, ont considérablement érodé les domaines théorique et pratique où l'autorité de la religion était acceptée. Sans doute l'Eglise catholique s'est-elle opposée à la plupart des développements scientifiques, ainsi qu'aux mesures destinées à séparer les domaines temporels et spirituels, allant jusqu'à prononcer une condamnation contre le «modernisme» en général. Mais il faut bien reconnaître que la civilisation européenne, avec l'accroissement du niveau de vie matériel et l'omniprésence de l'emprise technologique, est profondément enfoncée dans une atmosphère matérialiste. Il semble bien, comme le disait le messie de la religion chrétienne, qu'on ne puisse servir deux maîtres, Dieu et l'argent.

Une grande liberté de pensée, et aussi, dans une large mesure, une grande liberté d'agir et d'entreprendre, ont été des éléments déterminants dans l'évolution de la civilisation européenne. En particulier, il n'y aurait pas eu de révolution industrielle sans une révolution préalable dans les façons de penser et dans les croyances. Que cette civilisation soit devenue essentiellement matérialiste, cela paraît aussi être un fait patent. L'Eglise catholique est allée un pas plus loin en affirmant, semble-t-il, par sa condamnation du modernisme qu'une société ne peut à la fois devenir réellement prospère et continuer à servir Dieu. On comprend que les autorités religieuses de nombreux pays, et notamment des pays musulmans, s'interrogent avant d'accepter des voies qui pourraient être trop semblables à celles suivies par les pays de civilisation européenne. A cet égard, il convient peut-être de rappeler que l'Iran, où les réactions ont été particulièrement fortes, était auparavant un pays où la croissance et la modernisation étaient poursuivies à un rythme extrêmement rapi-

de, avec un large concours de conseillers étrangers et une étroite adhésion à la plupart de leurs recommandations.

D'un autre côté, l'expérience de la Corée et de Taïwan est également très intéressante, car ces pays se sont montrés capables de soutenir depuis trois décennies une croissance très rapide sans montrer de grands signes d'essoufflement. En outre, leur croissance démographique a diminué très sensiblement, et les taux actuels en la matière sont à peine plus élevés que ceux de l'Australie (et du Canada) et ceux du Japon il y a une quinzaine d'années. En vingt-cinq ans, le produit national par habitant de ces deux pays a à peu près quintuplé; et leur niveau atteint déjà 35 à 40% de celui du Japon ou de la France. Ces deux pays sont en train de rééditer l'exploit déjà réalisé par le Japon, qui, en cent ans, est passé de l'ère pré-industrielle au statut de pays hautement développé. Il ne semble pas que, pour ces pays comme pour le Japon, les problèmes de religion ou de tradition posent des obstacles insurmontables.

En tout état de cause, le fait que les pays développés ne soient déjà plus tous issus de la civilisation européenne ne peut qu'élargir la gamme des expériences disponibles, et par conséquent permettre aux pays du Tiers Monde un choix plus ouvert et, peut-être, plus facile. La Chine, qui paraît elle aussi engagée dans une entreprise à long terme de développement rapide, devrait avant longtemps constituer un partenaire commercial de grande importance pour les nouveaux pays industriels asiatiques, ce qui faciliterait la diversification de leurs échanges et de leurs alliances.

Les institutions politiques

L'expérience européenne semble montrer l'importance d'un pouvoir central stable, aussi bien pendant la période de

formation de l'unité nationale que pendant les débuts de l'industrialisation. Dans tous les cas, la force et la stabilité du pouvoir central se sont appuyées sur une armée qui devait être de taille suffisante pour contenir toute rébellion intérieure. Cette armée pouvait éventuellement devenir plus nombreuse dans les pays ayant des prétentions territoriales ou pendant les périodes de guerre. Dans les pays les plus anciens, la stabilité était grandement favorisée par le système de la monarchie héréditaire. Cependant, les révolutions agricole et industrielle n'ont pu se développer et prospérer que grâce à un éclatement des anciennes structures de pouvoir et à une participation beaucoup plus ouverte des nouvelles catégories de population. Dans tous les pays ou presque, une période de révolution ou de tension politique aiguë s'est avérée inévitable au début de la période d'industrialisation : en Grande-Bretagne pendant la deuxième moitié du XVII^e siècle, en France à la fin du XVIII^e siècle, plus tardivement dans les autres pays.

Sans doute faut-il rappeler encore que, pendant des siècles, l'énergie du pouvoir central dans les pays européens a été absorbée, soit dans des conflits internes, soit dans des guerres extérieures liées au jeu de la dominance. Dans ce contexte, tous les acquis des villes-états de la fin du Moyen-Age ont dû attendre, pour devenir fructueux, que les frontières nationales se précisent et que le développement économique puisse enfin prendre le pas sur les querelles territoriales et les conflits religieux.

Retracer en quelques mots certains traits de l'histoire politique récente de la Corée et de Taïwan est peut-être un bon moyen de passer de l'histoire européenne plus ancienne à la situation actuelle du Tiers Monde. On peut d'abord noter que ces deux pays présentent la particularité d'avoir eu à faire face, après une longue occupation étrangère, à une situation

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

qui exigeait que toutes les énergies fussent rassemblées pour assurer la survie du pays comme nation indépendante. Dans l'un et l'autre cas, on ne peut pas dire que des institutions hautement démocratiques aient été établies, mais, ce qui est peut-être beaucoup plus important, la stabilité a été assurée, les groupes au pouvoir s'avérant capables de faire évoluer favorablement la situation. De ce point de vue, le succès a été éclatant, principalement grâce à la transformation économique réalisée tant à Taïwan qu'en Corée. Il est vrai que dans ce dernier pays, les changements de président ont parfois été un peu mouvementés et que, étant donné l'immense progrès du produit national, des aménagements dans sa répartition ainsi qu'un essor des libertés individuelles sont demandés avec une insistance croissante. Si l'on en croit l'expérience européenne, la libéralisation du statut de l'individu et la démocratisation de la vie politique sont probablement devenues des nécessités impérieuses pour permettre la poursuite du développement économique.

Dans les pays de civilisation européenne, et notamment aux Etats-Unis, les sociologues se demandent parfois si les traditions religieuses ou sociales ne pourraient pas donner une des clés de la transformation rapide des économies coréenne et taïwanaise. On rappelle à ce sujet les préceptes du confucianisme, qui seraient très favorables au respect des hiérarchies et à la primauté des solidarités de groupe. On peut aussi penser, comme Raymond Barre, que les recettes économiques de ces pays ne sont pas tellement étonnantes : une société qui, poussée par la nécessité pressante, travaille dur, épargne beaucoup et maintient un consensus social suffisant, a de bonnes chances de succès dans le domaine économique. Ces deux façons de voir ne sont d'ailleurs nullement contradictoires, car les préceptes de Confucius sont tout à fait pragmatiques et empreints de bon sens.

Ajoutons d'ailleurs que l'un et l'autre pays constituent depuis de nombreux siècles des entités autonomes, et que leur niveau de développement au début des années soixante était analogue à celui des Philippines (pour la Corée) et de la Malaisie (pour Taïwan) : l'agriculture et les infrastructures étaient déjà relativement avancées, en raison notamment de la longue occupation japonaise. Taïwan, et, dans une certaine mesure, la Corée, avait aussi bénéficié d'un afflux précieux de cadres émigrés. Mentionnons enfin que la production agricole, dans un pays comme dans l'autre, a cru suffisamment pour ne pas freiner le développement.

L'absence de véritable démocratie dans la vie politique de nombreux pays du Tiers Monde est un sujet de regret, ou de reproche, qui est souvent exprimé dans la bouche des personnalités issues des pays riches. Cependant, l'histoire européenne montre que certaines monarchies absolues se sont perpétuées en Europe jusqu'à la première guerre mondiale, longtemps après que le processus d'industrialisation eut été engagé (Allemagne, Empire autrichien). En France même, c'est seulement avec la IIIème République, à partir de 1875, que la démocratie a été définitivement établie. Il n'est donc pas très étonnant que, dans des pays au niveau de vie encore faible, où l'enseignement supérieur est un privilège, les régimes politiques soient plutôt autoritaires. En outre, il n'est pas prouvé que les formes de participation populaire adoptées dans les pays de civilisation européenne soient nécessairement adaptées à des sociétés appartenant à d'autres civilisations.

La corruption des fonctionnaires, hauts et petits, ainsi que l'arbitraire des décisions administratives et des arrêts de justice, sans parler des agissements de la police et des excès des forces armées, sont parmi les faiblesses des structures politiques des pays du Tiers Monde qui sont le plus souvent mentionnées dans les pays développés. Là aussi, pourtant,

L'histoire européenne montre que les mœurs de ce continent n'étaient pas tellement différentes dans un passé relativement proche. En nous limitant à la France de la fin de l'Ancien Régime, c'est-à-dire il y a deux siècles, à la veille de la révolution industrielle dans ce pays, les pratiques de l'administration royale n'étaient souvent pas très différentes de celles qu'on rencontre actuellement dans des pays dont le niveau de vie est à peine plus élevé. Talleyrand, par exemple, ministre certes brillant de la Révolution, puis de l'Empire et de la Restauration, n'hésitait pas, dit-on, à travailler aussi à son compte et à prix d'or pour qui en avait les moyens, par exemple pour les princes européens pour lesquels la bienveillance du monarque français pouvait être cruciale. De même, les fournisseurs aux armées, les collecteurs d'impôts et taxes de toutes sortes, et bien d'autres représentants de l'autorité publique, avaient l'habitude d'exercer sur leurs assujettis des pressions qui seraient aujourd'hui considérées comme tout à fait répréhensibles. Dans un autre ordre d'idées, des ministères entiers, notamment Finances et Défense, se trouvaient largement dominés par une ou deux familles. De même, d'importantes charges achetées par leurs titulaires — par exemple, dans les Parlements — devenaient des propriétés héréditaires. Il ne semble donc pas étonnant que, dans des pays pauvres en cadres supérieurs et où la confiance personnelle est littéralement vitale pour les chefs d'Etat — comme elle l'était pour les rois de France —, des familles locales, venant souvent de la même région que le président, obtiennent des postes-clés et en tirent profit. En fait, on ne peut guère espérer qu'un changement progressif des mœurs, à mesure que les niveaux d'éducation générale s'améliorent ainsi que les niveaux de vie.

Un vice sans doute infiniment plus grave des pouvoirs autoritaires semble bien être leur tendance fréquente à consi-

dérer leur prestige et leur honneur comme des joyaux extrêmement précieux, pour la défense desquels on ne doit pas hésiter à faire couler le sang du peuple et à dépenser bien au-delà des possibilités du pays. Nous pensons avoir montré combien cette redoutable tendance avait pesé sur l'histoire européenne, tout en l'enrichissant d'ailleurs par une galerie sans fin de héros, de saints, de génies et de traîtres dont la légende constitue ensuite la trame du tissu national. Pour les Français, par exemple, Charles Martel à Poitiers, la bataille de Bouvines, le chef gaulois Vercingétorix, sont des souvenirs collectifs vieux de mille ans ou plus, mais dont le contenu affectif est immense. Il se peut que cette richesse commune soit plus précieuse que toutes les souffrances et tous les gaspillages qu'elle a coûtés; il se peut qu'un pays pauvre en héros manque aussi de certaines vertus collectives. Mais nous voudrions aussi plaider pour l'économie des moyens: maintenant que le développement économique est une possibilité réelle pour tous les peuples, il devient vraiment nécessaire que tous y accèdent et, si possible, en évitant trop de guerres comme celles qui ont endeuillé toute l'histoire européenne. L'excuse européenne est que, en ce temps-là, on ne savait pas qu'on pouvait faire mieux que de s'entretuer pour déterminer qui a la meilleure façon de vivre.

L'histoire des pays récemment indépendants montre que les anciennes tendances sont toujours aussi présentes, et les guerres toujours aussi difficiles à éviter, même entre pays dont les ressources sont terriblement limitées. Et les interventions directes des pays riches, souvent désastreuses, sont loin d'être considérées, dans leur principe, comme regrettables; quant à leurs interventions indirectes, sous forme d'aide militaire ou de vente d'armes, elles ne sont qu'un aspect de la vie internationale journalière. Peut-être est-il chimérique, ou contraire aux lois des sociétés humaines, d'espérer que puis-

se s'établir une coopération internationale qui garantisse dans tous les cas la possibilité de l'arbitrage et le respect de ses décisions par une force armée disponible en permanence. Peut-être aussi est-il chimérique d'espérer que les pays riches se concertent pour éviter de susciter des conflits régionaux ou de les agraver par leurs interventions. En un sens, l'idée, toujours rejetée en pratique, d'un grand empire européen, pacifique et fraternel, semble plutôt montrer que les conflits régionaux sont souvent trop complexes pour qu'on puisse les arbitrer de l'extérieur sans exercer en même temps une force militaire jugée arbitraire ou injuste par les pays directement concernés. Malgré tout, le rythme auquel l'ensemble des pays constituant le Tiers Monde pourront accéder aux bénéfices des techniques modernes dépend dans une large mesure, semble-t-il, de la possibilité de concevoir et de mettre en place des mécanismes efficaces permettant de réduire les tensions qui risquent de se transformer en conflits armés.

Agriculture et démographie

Les conclusions de Malthus ne sont que trop vraies, quand il dit que les populations, dans un contexte pré-industriel, ont un potentiel de croissance infiniment plus grand que les ressources agricoles. L'explosion démographique du Tiers Monde, durant l'époque coloniale et depuis, confirme sans doute possible son raisonnement. Son *Essai sur la population* date de 1798, c'est-à-dire d'une époque où la population anglaise s'était mise à croître rapidement, et Malthus craignait que cet influx massif de population ne conduisît rapidement à une misère générale accrue, faute de ressources agricoles. Mais, à la fin du XVIII^e siècle, les effets des révolutions politique, scientifique et religieuse du siècle précédent avaient

déjà transformé les conditions de l'agriculture et permettaient une ample croissance de la population, elle-même favorable à l'industrialisation en cours.

On a vu cependant que, dans la société pré-industrielle européenne, des mécanismes très efficaces de régulation de la population étaient appliqués et considérés comme normaux : en particulier, la quasi-impossibilité de se marier avant d'avoir hérité d'une terre ou de la gérance d'une terre. En France, où la structure rurale ne fut pratiquement pas affectée par la Révolution, l'industrialisation a pu se faire presque sans accroissement de population. En Grande-Bretagne, au contraire, la structure rurale s'est trouvée bouleversée après la Révolution de 1688, ce qui explique le changement de comportement des pauvres et l'explosion de la population.

En tout état de cause, la mortalité en Europe est demeurée élevée tant que les progrès industriels n'ont pas permis d'établir un réseau médical et un réseau d'hygiène suffisamment denses. Dans les pays du Tiers Monde, par contre, les colonisateurs se sont en général beaucoup plus intéressés à la santé qu'aux moyens de production des populations colonisées. Ils ont certes créé une situation de rupture, mais en perturbant les coutumes anciennes et en accroissant la population, ce qui ne nécessite pas d'investissements très coûteux dans l'immédiat, et sans apporter en même temps les connaissances et les moyens nécessaires pour sortir du contexte pré-industriel. Devenus souverains, ces pays se sont heurtés de plein fouet aux lois malthusiennes et ont beaucoup de mal à les surmonter. Il suffit à cet égard de noter que vers 1850 le taux de mortalité était de l'ordre de 23/mille en France et en Grande-Bretagne et de 26/mille en Allemagne, alors qu'en 1989 il n'est que de 10/mille en moyenne pour l'ensemble du Tiers Monde — à peine plus que le taux moyen des pays développés. La croissance de la population au XIX^e siècle

n'a dépassé dans aucun pays d'Europe de l'Ouest le taux anglais — de l'ordre de 12,5/mille — tandis que, pour l'ensemble du Tiers Monde, le taux moyen des trente dernières années était de l'ordre de 25/mille.

Dans la course entre les ressources agricoles et la population, la différence entre succès et catastrophe se joue autour de différences de taux très faibles, comme on peut le voir en comparant l'évolution entre 1965 et 1989 des productions agricoles et de la population dans divers groupes de pays (taux annuels en pourcentage) :

Pays	<i>Production agricole</i>	<i>Population</i>	<i>Production/personne</i>
Revenus moyens	3.1	2.2	0.9
Chine	4.1	1.9	2.2
Inde	2.6	2.2	0.4
Bas revenus	2.5	2.6	-0.1

Source : «World Development Report 1991»; BIRD.

Sans entrer dans le détail des situations pays par pays, évidemment assez diverses, on peut tirer de ces chiffres quelques remarques significatives. Dans leur ensemble, les pays à revenu moyen² réussissent à augmenter leur production agricole un peu plus rapidement que leur population. Cependant, le taux de croissance de leur population est élevé et n'a guère tendance à diminuer jusqu'à présent, ce qui risque de retarder considérablement les efforts de ces pays pour accéder à une situation de bien-être général. L'Inde paraît être encore sur le fil du rasoir : la production agricole et la population y augmentent pratiquement au même rythme ; mais les projections montrent une réduction probable du

taux de croissance de la population de 2,2% (chiffre actuel) à 1,6% vers l'an 2000.

Les pays à bas revenu² dans leur ensemble sont dans une situation très difficile à long terme, car leur production agricole, déjà insuffisante, croît sensiblement moins vite que la population. Nombre de ces pays ont d'ores et déjà gravement surexploité leur sol, qui se trouve maintenant exposé à un ample et redoutable processus de désertification. Cette situation a été décrite avec talent par des agronomes comme René Dumont, qui ont montré l'urgence d'une intervention massive, et par conséquent d'une coopération internationale soutenue et désintéressée. Pour l'instant, la désertification progresse sans trêve et les famines deviennent de plus en plus fréquentes.

Un taux de croissance démographique de 2,5% par an signifie un doublement de la population en moins de trente ans, ou une multiplication par douze en un siècle. Il serait peu raisonnable de penser que des taux de cet ordre puissent se maintenir très longtemps sans faire apparaître des problèmes écologiques quasi insolubles, comme ceux dont souffrent déjà les pays du Sahel. Dans beaucoup de pays, on a senti la nécessité d'entreprendre des programmes durables de contrôle de la natalité, de manière à favoriser le développement économique. Ces programmes, en général, font appel à des techniques et à des produits modernes, importés de l'étranger, et il n'est pas étonnant que ces nouveautés ne soient pas acceptées, surtout si les réglementations correspondantes heurtent les croyances religieuses ou les coutumes ancestrales. A cet égard, on notera par exemple le désir très fréquent d'avoir au moins un fils qui continue la lignée. On notera aussi la position officielle de l'Eglise catholique, qui continue à refuser le principe même de toute pratique contraceptive, et l'influence considérable qu'elle exerce en Amérique latine et dans une partie de l'Afrique.

Il se peut, après tout, que la richesse soit vraiment une perversion satanique, et qu'il soit souhaitable que l'humanité retourne à des genres de vie pré-industriels pour que les hommes ne perdent pas leur âme. Nous avons déjà effleuré cette possibilité en disant que la civilisation européenne souffrait peut-être de médiocrité dans ses idéaux et ses buts, qui sont essentiellement matérialistes. Les questions liées à la démographie et au comportement sexuel et familial sont certainement un des points de contact les plus importants entre préoccupations temporelles et préoccupations spirituelles. Des concertations internationales suivies seront certainement nécessaires sur ces questions si l'on veut éviter les heurts de civilisations et les catastrophes écologiques : la gravité de ces problèmes n'est que trop certaine, même si l'on peut les négliger longtemps avant que leurs conséquences ne deviennent vraiment sérieuses.

Industrialisation et technologie

L'histoire de l'Europe montre à quel point une base agricole est nécessaire à un décollage industriel réussi. Nous venons de voir à nouveau pour divers groupes de pays du Tiers Monde l'importance d'une croissance agricole suffisamment rapide. Cela est confirmé par l'expérience de la Corée et de Taïwan, qui ont commencé par renforcer leur agriculture avant de développer leur industrie, et par celle de la plupart des pays qui ont réussi à obtenir un taux de croissance élevé du produit national : Brésil, Mexique, Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Yougoslavie en particulier.

Comme il est normal — et comme les pays européens (sauf la Grande-Bretagne) et les Etats-Unis l'ont fait avant eux — ces pays ont tous commencé leur industrialisation en fabriquant pour le marché intérieur des produits de consom-

mation simples (textiles, cuir, bois, caoutchouc, coutellerie, outils) et en créant progressivement des industries agro-alimentaires et des industries de matériaux de base (céramique, ciment, puis métaux et chimie). A un stade plus avancé, il devient nécessaire de se spécialiser et, à cet effet, de conquérir des marchés extérieurs pour certains produits, tout en démantelant le système de protection antérieur. Pour réussir cette phase du développement industriel, qui suppose des opérations multiples, complexes et simultanées, il faut non seulement que le secteur industriel soit résistant et dynamique, mais aussi que le système d'enseignement, les infrastructures, les institutions financières et fiscales, les organismes de promotion des exportations, soient capables de soutenir et de renforcer l'effort industriel. Le Japon a brillamment montré la voie à partir des années cinquante; Taïwan et la Corée — ainsi que les villes-états de Hong-Kong et de Singapour — ont réussi le même parcours plus récemment, mais les autres pays semi-industrialisés que nous avons mentionnés ne semblent pas avoir encore maîtrisé complètement ce processus.

Notre propos n'est pas de décrire les diverses stratégies de développement industriel qui ont été envisagées ou essayées : il existe d'excellents ouvrages traitant de ces questions encore controversées, parmi lesquels ceux de Hollis Chenery et, plus récemment, ceux de Bela Balassa. Nous voudrions plutôt essayer de rappeler certains des mécanismes de progrès technique qui ont déjà été évoqués dans cette étude, et montrer comment ils ont été utilisés avec succès par les pays du Tiers Monde les plus avancés.

i) L'industrialisation est inévitable

Le premier point à rappeler est l'importance des activités industrielles pour l'ensemble du développement économique.

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

Ces activités, et elles seules, sont le siège d'un mécanisme tout à fait central, que les économistes appellent le principe des «rendements croissants» ou des «économies d'échelle». En termes simples, cela veut dire que, pour doubler la capacité de production d'une usine — ou d'une industrie — il n'est pas nécessaire de doubler le volume des équipements et de la main-d'œuvre : l'expérience montre que des accroissements de l'ordre de 40% à 50% en moyenne sont suffisants. Le mécanisme est simple et résulte du fait que, lorsque la production augmente, il devient possible et profitable de spécialiser plus qu'auparavant les équipements et les hommes; avec des opérations plus nombreuses, mais plus simples, chaque individu et chaque machine produisent plus qu'auparavant. Cela est vrai même si on ne change en rien les techniques utilisées : des ouvriers plus spécialisés travaillent mieux et plus vite, et il en va de même des machines. Cependant, ces phases successives d'accroissement de la production et de la spécialisation sont en général l'occasion d'améliorations techniques (plus que d'inventions nouvelles).

Les activités de service — commerce, enseignement, soins personnels, administration — ne bénéficient que peu des économies d'échelles : un coiffeur, un instituteur, un cuisinier de restaurant procèdent à peu près de la même manière à Zürich ou à Tunis. Leur adaptation aux temps modernes suppose infiniment moins de changements que dans l'industrie, et les aménagements correspondants ne nécessitent pas d'investissements coûteux et complexes. En outre, jusqu'à un degré de développement assez avancé, ce sont surtout les activités industrielles qui sont susceptibles de procurer des emplois nombreux. En dehors des efforts généraux pour développer les infrastructures, l'enseignement et l'hygiène, le succès d'une politique de développement dépend donc principalement de ce qui est fait dans l'industrie, qui doit

servir de moteur, mais ne doit pas croître aux dépens de l'agriculture.

ii) L'artisanat, réserve de main-d'œuvre qualifiée

Un autre point à rappeler concerne l'artisanat, qui est en quelque sorte l'industrie de l'époque pré-industrielle. De tout temps, les hommes ont utilisé des outils, des habits et des chaussures, des livres et des meubles, produits par des artisans souvent très compétents et maîtrisant des techniques complexes. Si l'on y inclut les métiers de la construction, ces activités occupaient environ 15% de la population active avant la révolution industrielle. Et l'histoire de certains pays, comme la France et le Japon, montre que l'artisanat n'a disparu que de manière progressive.

En France, les très petites entreprises (moins de quatre salariés) représentaient 60% de l'emploi industriel à la fin du XIXème siècle, et encore 30% vers 1930. La part de l'artisanat du Japon au début des années cinquante paraît avoir été aussi élevée qu'en France au début du siècle. C'est seulement vers 1975, après une explosion industrielle spectaculaire, que l'artisanat est devenu négligeable dans l'industrie japonaise. Entre 1955 et 1975, la production industrielle japonaise a décuplé, tandis que l'emploi doublait: au cours de cette période, la productivité dans l'industrie s'est accrue au taux considérable de 8,5% par an. Cela n'aurait sans doute pas été possible sans la présence d'une ample réserve en ouvriers qualifiés dans les petites entreprises.

iii) Echelle des industries

Un troisième point — maintenant bien connu, mais de grande importance — est l'existence d'une certaine hiérarchie parmi les industries. Les industries plus simples peuvent être lancées avec très peu de main-d'œuvre qualifiée et un faible

coefficient de capital (investissement par salarié) : c'est le cas notamment des industries textiles et de l'habillement, de l'industrie de la céramique, et d'industries diverses (articles de sport, appareils photographiques, instruments de musique). A l'étage au-dessus, viennent surtout les produits mécaniques relativement simples : machines à coudre, horlogerie, wagons de chemin de fer, etc... Viennent ensuite les machines plus complexes : navires, roulements à bille et à aiguilles, machines à écrire et à calculer, électroménager, etc... On arrive ainsi progressivement aux industries de haute technologie, qui exigent à la fois beaucoup de main-d'œuvre très qualifiée, beaucoup d'innovation et beaucoup de capitaux : industrie automobile et électronique, puis industrie chimique, aéronautique, informatique, industrie atomique, biogénétique. Nous laisserons de côté les activités d'assemblage — notamment d'automobiles, et surtout d'appareils électroniques — qui peuvent prendre une grande importance aux premiers stades du développement industriel : il s'agit en effet d'activités relativement simples.

iv) Compétitivité et protection

Un quatrième point est qu'il n'est pas indispensable d'être à la pointe du progrès dans tous les domaines à la fois. Il est certain que les produits d'exportation doivent être compétitifs, à la fois par les prix et par la qualité. Mais, pour les produits destinés à la consommation intérieure, il y a de multiples moyens de donner l'avantage à la production nationale, en plus de l'avantage naturel constitué par la proximité du marché. Il s'agit là d'un domaine délicat, pour deux raisons au moins : d'abord, les bénéficiaires des subventions ont en général tendance à s'y accrocher indéfiniment; ensuite, les pays étrangers ont le plus souvent tendance à émettre des objections. Cependant le Japon a montré qu'il était possi-

ble de progresser dans la hiérarchie des industries de manière ordonnée, ou même planifiée souplement: pour chaque industrie, la démarche consiste, dans une première phase, à la moderniser et à la rendre compétitive, tout en continuant à fournir uniquement le marché intérieur, puis, dans une deuxième phase, lorsque l'industrie en question est devenue assez forte, de procéder méthodiquement à la conquête d'une part du marché mondial. Après l'industrie automobile, secteur où ses succès sur les marchés extérieurs ont été remarquables, le Japon se préoccupe maintenant de l'industrie aéronautique et de toutes les activités touchant à l'informatique et à la bureautique.

S'agissant du Japon, il convient naturellement de ne pas perdre de vue que la structure de ses exportations a évolué de manière considérable au cours du temps, à mesure qu'il gravissait l'échelle des industries. Alors que les produits textiles dominaient pendant les années cinquante, leur rôle est maintenant devenu très limité par comparaison avec les équipements électroniques et les moyens de transport. Il ne faut pas oublier non plus que les importations japonaises croissent à un taux rapide; et il y a tout lieu de penser que cette tendance ne pourra que s'affermir maintenant que l'emploi industriel reste stable, contrairement à la période passée de croissance rapide. Voici comment la structure des exportations japonaises a évolué entre 1955 et 1990.

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

	<i>1955</i>	<i>1990</i>
	<i>(Pourcentages)</i>	
Produits agricoles et minéraux	13	2
Produits de consommation divers, dont : Textiles et habillement	43 (34)	6 (2)
Métaux et autres semi-produits	27	15
Appareils ménagers	3	13
Véhicules automobiles	—	26
Autres machines et appareils	14	38
<i>Ensemble</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Sources : GATT, «Le commerce international en 90-91» et «Etudes sur le commerce international», No 2.

v) L'univers «minimal» couvrira bientôt toute la planète

Il convient de rappeler un dernier point, suggéré par le concept d'univers minimal, qui nous paraît d'une grande importance pour l'avenir des relations internationales. Nous avons déjà dit qu'un développement raisonnablement harmonieux et pacifique des relations internationales pendant les décennies à venir paraissait dépendre d'un développement progressif de l'intégration économique mondiale et d'une concertation adéquate entre les groupes de pays. En effet, l'arrêt de la croissance dans les pays riches nous paraît inévitable s'ils ne parviennent pas à promouvoir le développement graduel de l'ensemble de la planète, qui sera bientôt un univers à peine assez grand pour que leur productivité puisse continuer à croître³.

Les divers points que nous venons de rappeler, si on les applique tous ensemble, constituent une méthode de développement industriel applicable à tous les pays ayant résolu de manière acceptable les questions fondamentales préalables. C'est de cette façon qu'ont procédé la quasi-totalité des pays

maintenant développés, y compris le Japon, et les nouveaux pays industriels apportent une confirmation éclatante de la validité de la méthode. Les principales difficultés qu'on risque de rencontrer ne tiennent pas essentiellement, semble-t-il, au processus d'industrialisation lui-même, mais plutôt aux conditions préalables, qu'elles soient d'ordre politique (cohésion nationale, stabilité des institutions), d'ordre religieux (immoralité de la richesse, objections au contrôle des naissances) ou encore d'ordre social (structure rurale, questions ethniques ou tribales). S'agissant cependant d'un mécanisme complexe et à long terme, certaines difficultés majeures peuvent aussi apparaître si la coopération internationale se relâche ou si certains conflits bilatéraux s'avèrent réfractaires aux tentatives de conciliation : dans le domaine du commerce extérieur et des mouvements de capitaux, un ordre pacifique signifie forcément tout un réseau d'accords et d'institutions internationales.

Les pays de très grande taille jouent, bien sûr, un rôle important dans les relations mondiales, et dans le passé ils ont eu tendance à se confronter et à se battre plus qu'à coopérer. Il nous a paru utile à ce sujet de décrire les luttes entre pays européens pour la domination mondiale, parce qu'elles ont absorbé des énergies considérables. L'histoire contemporaine n'est pas très différente, et rien n'indique que l'apparition de nouvelles grandes puissances comme la Chine ou le Brésil, puis l'Inde et une poignée d'autres pays, soit de nature à rendre les conflits de prestige moins brûlants. C'est un domaine que nous nous contenterons de mentionner : on ne peut guère espérer supprimer complètement les conflits armés, même s'ils sont horriblement destructifs, mais on peut espérer, avec la grâce de Dieu, les réduire et leur substituer le plus souvent possible des négociations pacifiques.

CHAPITRE VII

OBJECTIFS A LONG TERME DE DÉVELOPPEMENT

Les jalons que nous venons de poser ont trait à certains aspects pratiques des problèmes qui se présentent tout au long du processus de développement économique. Il paraît maintenant utile d'évoquer brièvement trois questions qui paraissent en fait conditionner le succès éventuel de tout effort de développement soutenu, même dans les pays qui bénéficient de conditions techniques très favorables. La première concerne les objectifs à long terme et les idéologies. La seconde et la troisième se rapportent aux attitudes à l'égard de la civilisation dominante et de sa technologie.

Objectifs à long terme et idéologies

En faisant allusion aux cas des pays tels que le Japon, la Chine, la Corée ou Taïwan, nous avons souligné que l'ardente obligation de relever un défi et une agression extérieure avaient été pour ces nations de puissants facteurs de cohésion et d'effort. En effet, en organisant le combat contre les forces extérieures, on est obligé de définir ses propres priorités, de mesurer l'ampleur des ressources nécessaires pour les atteindre, et finalement de remettre en cause les priviléges et

les traditions qui empêchent ou retardent excessivement la marche en avant.

S'agissant de ces quatre pays, il semble bien que leurs civilisations leur aient offert une base solide pour concevoir et mettre en application des réponses originales permettant de mobiliser au mieux la volonté, le courage et l'ingéniosité de l'ensemble des populations. Cependant le processus n'est pas simple, et il comporte presque inévitablement des périodes au cours desquelles certaines idéologies, discutables comme toutes les idéologies, surtout si on les pousse jusqu'à leurs limites extrêmes, sont imposées par la force. Faisant partie de l'arsenal de lutte contre les étrangers, de telles idéologies risquent parfois de n'avoir qu'un rapport lointain avec les besoins concrets des pays qui les adoptent. Apparemment, même les pays bénéficiant de cultures très anciennes peuvent ne pas trouver aisément le mélange adéquat entre le maintien souhaitable des traditions les plus nobles et l'indispensable remise en question de ces mêmes traditions, en particulier par l'apport d'idées étrangères.

En tout état de cause, nous serions tentés de penser que la poursuite d'une grande ambition à long terme, capable de réunir l'assentiment général et de susciter l'enthousiasme d'une minorité agissante, est une condition nécessaire d'une entrée réussie dans les temps modernes et, de ce fait, d'un contact et de transactions équilibrées avec les pays appartenant à la civilisation dominante. A cet égard, il convient de mentionner et de méditer l'idéal représenté par le développement «endogène» dont l'UNESCO a donné la définition suivante :

«Les structures économiques, politiques et sociales actuelles des pays sous-développés favorisent certaines minorités qui jouissent d'un ensemble de priviléges auxquels la majorité de la popula-

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

tion n'a pas d'accès. Il est donc nécessaire d'effectuer tous les changements permettant au plus grand nombre de prendre part aux décisions qui les concernent directement. Une telle participation à l'administration des affaires publiques doit être encouragée ... Chaque société doit décider de l'approche sociale qui guidera son développement. Les valeurs et le type de société souhaités seront évidemment choisis par la majorité. En conséquence, il y aura autant de types de développement qu'il y a de sociétés, et les modèles ne seront pas imposés de l'extérieur.» (*Stratégies du développement endogène*, UNESCO, 1984)

Ce texte ne va pas sans rappeler le vieux problème de la chèvre et du chou : il y a des groupes sociaux privilégiés, qui détiennent le pouvoir et la force armée, mais il conviendrait de renverser ces priviléges en suivant les désirs du peuple, qui n'a ni pouvoir ni force armée, et sans faire appel aux étrangers — qui, eux aussi, ont des forces armées — parce que ces affaires intérieures ne les concernent pas. Les problèmes sont certes posés, mais il est rare que les privilégiés abdiquent de bonne grâce et que les étrangers ne leur accordent pas un fort soutien, ne serait-ce que pour maintenir leur influence. Cela montre la grande difficulté de sortir de l'état de dépendance une fois qu'on a accepté de le subir. Et cela montre aussi l'importance qu'il y a, pour les pays qui souhaitent vraiment «vivre leur vie», à déterminer courageusement leur attitude vis-à-vis de la civilisation dominante, de ses armées, de sa richesse, de sa culture, et d'être prêts à lui résister tout le temps nécessaire.

Le cas des réformes engagées au Japon au début de l'ère Meiji, que nous avons rappelé au chapitre V, est particulière-

ment clair et explicite; l'application de la nouvelle stratégie a commencé sans délai, et avec une grande vigueur. En ce sens, l'expérience japonaise peut être considérée comme exemplaire. Dans le cas de la Chine, la perfection et la complexité de l'administration impériale — et aussi, il est vrai, son immobilisme de principe — ont empêché un mouvement d'adaptation rapide et cohérent; cette grande rigidité des institutions impériales en face d'un monde barbare qui était en rapide évolution paraît expliquer la gravité des révoltes populaires et le recours à des idéologies venues de l'étranger. C'est seulement lorsqu'un grand projet à long terme a pu être élaboré et mis en œuvre que la Chine a pu secouer, non sans douleur, une tradition et un système social devenus archaïques.

Attitude envers la civilisation dominante

Pour les pays du Pacifique dont la civilisation est issue de la civilisation chinoise, l'attitude à l'égard des pays de civilisation européenne fut longtemps faite de condescendance bénigne, sinon d'indifférence totale. Mais l'envoi de flottes de guerre et de corps expéditionnaires par ces pays lointains créa rapidement un antagonisme qui ne pouvait guère être apaisé que par l'éviction définitive des envahisseurs étrangers et par le rétablissement d'une souveraineté totale, à partir de laquelle il deviendrait possible d'envisager de conclure avec eux des traités qui ne fussent pas inégaux.

En d'autres termes, la force militaire et la supériorité des techniques industrielles n'ont jamais été vues par ces pays que comme des avantages passagers dans de simples domaines d'intendance; il convenait alors de corriger rapidement les faiblesses nationales dans ces domaines pour ne plus être importuné. Rattraper le niveau matériel de la civilisation

europeenne suppose certes des efforts soutenus — ce que nous avons appelé plus haut une grande ambition à long terme — mais le résultat est certain et ne tarde pas à apparaître : pour le Japon, un siècle a suffi, et un délai semblable sera sans doute suffisant pour la Chine.

En ce qui concerne les pays méditerranéens — qu'ils soient européens, africains ou levantins —, l'ancienneté de leurs attaches avec l'Islam ou avec la Chrétienté, la proximité de l'Europe et de ses richesses, et surtout la capacité à rejeter le joug colonial qu'ont montrée certains d'entre eux, leur garantit d'excellentes possibilités de rejoindre les pays riches sans adopter nécessairement leur civilisation. Mais il ne semble pas que la majorité des pays arabes, ni la Turquie ou l'Iran, aient fait un choix clair dans ce domaine. Ajoutons à cela que les tendances allergiques montrées par beaucoup d'Européens vis-à-vis de la religion musulmane semblent s'expliquer beaucoup plus par l'émotion et l'histoire que par la raison. Il paraît donc difficile de prévoir si ces réactions sentimentales s'estomperont ou se maintiendront. Cependant, de nouvelles querelles religieuses seraient sans aucun doute aussi destructrices que celles du passé.

L'attitude des groupes dirigeants d'Amérique latine envers la civilisation européenne peut paraître très ambiguë. Six pays, représentant plus des deux tiers de la population de la région, sont classés par la Banque mondiale parmi les moins pauvres des pays en voie de développement, comme les quatre dragons asiatiques, et leurs niveaux de vie sont comparables à ceux de pays européens tels que la Pologne, le Portugal et la Yougoslavie; leur territoire est très étendu (avec une densité de vingt habitants par kilomètre carré), et les ressources minérales y sont abondantes. Si l'on tient compte du fait que les premiers immigrants européens n'ont pratiquement pas rencontré de résistance sur place et ont amassé

des richesses considérables, on peut se demander pourquoi la situation de ces pays n'est pas actuellement aussi prospère que celle des principaux pays développés. Il existe à cet égard des études intelligentes et solidement documentées qui décrivent périodiquement la situation sociale de ces pays telle qu'elle est vue par les intellectuels de la région. En voici un exemple :

«A la lumière de la réalité quotidienne et de nombreuses études réalisées à ce sujet, il apparaît que ce sont les groupes qui détiennent le pouvoir économique, parfois représentés par une élite bureaucratique, qui gouvernent et prennent les décisions pour appliquer des stratégies du développement qui ont pour but évident de satisfaire leurs seuls intérêts. La participation des groupes populaires aux problèmes politiques nationaux est extrêmement limitée, car leurs intérêts sont rarement pris en compte. La situation a été aggravée encore par la présence militaire dans les affaires politiques. Les chefs militaires ont tenté d'implanter des modèles de développement fondés intégralement sur des conceptions étrangères, qui ne prennent nullement en considération les caractéristiques nationales, et qui limitent de façon inimaginable les droits politiques les plus élémentaires. Cela revient à dire que le mécanisme de prise de décisions existe au niveau national, mais qu'il répond à des intérêts qui ne sont certainement pas ceux des pays d'Amérique latine.» («Stratégies du développement endogène», UNESCO, 1984 : article sur le Mexique, par le CEESTEM, Mexico).

De nombreux auteurs parlent d'une situation néo-coloniale, dans laquelle les anciennes élites terriennes partagent pouvoir et richesse avec les hommes d'affaires qui ont développé le secteur industriel pendant la crise des années trente et la période de guerre des années quarante. Le blocage actuel serait ainsi dû largement à une étroite communauté d'intérêts entre les groupes dirigeants nationaux et les grands pays étrangers.

Le fait que les groupes dirigeants soient de civilisation européenne et que, dans la majorité des pays, ils disposent de travailleurs nombreux et peu exigeants, n'encourage sans doute guère les progrès sociaux. Par ailleurs, la volonté du «Géant du Nord» de soutenir l'ordre existant, en vue de tuer dans l'oeuf les velléités de changements révolutionnaires qui risqueraient d'affecter son influence sur le continent, oppose un frein considérable à l'évolution sociale générale. On est loin ici du développement endogène si souhaitable. On peut cependant se demander si l'utopie ne contient pas malgré tout une bonne part de réalisme : ne serait-il pas finalement de l'intérêt de l'ensemble des pays de civilisation européenne, sans parler de l'intérêt des masses populaires de l'Amérique latine, que cette partie du monde, riche en ressources naturelles et en talents, bénéficie d'un développement plus rapide et plus harmonieux ?

Nous avons déjà évoqué de manière générale la situation des pays de l'Afrique subsaharienne, où le niveau de vie est faible, la croissance démographique très rapide, et les structures politico-sociales quelque peu incertaines. Compte tenu de la diversité ethnique, linguistique, religieuse de cette région, ainsi que de son morcellement politique, ses relations avec les pays européens, toujours étroites, et avec les autres pays riches, ne peuvent être définies de manière simple, non plus d'ailleurs que ses relations avec les pays africains situés

au nord du Sahara. L'ensemble de ces ambiguïtés risque de retarder, peut-être pour très longtemps, la conception et la mise en œuvre de politiques efficaces de développement à long terme.

Attitude vis-à-vis des techniques modernes

On entend souvent affirmer que les techniques modernes sont mal adaptées aux besoins des pays en développement, et surtout, que les transferts de technologie sont un des principaux moyens d'exploitation utilisés par les pays riches et leurs entreprises. Ce transfert, jamais achevé à cause des innovations constantes, serait en réalité un moyen de maintenir indéfiniment les pays pauvres dans un état de dépendance.

Cette question nous semble très directement liée au problème de l'attitude générale vis-à-vis de la civilisation dominante, et nous serions tentés de dire à ce propos qu'il est dangereux d'accepter des transactions dans le domaine technologique tant qu'on n'a pas défini le cadre général dans lequel ces transactions peuvent, ou ne peuvent pas, prendre place. Une fois de plus, l'exemple du Japon semble instructif : dans ce pays, le transfert de technologie s'est fait essentiellement industrie par industrie, et il s'agissait pour chaque industrie d'une période transitoire, après laquelle elle devait atteindre et conserver un niveau compétitif grâce à ses propres recherches et à ses propres investissements. Si l'on procède de cette façon, il semble qu'acheter des technologies soit un moyen efficace et économique de rattraper les pays techniquement plus avancés.

Nous pensons avoir montré que la voie suivie par la Corée et Taïwan conduit bien à un développement réel et définitif, selon une ligne semblable à celle suivie par le Japon. Nous avons indiqué également que la Chine semble engagée dans

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

un processus similaire à de multiples égards. Dans tous les cas, l'existence d'une civilisation ancienne et d'un grand dessein national qui permet de coordonner les énergies, rend possibles les transactions avec la civilisation dominante, y compris les transferts technologiques. Ces derniers ne sont plus alors imposés à des conditions léonines, mais acceptés ou refusés après des négociations équilibrées. Si l'on reste dans le cadre d'un grand dessein à long terme, les acquisitions de technologie ne sont qu'un moyen de gagner du temps, et ce moyen peut toujours être remplacé par des recherches nationales autonomes.

Il convient aussi de noter qu'il y a des domaines—hygiène et médecine préventive, médecine curative, travaux publics, enseignement général et technique—qui reflètent le cadre de civilisation des pays concernés. Or, les techniques utilisées dans ces domaines par les pays de civilisation européenne sont généralement coûteuses, et probablement mal adaptées aux traditions et aux besoins des pays appartenant à d'autres civilisations. Cela vaut aussi, semble-t-il, pour les institutions et les activités politiques et administratives, secteur où l'imitation n'est pas recommandée. Aussi n'est-il pas étonnant que des pays comme la Chine, et d'autres pays du Pacifique jouissant d'une ancienne civilisation, aient gardé et développé leurs propres techniques, tout en acceptant certaines pratiques étrangères lorsqu'elles paraissaient intéressantes.

Cependant même dans des cadres culturels anciens et stables, les habitudes et les technologies de la civilisation européenne conduisent à des tentations dangereuses. Nous avons insisté sur les risques qu'un attrait immoderé pour les richesses matérielles faisait courir aux sociétés de civilisation européenne, et sur le risque de décadence résultant de cet

attrait s'il devenait irrésistible. Le même risque guette les sociétés qui sont encore loin de l'opulence, dans le cas où les groupes dirigeants préféreraient s'enrichir immédiatement et laisser dans la pauvreté et l'ignorance la masse de la population. Il ne s'agit malheureusement pas ici d'une hypothèse d'école, mais d'une tentation permanente à laquelle sont soumises les élites dirigeantes, surtout lorsqu'elles appartiennent à la civilisation européenne, comme c'est le cas en Amérique latine, ou lorsqu'elles se sentent proches de cette civilisation, comme cela arrive sans doute dans les nombreux pays où, pour des raisons diverses, la civilisation autochtone paraît faible ou archaïque.

D'un autre côté, tous les apports de la civilisation européenne dans les domaines scientifiques et techniques peuvent être très utiles à l'amélioration du niveau de vie de l'ensemble des populations du monde — objectif assurément très souhaitable, et qui ne pose pas de problèmes techniques trop considérables. Ainsi, il semble bien que le problème ne soit pas tellement lié aux technologies et à leur transfert éventuel, mais à l'ensemble des mutations politiques, religieuses, sociales et internationales suscitées par l'affirmation historique de la civilisation européenne en tant que civilisation dominante, conquérante et oppressive. La science et la technologie ne sont certes pas neutres, mais elles constituent sans doute le meilleur aspect de la civilisation européenne, et il serait regrettable que les autres civilisations méprisent ou négligent indûment cet apport sous prétexte qu'il est d'un emploi malcommode.

CHAPITRE VIII

VERS UNE ENTENTE ENTRE CIVILISATIONS ?

S'il est vrai que la civilisation européenne entre dans une phase où les progrès matériels et la croissance économique risquent bien de se ralentir, peut-être définitivement, il devient plus nécessaire de réfléchir aux moyens pratiques d'instaurer, ou au moins de commencer, cette coopération entre civilisations dont nous avons dit quelques mots à la fin du chapitre V. S'il est vrai également qu'il n'y a plus de pays ou de région qui soit vraiment dominant, sans doute conviendrait-il pour les peuples de civilisation européenne de se poser quelques questions sur le concept de «liberté» et sur l'usage pratique qu'ils en ont fait. La liberté n'a-t-elle pas été mise au service exclusif de la poursuite du bien-être matériel? Lorsque cette poursuite devient plus incertaine n'est-il pas souhaitable de ré-examiner les bases du dynamisme de la civilisation européenne, et de déterminer si cette polarisation des énergies vers l'accès au bien-être n'a pas eu pour conséquence d'atrophier gravement toutes les traditions religieuses, sociales ou familiales capables de maintenir l'harmonie et la bienveillance entre groupes sociaux?

Alexandre Soljénitsine, un homme sensible que le destin a mis en situation d'apprécier toutes les variétés de la civilisa-

tion européenne, fait les remarques suivantes en réponse à un journaliste qui l'interrogeait sur les qualités morales des sociétés occidentales :

Il y a eu progrès technique, mais ceci ne signifie pas progrès de l'humanité elle-même. Dans toutes les civilisations, la progression est très complexe. Dans la civilisation occidentale — que l'on appelait occidentale-chrétienne, mais qu'on devrait plutôt appeler maintenant occidentale-payenne — en même temps qu'un développement de la vie intellectuelle et des sciences, il y a eu un grave déclin de la base morale de la société. Pendant trois siècles de civilisation européenne, les devoirs ont été emportés par la marée des droits. Mais nous avons deux poumons. On ne peut respirer avec un seul. Nous devons nous servir des devoirs autant que des droits ... Quand la société occidentale a été établie, elle était fondée sur l'idée que chacun imposerait des limites à sa conduite ... Mais depuis, la seule chose que nous ayons développée a été des droits, des droits, encore des droits, au détriment des devoirs.¹

En d'autres termes, toutes les contraintes et les obligations qui faisaient la solidité des grands Empires du passé, qui étaient des sociétés de «devoirs» autant que de «droits», ont été écartées et remplacées par des droits individuels, sans que des contre-parties adéquates limitent les débordements de la cupidité et de la vanité : on a prié Dieu de retourner au Ciel, mais on n'a rien trouvé encore pour prendre sa place. Le fameux supplément d'âme nécessaire à la bonne marche d'une civilisation riche et complexe comme la nôtre est toujours tristement absent. La «Raison», qui aurait dû rempla-

cer les divinités archaïques, n'a tenu que la moitié de ses promesses : elle a fourni un gâteau toujours plus gros, sur lequel tous ont des droits toujours plus grands, mais pas le désir de se plier à des devoirs qui permettraient une distribution harmonieuse et pacifique du gâteau. Pour les décennies futures, il semble bien que le mot-clé de «liberté» devrait être remplacé par un autre qui montre qu'on doit donner pour pouvoir recevoir par exemple «concertation», ou «tolérance», voire même «consensus» ou «harmonie».

Points-pivots d'un dialogue entre civilisations

Non seulement le concept de partage aussi bien des droits que des devoirs paraît essentiel, mais son application implique la reconnaissance de la diversité des civilisations et de leur droit non seulement à exister mais aussi à contribuer à l'édifice commun. Ceci suppose la conception, l'acceptation, la naissance et la croissance de toute une nouvelle famille d'initiatives et d'institutions destinées à promouvoir et à maintenir la compréhension et la coopération à tous les niveaux de l'organisation sociale, de manière à ce que l'humanité devienne progressivement un ensemble de sociétés prospères entre lesquelles la compréhension et la tolérance permettraient pour l'essentiel de résoudre les différends sans trop de violence. C'est pourquoi nous avons mentionné, de manière peut-être un peu naïve, qu'on devrait sans doute envisager dès maintenant de faire naître et vivre une association, non pas tant des gouvernements et des autorités religieuses, mais de tous les groupes d'activités professionnels, culturels, religieux, charitables, qui constituent les diverses civilisations sur notre planète. Ainsi, pourrait-on espérer que s'élabore progressivement un ensemble de traditions, de règles de conduite, de procédures de consultation, d'insti-

tutions de réflexion et de médiation qui remplaceraient — ou pourraient remplacer — progressivement la raison du plus fort qui, comme le dit la fable, est toujours la meilleure. Il serait certes naïf de penser que cela changera jamais, mais il peut y avoir de longues périodes pendant lesquelles personne n'est sûr d'être le plus fort : dans de telles périodes, il vaut mieux remplacer la force par le compromis et, si possible, un management mutuellement avantageux des affaires communes. Il ne semble pas absurde de supposer que nous sommes au début d'une ère de ce genre où les droits et les devoirs doivent être équilibrés si l'on veut éviter des cataclysmes naturels ou des guerres inexpiables.

Il n'est pas très difficile de proposer un ordre du jour pour les premières applications de ce principe de concertation qui paraît si nécessaire actuellement. Les questions liées à la présence durable dans les pays riches de minorités appartenant à d'autres civilisations, ainsi que les relations avec les pays proches de l'Europe et de l'Amérique du Nord sont des thèmes de réflexion qui viennent immédiatement à l'esprit. Mais il convient de mentionner aussi les pays du Pacifique, qui sont déjà des partenaires économiques de grande importance pour les pays de l'Ouest.

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Et les pays de civilisation européenne pourraient faire beaucoup pour promouvoir, à l'intérieur de leur aire géographique, une meilleure compréhension entre cultures. Un domaine évident est celui de l'immigration qui n'est pas toujours traité de manière très satisfaisante. Il est vrai que cette question peut être considérée comme une séquelle de l'époque coloniale, qui n'a peut-être pas de solution durablement bonne sans que les relations avec les pays arabes, l'Amérique latine, le sous-continent indien et l'Afrique sub-saharienne aient pu être réexaminées de manière systématique.

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

Tout près de l'Europe méridionale, sur le pourtour méditerranéen, pratiquement tous les pays appartiennent à la civilisation musulmane. Depuis la naissance de l'Islam, les relations ont pratiquement toujours été des relations d'antagonisme et de compétition. Mais on peut douter que la continuation des mêmes réflexes traditionnels corresponde aux besoins actuels d'un monde dont la taille s'est beaucoup réduite et dont les sensibilités religieuses, du côté européen, se sont considérablement modifiées pour devenir moins rituelles, moins extérieures et moins nationalistes. Après tout, les enseignements du Coran reprennent pour l'essentiel les doctrines diffusées par les religions judéo-chrétiennes. Des communautés musulmanes sont maintenant bien établies en Europe de l'Ouest, fournissant le moyen de parfaire et d'étendre la compréhension et la tolérance souhaitables.

Les questions posées aux peuples de civilisation européenne par la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique, paraissent bien être de nature semi-coloniale, ou néocoloniale, dans la mesure où une élite dirigeante, qui tend à se perpétuer, appartient en fait à la civilisation européenne et reçoit de celle-ci un soutien constant. Comme nous l'avons vu pour l'Amérique latine au chapitre VI, les décisions prises par les gouvernements sont souvent loin de refléter les intérêts des peuples concernés, mais ceux-ci n'ont guère d'autres moyens d'exprimer leur désaccord que de se reproduire de manière immoderée, de susciter des guerillas lorsque la géographie s'y prête et de produire de la cocaïne et du crack autant que le marché peut en absorber. Une civilisation qui se voudrait pacifique et humaine ne pourrait manquer de réfléchir au fait que les conséquences de son soutien de fait à cette situation ne peuvent être que désastreuses à terme pour elle-même autant que pour les peuples concernés. La prolifération de la drogue est peut-être moins grave dans les pays

africains, mais la désertification est par contre un phénomène terrifiant, dont les peuples concernés, sinon leurs dirigeants et leurs alliés du Nord, ne pourront sans doute s'extirper qu'après des famines, des migrations et, probablement, des guerres, de grande ampleur si des solutions plus humaines ne sont pas appliquées à temps.

Le véritable défi posé à la civilisation européenne se situe cependant dans les pays qui ont résisté à la colonisation et qui sont maintenant entrés dans l'ère industrielle. C'est une question de vie ou de mort : le dialogue est vraiment primordial. Avec l'expansion de la puissance japonaise, la renaissance de la Chine, l'arrivée en force des quatre dragons et, bientôt, des autres pays de l'ASEAN, on ne peut guère que souhaiter l'établissement de relations culturelles intenses si l'on veut éviter que, faute de compréhension mutuelle, les relations économiques entre ces pays et ceux de civilisation européenne, ne tendent à devenir rapidement conflictuelles, au grand détriment, dans le long terme, de la civilisation européenne qui dans ce cas ne pourrait que disparaître sous le poids du nombre et de la force combinés. Le Japon a déjà donné tant à la Russie qu'aux Etats-Unis des échantillons de son courage et de sa ténacité ; on ne peut guère douter que la Chine soit devenue dans quelques décennies un adversaire potentiel encore beaucoup plus dangereux, qui souhaitera acquérir une place au soleil correspondant à sa population et à ses ambitions, dans toutes les instances où se décident les affaires générales du monde.

Avec le dialogue entre pays de civilisation européenne et pays du Pacifique, il sera très nécessaire qu'une concertation s'établisse, en accord avec les pays encore pauvres, sur les difficultés de ces derniers et sur les possibilités de les soutenir de manière constructive à long terme. Ceci serait l'ébauche d'un programme commun, par exemple dans la direction

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

suggérée au chapitre V où l'on évoque une Fédération des Civilisations Unies. D'une manière générale, les problèmes liés, de la pauvreté, de la croissance démographique, des croyances religieuses et de l'impact des civilisations dominantes — et de leur assistance technique et financière — peuvent être le thème central de concertations d'importance majeure. La maîtrise de l'évolution démographique ne peut guère être édictée de l'extérieur et la situation actuelle des pays les plus pauvres est à cet égard vraiment difficile, faute d'une concertation suffisante. La croissance démographique est en effet très élevée dans ces pays où le niveau de vie stagne au plus bas tandis que l'érosion et la déforestation, dus à l'excès de population, transforment plaines et plateaux, lentement mais sûrement, en zones arides.

Plus fondamental encore, tant pour les pays de civilisation européenne que pour les pays pauvres et pour les autorités religieuses ayant une large audience, est de déterminer jusqu'à quel point il est bon d'espérer devenir moins pauvre — ou plus riche — et dans quelle mesure travailler pour atteindre ce but est bon ou mauvais. Il est peu contestable que de grandes richesses matérielles encouragent plutôt l'égoïsme et la dureté de cœur que la bonté et la générosité. Les peuples de civilisation européenne, maintenant qu'ils ont dans la bouche le goût amer des désillusions du progrès, pourraient certainement tirer grand profit d'un échange d'expériences avec les peuples d'autres civilisations : qu'il s'agisse de traditions familiales, d'entr'aide, de gestion des communautés locales, de soins aux vieillards et aux jeunes enfants, et par dessus tout de générosité et d'oubli de soi, pratiquement toutes les civilisations et toutes les cultures qui se partagent la planète sont par certains aspects supérieures, souvent très supérieures à la nôtre. Ainsi, notre civilisation devrait aussi tirer un grand profit d'une meilleure connaissance des croyances,

des philosophies, des mythes et des traditions des autres civilisations, sans parler d'architecture, de musique, de peinture et de sculpture, de culture en un mot, qui ne peuvent qu'élargir l'esprit et le cœur.

Il faut sans doute un miracle pour que les «Occidentaux-payens» comprennent à temps que le bonheur pour eux consiste à accepter le «devoir» de limiter leurs désirs pour permettre à d'autres de bénéficier dignement et sans contraintes des progrès techniques dont ils sont si fiers. Et leur «droit» serait alors de se désintoxiquer de leur agitation, de leur esprit de compétition, de leur individualisme, et surtout de leur goût immodéré des richesses matérielles et de la vanité de puissance. Par surcroît, ils gagneraient la joie ineffable de consacrer leurs dons et leurs efforts à des réalisations évidemment utiles et de pouvoir se présenter avec le cœur pur et les mains propres devant leur Créateur auquel ils pourraient recommencer à croire.²

Vers un renouveau religieux?

Non seulement la civilisation européenne est devenue matérialiste, ce qui comporte des risques sérieux de décadence, mais on peut craindre aussi qu'elle se crispe sur son statut de dominance, ce qui pourrait hâter sa chute finale. S'il est vrai que la mondialisation des activités de production économique — notamment industrielle — conditionne la poursuite de niveaux de productivité accrus, le risque est très sérieux que la civilisation dominante prétende imposer ses propres procédures et ses propres traditions aux transactions commerciales et financières internationales. Ainsi, comme on le voit bien dans les négociations de caractère général déjà amorcées avec le Japon par les pays européens et surtout les Etats-Unis, on bute très vite sur l'utilisation de concepts qui

paraissent évidents aux juristes et économistes de civilisation européenne, mais qui apparaissent étranges pour leurs partenaires japonais. Ainsi, le principe de liberté et d'initiative des individus, considérés comme l'entité sociale fondamentale, conduit à privilégier la liberté d'entreprise, la liberté des échanges, y compris naturellement les échanges internationaux, la non-intervention des autorités publiques dans les transactions commerciales privées, la limitation des possibilités de constituer des cartels ou des monopoles.

En fait le Japon a montré qu'on pouvait très bien assurer un développement économique rapide et durable, qui respecte les impératifs de la spécialisation et de la compétition, sans pour autant adopter les principes individualistes chers à la civilisation européenne, lorsqu'ils sont essentiellement contraires aux croyances, aux philosophies et aux traditions japonaises. Le refus par les pays encore dominants d'accepter que leur droit et leurs procédures ne sont pas universels mais paroissiaux serait naturellement porteur de conflits mortels à long terme. On imagine mal en effet que le Japon, la Chine et d'autres pays du Pacifique acceptent longtemps une suprématie étrangère lorsque, collectivement, leur pouvoir économique sera comparable à celui de l'Amérique du Nord ou de l'Europe de l'Ouest.

Des conflits intra-régionaux peuvent certes retarder le moment où l'ancienne suprématie sera réellement remise en cause de façon coordonnée, mais ce moment viendra certainement. Une période de conflits armés entre continents ou, si l'on préfère, entre civilisations, sera alors une perspective inévitable, posant des problèmes quasi-insolubles aux pays de civilisation européenne. Le culte de la liberté individuelle peut en effet être conduit jusqu'à des limites extrêmes lorsque la richesse générale — elle-même fille de la liberté individuelle — devient de plus en plus grande. On assiste alors,

semble-t-il, à ce que des sociologues appellent le «procès de personnalisation» :

*Jusqu'à une date au fond récente, la logique de la vie politique, productive, morale, scolaire, asilaire consistait à immerger l'individu dans des règles uniformes, à extraire autant que possible les formes de préférences et d'expression singulières, à noyer les particularités idiosyncrasiques dans une loi homogène et universelle, que ce soit la «volonté générale», les conventions sociales, l'impératif moral ... C'est cet imaginaire rigoriste de la liberté qui disparaît, cédant la place à de nouvelles valeurs visant à permettre le libre déploiement de la personnalité intime, à légitimer la jouissance, à reconnaître les demandes singulières, à moduler les institutions sur les aspirations des individus ... C'est la transformation des styles de vie liée à la révolution de la consommation qui a permis ce développement des droits et désirs de l'individu, cette mutation dans l'ordre des valeurs individualistes.**

Il s'agit bien d'un vide résultant du rejet ou, pis encore, de la désacralisation de tous les liens sociaux. L'individualisme tout-puissant a déjà conduit nos pays à adopter non seulement l'attitude de sociétés de consommation, mais aussi une philosophie essentiellement conservatrice, qui ne comporte guère de projet à long terme si ce n'est le maintien de l'ordre international actuel. Mais le «procès de personnalisation» conduit aussi à rendre caduques toutes les institutions destinées à assurer la défense contre les attaques extérieures : si les jeunes générations n'acceptent plus de «donner leur vie pour la patrie», on n'échappera pas à l'écroulement progressif de

tout l'édifice. Le destin de Rome montre bien comment la conjonction des problèmes sociaux internes et des pressions constantes exercées par les autres peuples peuvent finalement et, somme toute rapidement, venir à bout d'empires dont la suprématie paraissait durable.³

On peut penser, avec Arnold Toynbee, que les civilisations déclinantes constituent un excellent terreau pour l'élosion de nouvelles religions susceptibles plus tard de porter et de nourrir de nouvelles civilisations.⁴ Le premier exemple qu'il mentionne est celui du christianisme né pendant la période de déclin de la civilisation gréco-romaine, et qui a joué un rôle important dans la civilisation européenne. Des phénomènes semblables auraient eu lieu avec l'hindouisme, le bouddhisme sous la forme qui s'est répandue en Extrême-Orient, et aussi avec l'Islam. Ces précédents historiques suggèrent qu'une rénovation des croyances, permettant un changement des attitudes sociales, est urgente et possible dans notre civilisation. On peut en même temps former le vœu qu'un renouveau religieux de grande ampleur, prenant naissance sur le terreau de la pré-décadence que représente l'ère du vide dans laquelle notre civilisation s'enlise, lui donne les moyens de se ressaisir vigoureusement. Ce renouveau pourrait consister avant tout en une recherche ardente d'un sens donné à leur vie pour les individus désespérément libres et souverains, produit ultime de notre civilisation. Ce qui serait sans nul doute très nécessaire et très bénéfique pour eux serait de réaliser que l'organisation pacifique des affaires matérielles du monde pourrait constituer pour les hommes modernes le moyen de s'accomplir spirituellement. Il est certes toujours vrai qu'on ne peut servir deux maîtres, Dieu et Mammon⁵. Rien n'empêche cependant, si on en a le courage et la capacité, de servir Dieu en se servant des ressources matérielles.

Depuis le milieu du siècle, on sait que les moyens techniques et financiers, ainsi que les ressources naturelles, disponibles sur notre planète permettraient d'assurer à tous les hommes une vie matérielle non seulement décente mais même aisée. Cependant, comme nous avons essayé de le montrer, la diffusion des possibilités techniques se fait très mal lorsque ses détenteurs veulent imposer en même temps leur genre de vie, leurs institutions, leur domination militaire, et pis encore leurs croyances et leurs pratiques religieuses. S'il est vrai que, pour l'organisation matérielle, un haut niveau technique signifie des échanges et une coopération très diversifiés, il paraît tout aussi vrai que chaque groupe social, chaque peuple, doit absolument pouvoir choisir sa façon de vivre, garder ses traditions, son histoire, ses richesses artistiques, en un mot sa culture et sa civilisation. Tout autant que les activités matérielles et économiques ont intérêt à devenir très ouvertes, il apparaît évident qu'il convient de maintenir la diversité des cultures et des religions.

Une certaine intolérance est un trait commun aux grandes religions révélées : chacune déclare contenir l'ultime vérité hors de laquelle il n'y a point de salut. Toutes ont raison dans la mesure où la substance des enseignements ne varie guère. Dans toutes ces religions, l'essentiel n'est-il pas la capacité de vivre en conformité avec la Volonté divine, le contact de l'âme avec cette Volonté, et enfin l'intention ferme de suivre cette Volonté ? Pour les personnes qui ont pu réaliser cette union, il semble bien que le besoin de référence à une doctrine spécifique s'estompe : le contact avec la Volonté divine signifie la connaissance immédiate de l'attitude et de l'action justes. Les pays du Pacifique dans leur ensemble ont été peu enclins au fanatisme religieux par comparaison au Moyen-Orient et surtout à l'Europe. A cet égard, l'arrivée des religions de l'Inde, puis de l'Islam dans certains pays comme

l'Indonésie, et leur fusion avec les philosophies et les traditions antérieures se sont en général opérées de manière pacifique. Ceci est sans doute aussi lié au fait que, pour les pays de cette région, l'attitude scientifique et le développement matériel ne soulèvent pas d'objections majeures comme ce fut le cas en Europe avec l'Eglise.

Dans la civilisation européenne, individualiste et pragmatique, un renouveau religieux insisterait sur une relation personnelle et librement consentie avec la Volonté de Dieu, plutôt que sur l'adhésion à une doctrine et à une institution spécifiques. Cette approche conduirait sans doute la civilisation européenne, en corrigeant ses erreurs passées, à réaliser que son aire d'influence culturelle et religieuse n'est pas universelle, et que sa participation à la diffusion des techniques et aux échanges commerciaux doit se faire dans une atmosphère ouverte, entre égaux et sans recours à la contrainte ou à la violence. Dans cette perspective, on peut espérer qu'elle puisse non seulement survivre mais cohabiter sans conflit avec les autres civilisations, notamment celles du Pacifique.

D'une coopération cordiale entre civilisations résulterait la possibilité d'organiser de manière efficace et pacifique les affaires matérielles du monde, ce qui conduirait à une situation dans laquelle l'ensemble de l'humanité pourrait commencer à devenir prospère. Comme nous l'avons mentionné au chapitre III, la technologie n'est pas forcément un monstre incontrôlable si l'on dispose d'une stratégie orientée vers le bien général de l'humanité. La détermination d'une telle stratégie est loin d'être chose aisée. La diversité des cultures et par suite des méthodes d'organisation et des besoins, la nécessité d'un accord global obtenu par consensus, la mise sur pied des organes de décision et de contrôle signifieront l'invention d'institutions et de méthodes de travail et de consultation entièrement nouvelles. Spécialement pour les

peuples de civilisation européenne, la participation à ce grand projet, mondial par sa nature même, constituerait sans doute, comme nous l'avons suggéré plus haut, un accomplissement spirituel hautement satisfaisant. Mettre en œuvre les ressources de la technologie moderne pour le bien général de l'humanité, sans détruire la planète ni la nature dont nous faisons partie, serait à coup sûr œuvre de Création et par conséquent accomplissement spirituel.

Paix et prospérité mondiales plutôt que conflits entre civilisations, pourquoi pas? Ceci paraît être à portée de la main et pourrait donner un sens à la vie dans les pays riches et surtout du pain pour tous. L'alternative est assez peu réjouissante si elle signifie, comme on peut le craindre, décadence irrémédiable de la civilisation européenne au milieu de troubles, de conflits, et de famines généralisés.

CONCLUSION

QUELLES ACTIONS ENTREPRENDRE ?

*Convaincre les hommes de parler entre eux,
c'est le plus qu'on puisse faire pour la paix.*

Mais il y faut plusieurs conditions. [...]

*L'une est que l'esprit d'égalité
préside aux conversations.*

(Jean Monnet, Mémoires)

En concluant cet essai, rappelons brièvement les grandes lignes de la théorie du développement économique à long terme telle qu'elle avait pris forme au début des années cinquante, en nous référant en particulier à l'ouvrage de W.W. Rostow «Les étapes de la croissance économique», qui, accepté quasi-unaniment, a eu un grand retentissement. Dans cette théorie, on est amené à considérer comme traditionnelles les sociétés qui n'ont pas encore fait connaissance avec l'esprit scientifique moderne, ce que l'auteur appelle «le monde pré-newtonien». Il mentionne ensuite une période de transition pendant laquelle la structure de la société change de manière à devenir capable de bénéficier des applications de la science à l'exploitation de la nature. Ensuite peut prendre place le «décollage», au cours duquel les activités industrielles réalisent leur expansion triomphante, avant qu'on arrive à une période de «maturité» moins mouvementée.

W.W. Rostow observe bien que les premiers décollages ont pris place en Europe de l'Ouest, mais il ajoute avec un optimisme qui paraît maintenant un peu exagéré :

«Cependant, le cas le plus fréquent dans l'histoire moderne, est celui où les pré-conditions (pour

le décollage) résultent non pas de causes endogènes mais d'une intrusion par des sociétés plus avancées. De telles invasions — littéralement ou au sens figuré — ont bouleversé la société traditionnelle et commencé ou bâti sa destruction; mais elles ont aussi mis en mouvement des idées et des sentiments qui ont amorcé le processus par lequel une alternative moderne à la société traditionnelle s'est construite au-delà de l'ancienne culture.»

S'il est vrai que ce schéma s'applique sans difficulté majeure aux peuples appartenant à la civilisation européenne, l'expérience montre qu'il en va de manière toute différente pour les peuples appartenant à d'autres civilisations. Dans les cas favorables, comme ceux des pays du Pacifique, les civilisations existantes peuvent être comparées à de grands arbres bien enracinés dans le sol et sur lesquels des greffes sont possibles et donnent de bons résultats. Dans les cas moins favorables on obtient plutôt la dégénérescence de la civilisation locale, mais sans la renouveler ou la remplacer complètement : c'est le cas, semble-t-il, de nombreuses sociétés en Afrique et, dans une certaine mesure, en Amérique latine.

En examinant certains éléments de l'histoire de la civilisation européenne et de son héritage, nous nous sommes proposés d'esquisser d'une part pourquoi elle a « inventé » la croissance économique et, d'autre part, pourquoi son contact avec d'autres civilisations conduit à des effets toujours considérablement mais potentiellement destructeurs. Ceci nous a amenés notamment à présenter toute une série de remarques sur les précautions à prendre en essayant de profiter vraiment des bénéfices matériels considérables qu'on peut tirer d'une bonne utilisation des techniques mises au point par la civilisation européenne. Parmi ces précautions, la plus importante

mais aussi la plus difficile à appliquer, est de ne pas se laisser tenter par tout ce qui a l'air beau et agréable dans les nouveautés étrangères dont beaucoup portent en germe des conséquences irréversibles pour la vie familiale, l'organisation sociale, les méthodes de production et le plus souvent l'intérêt national à long terme et l'indépendance.

Comme nous l'avons vu au chapitre V, la communauté des pays riches est en voie de devenir trop étroite pour qu'ils puissent encore augmenter leur productivité, c'est-à-dire aussi leur bien-être. Pour poursuivre sa course à la richesse, qui est dans la nature même de la civilisation européenne, elle aura bientôt besoin d'un univers plus vaste au sein duquel redéployer l'industrie mondiale. Ainsi le développement industriel des autres régions du monde devient de plus en plus une condition du bien-être des pays riches. De plus en plus ces derniers comprendront que leur intérêt est de faciliter le développement du Tiers Monde et de le financer.

L'explosion démographique, qui affecte particulièrement les pays très pauvres, est un des problèmes les plus complexes à résoudre pour que ces pays puissent bénéficier d'une réelle croissance économique, c'est-à-dire d'un décollage au sens de Rostow. Contrairement à l'optimisme qui avait cours il y a trente ou quarante ans, il ne semble pas que l'inflation de la population puisse être contenue en l'absence de mesures spécifiques sévères destinées à assurer un planning familial général et efficace. On voit ainsi que toute politique d'investissements même massive et généreuse émanant des pays de civilisation européenne devrait, pour réussir à promouvoir un décollage irréversible, faire partie d'un ensemble d'arrangements à long terme beaucoup plus étendus et équitables que ceux qui existent actuellement. Le but de tels arrangements devrait être de parvenir à des situations de développement «endogène», opération particulièrement délicate, longue

et coûteuse pour les pays dont la civilisation est faible ou encore primitive.

De l'autre côté du spectre des civilisations, les pays atlantiques se trouvent face aux pays du Pacifique, qui leur ont résisté et qui sont maintenant en mesure de devenir des partenaires ou des adversaires à part entière dont le rôle s'agrandit. Alors que depuis près de vingt ans les pays développés ont vu leur taux de croissance se maintenir à des niveaux modestes, les nouveaux pays du Pacifique ont pu poursuivre leur progression rapide pendant que les autres régions en voie de développement subissaient de plein fouet l'impact du ralentissement économique des pays riches. A un moment où l'emprise russe sur ses anciens satellites s'estompe, on observe ainsi l'expansion du rôle économique des pays du Pacifique. Il paraît tout à fait vraisemblable que cette tendance se maintienne de manière durable, si bien que beaucoup de ces pays seront bientôt en mesure de surmonter définitivement les problèmes inhérents au sous-développement. Le poids politique et stratégique non seulement de la Chine et du Japon mais aussi d'autres pays de la région, face à un monde atlantique en semi-stagnation, constitue certainement l'une des données majeures du prochain demi-siècle. Il paraît approprié d'envisager les problèmes internationaux correspondants comme des problèmes de relations complexes entre civilisations. Un modus vivendi se transformant progressivement en ententes sur des sujets économiques, techniques et stratégiques de plus en plus larges constituerait probablement le déroulement le plus souhaitable de la coexistence entre pays du Pacifique et pays de civilisation européenne.

Ces deux groupes de pays devraient inévitablement engager aussi des discussions à long terme concernant leur coopération en vue de promouvoir le développement économi-

que des pays encore pauvres. S'il est vrai que ce sont surtout les pays de civilisation européenne qui devraient se sentir concernés par l'avenir des peuples africains et américains latins, il est peu douteux que le sous-continent indien, le Moyen-Orient et les pays asiatiques de l'ancien empire soviétique font partie des préoccupations des deux groupes. La Russie, et d'autres nations d'Europe de l'Est, ne se sentent probablement pas filles de l'Occident, mais les représentantes d'une branche distincte parmi les peuples qui ont hérité de la Grèce, de Rome et de la religion chrétienne originelle. Cette différence devrait être pleinement respectée, de même que la diversité des civilisations qui se sont élevées autour du Pacifique.

Seule la reconnaissance de la diversité des civilisations, des religions et des cultures permettrait un dialogue de grande ampleur et, progressivement, une harmonisation des politiques des ressources naturelles, de l'économie, du développement des régions pauvres, et de l'environnement naturel. Il va sans dire qu'un tel programme, même lorsque sa nécessité et son urgence seront pleinement ressenties, nécessitera des efforts complexes et de grande ampleur. Il s'agit en fait d'inventer de nouvelles institutions, de nouvelles méthodes de travail et de coopération, de nouvelles manières d'informer et de décider. On ne peut guère imaginer à l'avance les formes que prendront ces nouvelles activités, mais on peut se tenir prêt à les promouvoir. Avec Confucius, retenons que celui qui s'est préoccupé de l'avenir lointain risque moins de réagir mal aux événements journaliers faute d'avoir compris leur vraie nature et leur portée réelle.

Il existe certes des domaines limites dans lesquels une coopération efficace à l'échelle mondiale s'est développée sans conflits majeurs entre pays riches et pays encore pauvres. Il convient cependant de noter qu'il s'agit surtout de

domaines techniques tels que la santé, la météorologie, les normes de standardisation, les télécommunications, etc. Les buts des actions internationales engagées dans de tels domaines techniques ne font guère l'objet de controverse entre groupes de pays : riches et pauvres souhaitent contribuer à la disparition des maladies contagieuses, à la surveillance des ouragans et des tornades, à la répartition ordonnée des fréquences radiophoniques. Une situation semblable existe pour les activités humanitaires et charitables, dans la mesure où elles sont financées par les pays riches et sont de manière générale acceptées par les autorités des pays bénéficiaires. Parmi les institutions les plus connues, mentionnons le Centre international de la Croix-Rouge et la Ligue des Croix et Croissants Rouges, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, plus connu comme l'UNICEF, le Haut Commissariat pour les Réfugiés.

La situation est très différente pour tout ce qui touche au développement économique et à son financement, au commerce international, ainsi qu'aux questions culturelles et sociales (droit international, organisation politique et sociale) pour lesquelles il apparaît le plus souvent que les intérêts à court terme de divers groupes de pays sont contradictoires : une coopération spontanée et durable à l'échelle de la planète est difficile à établir et à maintenir. Certes les activités de la Banque Mondiale et des Banques de Développement régionales sont appréciées, dans la mesure où ces institutions mobilisent des capitaux long terme pour les affecter à des projets de développement dans le Tiers-Monde, mais il s'agit plus de facilités «octroyées» que de contrats passés entre partenaires égaux. Ceci est également le cas pour les prêts à plus court terme consentis par le Fonds Monétaire International, dont les conditions sont souvent considérées comme léonines par les pays obligés d'y faire appel.

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

Parmi les pommes de discorde entre pays riches et pays pauvres, la plus ancienne et sûrement l'une des plus amères a trait au niveau de l'aide financière non-commerciale (dons et prêts à faible taux d'intérêt) accordée par les pays de l'OCDE. Ils avaient pris l'engagement — qui n'a jamais été tenu par la majorité d'entre eux — de consacrer un pour cent de leur produit intérieur brut à l'aide au développement du Tiers-Monde. Ces promesses ont été renouvelées en 1975, sous l'effet du traumatisme causé par le premier choc pétrolier, mais sans que ces nouvelles promesses soient mieux tenues que les anciennes. Il est intéressant de constater que la récente Conférence de Rio-de-Janeiro sur l'environnement attire encore une fois l'attention des pays riches sur cette question. En effet, il n'est pas très raisonnable d'attendre une participation active, et des sacrifices, de la part du Tiers-Monde, en réponse aux préoccupations des pays riches touchant l'environnement, si ces derniers n'honorent pas leurs promesses d'aide au développement.

La Conférence de Rio a également mis le doigt sur deux autres problèmes aussi vitaux pour la prospérité commune que difficiles à traiter en dehors d'un vaste dialogue embrassant tous les problèmes de civilisation. D'un côté, il est impératif que les pays pauvres aient la possibilité de poursuivre leur développement matériel à un taux aussi rapide que leurs conditions intérieures le permettent; et il serait bon en outre, dans la mesure permise par les contraintes écologiques, que les pays riches puissent continuer eux aussi à bénéficier d'un certain progrès matériel. D'un autre côté, il commence à être de plus en plus reconnu et de mieux en mieux accepté que ces voeux resteraient lettre morte si la population des pays les plus pauvres devait continuer à croître à des rythmes très élevés. Ces liens nouveaux entre les préoccupations prioritaires des diverses régions qui constituent notre biosphère

pourraient être, dans les prochaines décennies, un moyen particulièrement efficace pour mettre en place et intensifier le vaste dialogue entre civilisations dont notre essai tente de montrer l'importance et l'urgence.

Puisse ce modeste essai contribuer à mieux faire saisir certains aspects de la situation complexe de notre civilisation qui oscille entre le désespoir et l'arrogance. Et puisse l'humanité, à l'aube du XXI^e siècle, commencer à gérer pacifiquement ses affaires matérielles dans le cadre d'une Fédération des Civilisations Unies, dont les institutions seraient assez souples et égalitaires pour que tous les peuples puissent vraiment accéder à la prospérité, fruit de leur travail sur cette terre.

NOTES

Note de l'Avant-propos

¹ ONUDI : Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel. A pour objet d'aider le développement industriel du Tiers-Monde, notamment en fournissant aux pays intéressés une assistance technique et des études.

Notes du chapitre I

¹ «Grammaire des civilisations».

² «Sociologie», textes choisis, PUF.

³ «Grammaire des civilisations».

⁴ Idem.

⁵ «History of the World», tome I (page 336).

⁶ «Le siècle de Saint-Louis», Que sais-je ?

⁷ «Histoire de l'armée française», Que sais-je ?

⁸ «History of the World», tome I (page 442).

⁹ «Grand Larousse» en 5 volumes.

¹⁰ «History of the World», tome I (page 498).

¹¹ Idem, tome I (page 346).

¹² «Le siècle de Saint-Louis», Que sais-je ?

¹³ Idem.

¹⁴ Cité dans «History of the World», tome II (page 94).

¹⁵ «Histoire de l'armée française», Que sais-je ? a servi de base pour l'estimation des effectifs des armées.

Notes du chapitre II

¹ Roger Arnaldez, dans «La Méditerranée», sous la direction de Fernand Braudel.

² Idem.

³ Idem.

⁴ Voir à ce sujet le chapitre I où l'on mentionne les efforts de Saint Louis pour

associer les moines des ordres mendians à l'instauration d'une autorité royale durable et équitable.

- ⁵ «History of the World», tome I (page 427). Il est intéressant de mentionner à cet égard les vues des moines franciscains qui furent à l'origine du «mouvement conciliaire», et notamment de Marsile de Padoue : «Dans son *Défensor Pacis*, terminé en 1324, Marsile subordonne l'Eglise à un Etat dont l'autorité serait dérivée du peuple souverain. La papauté n'y jouit d'aucune compétence réelle, ni dans le domaine temporel, ni même dans le domaine spirituel, car, dans ce dernier cas également, l'autorité principale est exercée par un Conseil Général représentant les vues de tous les membres de l'Eglise, laïcs aussi bien que clercs. De telles vues, ajoutées au scepticisme philosophique d'Ockam, obtinrent un succès théorique immédiat durant le mouvement conciliaire. Leur effet à long terme fut encore plus révolutionnaire, car elles s'attaquaient à la thèse médiévale centrale d'un clergé ayant l'autorité et le plein droit de guider le sort des laïcs» (*History of the World*, tome I, page 435).
- ⁶ «History of the World», tome I (page 435).
- ⁷ Voici un aperçu des vues thomistes sur la structure du monde : «Les astres lumineux que nous percevons tournent autour de la terre avec une régularité parfaite. Cela n'est possible que si ces astres sont fixés à d'énormes sphères creuses et transparentes (donc invisibles) les entraînant dans leur mouvement de rotation sur elles-mêmes et autour de leur centre, la terre. On ne pourrait d'ailleurs admettre que les astres se déplacent dans le vide, car Aristote a démontré l'impossibilité du vide ... La sphère céleste est donc incorruptible et, dès lors, unique de son espèce, comme les substances spirituelles : son incorruptibilité rend superflue sa reproduction en plusieurs exemplaires de même espèce ... Puisque tout mobile requiert un moteur, le mouvement des sphères célestes doit être causé par des êtres qui leur sont supérieurs et qui meuvent sans être mus : ces moteurs sont des substances immatérielles ... Leurs corps célestes forment donc un chaînon de la hiérarchie des causes «essentiellement subordonnées» ... qui comprend le Créateur, les esprits-moteurs des sphères, les sphères, les corps sublunaires». (F. Van Steenberghen, «Le Thomisme», Que sais-je ?).
- ⁸ L'Eglise catholique condamna la théorie comme contraire aux Ecritures : «ce n'est pas la Terre, mais le Soleil, que Josué arrête». (Paul Couderc, «Histoire de l'Astronomie Classique», Que sais-je ?).
- ⁹ Dans la même Lettre, Pascal exerce son ironie cinglante contre les jésuites, qu'il soupçonne d'avoir été à l'origine de la condamnation de Galilée : «Ce fut aussi en vain que vous obtinntes contre Galilée ce décret de Rome qui condamnait son opinion touchant le mouvement de la terre. Ce ne sera pas cela qui prouvera qu'elle demeure en repos; et si l'on avait des observations constantes qui prouvassent que c'est elle qui tourne, tous les hommes ensemble ne l'empêcheraient pas de tourner, et ne s'empêcheraient pas de tourner avec elle».
- ¹⁰ Lagarde et Michard, «XVIII^e Siècle».
- ¹¹ A. Koyré, «Du monde clos à l'univers infini».
- ¹² Raymond Aron, «Les désillusions du progrès».

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

¹³ J.-Y. Goffi, «La philosophie de la technique», *Que sais-je ?*.

¹⁴ On peut faire remarquer pour leur défense que, dans leur majorité, les chrétiens ont souvent eu au cours de leur histoire, des réactions et des comportements qui ne correspondaient pas de très loin aux pratiques et aux commandements officiels. Nous avons évoqué le mouvement monastique et sa grande influence. Mais les relations entre les papes et les ordres monastiques n'ont pas toujours été sincères : la pauvreté franciscaine, par exemple, ainsi que les tendances jansénistes, sans parler de la Réformation, n'ont jamais été très bien acceptées par l'administration papale. Les laïcs se sont souvent illustrés, contrairement aux voeux officiels, en adoptant des attitudes proches de la Révélation et de sa simplicité : l'exemple de Jeanne d'Arc, durement condamnée à mort par l'Eglise et brûlée, est sans doute l'un des plus typiques. Mais d'autres noms viennent à l'esprit, comme celui de Jean de Gerson. La tendance des individus est souvent beaucoup plus mystique que celle de l'administration officielle, préoccupée de droit, de pouvoir, de finance et de casuistique.

Notes du chapitre III

¹ On peut noter à cet égard que la civilisation grecque avait en fait stérilisé l'esprit scientifique en purifiant, en acceptant et systématisant les connaissances pratiques éparses qui provenaient des civilisations antérieures : «Les Grecs eurent un sentiment aigu de la dignité de la pensée pure et de la valeur éminente de la contemplation. C'est ce sentiment qui leur permit de dépasser le niveau intellectuel des peuples voisins ... C'est lui en revanche qui les a retenus dans leur pensée pure ...» (*Histoire des techniques*, *Que sais-je ?*). Il n'est pas étonnant que l'idée de s'approcher de la sagesse divine par la pensée pure et la méditation intellectuelle ait été reprise avec avidité par les moines du haut Moyen-Age, dans leurs efforts pour comprendre le Créateur par la pensée (sous prétexte que le Christ était homme en même temps que Dieu), et par Thomas d'Aquin, avec sa physique et sa métaphysique tirées des spéculations abstraites d'Aristote.

² L'Europe classique de R. Chaunu est à peu près identique à ce que nous appelons ici l'«Europe de l'Ouest».

³ «Les grandes étapes du progrès technique», *Que sais-je ?*

⁴ «Histoire des techniques», *Que sais-je ?*

⁵ On peut estimer que le niveau de vie, de son côté, est maintenant de 20 à 25 fois plus élevé qu'avant la révolution industrielle. Il faut se souvenir que la productivité dans les services a cru beaucoup moins vite que dans l'industrie.

⁶ Henri Bergson, «Les deux sources de la morale et de la religion».

Notes du chapitre IV

¹ «The Industrial Revolution», Fontana.

² Il convient d'insister aussi sur l'amélioration des infrastructures routières et portuaires, qui ont fait l'objet d'investissements massifs dès le XVII^e siècle.

Le coût des transports s'en trouva réduit considérablement, ce qui permit notamment la spécialisation croissante des régions agricoles.

- ⁵ F.C. Mougé, «L'Angleterre du XVI^e siècle à l'époque victorienne», *Que sais-je ?*
- ⁶ «L'Angleterre du XVI^e siècle à l'époque victorienne», *Que sais-je ?*
- ⁷ «Histoire. Héritages européens». Collection Gregh, Hachette.
- ⁸ C'est dans ce sens que la préoccupation d'hommes comme Colbert et Vauban pour le sort des paysans était moderne et progressiste, bien qu'elle ne leur ait apporté que des ennuis.
- ⁹ «La bourgeoisie achète des fiefs et des offices. Elle devient noblesse de robe. Satisfaite de sa promotion, elle verrouille solidement la porte qu'elle a franchie ... La réaction aristocratique dans l'Etat, la réaction seigneuriale aux champs, sera conduite au XVIII^e siècle par l'aile robine de la noblesse ... Bien sûr, elle ne parvient pas à maintenir la bourgeoisie montante au comptoir et à la marchandise; elle réussit pourtant à bloquer suffisamment les soupapes pour faire sauter la machine. Ce sera la sanction sur le continent, à la fin du XVIII^e siècle, d'une mobilité sociale excessivement freinée.» (Pierre Chaunu, «La civilisation de l'Europe classique»).
- ¹⁰ J.J. Carré, P. Dubois, E. Malinvaud, «La croissance française», Seuil.
- ¹¹ J. Dupâquier, «La population française aux XVII^e et XVIII^e siècles», *Que sais-je ?*
- ¹² Dans le cas du Japon, le taux de croissance de la population, de l'ordre de 0,2% avant l'époque Meiji, est ensuite demeuré inférieur à 1,5%.

Notes du chapitre V

- ¹ Cambridge Economic Journal, 1977, I.
- ² «Economies of Scale, Specialization and Trade. Towards a New Development Theory?», Publisud, Paris, 1990.
- ³ Réformes engagées au début de l'époque Meiji : «Voulant adopter les techniques de la révolution industrielle qui feront du Japon une grande puissance économique, l'Empereur et son gouvernement mettent en place de nouvelles institutions et entreprennent de profondes transformations : suppression des institutions féodales, des fiefs (1871), des priviléges personnels et des ordres, création d'universités, instauration du service militaire obligatoire, formation d'un «cabinet parlementaire» (1885), promulgation d'une constitution (1889), occidentalisation des pratiques judiciaires, des mœurs, des costumes». (Grand Larousse)
- ⁴ Titre du recueil des «Actes du Colloque International, Paris, 6-8 avril 1984», organisé par l'Institut international de géopolitique.

Notes du chapitre VI

- ¹ Voir le texte du Dr Umesao cité au chapitre V.
- ² Voici la liste des pays inclus dans chacun des deux groupes : «revenus moyens» : Amérique latine (sauf Haïti); Asie (sauf sous-continent indien, la péninsule indo-chinoise, l'Afghanistan et la Birmanie); Afrique du Nord et Moyen-Orient

LA FIN DU MONOPOLE DE LA RICHESSE

(sauf les pays pétroliers du Golfe et la Libye), Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Libéria, Nigéria, Zimbabwe.

«bas revenus» : les autres pays en voie de développement, sauf Chine et Inde (qui sont indiqués séparément), ainsi que la Libye et les pays pétroliers du Golfe.

³ Voir le chapitre V, et en particulier la section intitulée «Spécialisation et échanges extérieurs».

Notes du chapitre VIII

¹ «Time» Magazine, July 24, 1989.

² Une référence à C.J. Jung, le célèbre psychologue et théoricien de l'inconscient collectif, peut éclairer certains aspects de la civilisation européenne :

«Malgré l'orgueilleuse prétention que nous avons de dominer la nature, nous sommes encore ses victimes, parce que nous n'avons pas encore appris à nous dominer nous-mêmes ... Notre vie présente est dominée par la déesse Raison, qui est notre illusion la plus grande et la plus tragique. C'est grâce à elle que nous avons «vaincu la nature». Mais ceci n'est qu'un slogan, car cette prétendue victoire remportée sur la nature fait que nous sommes accablés par le phénomène naturel de la surpopulation, et ajoute à nos malheurs l'incapacité psychologique où nous sommes de prendre les accords politiques qui s'imposeraient. Nous considérons encore qu'il est naturel que les hommes se querellent et luttent pour affirmer chacun sa supériorité sur l'autre. Comment peut-on parler de «victoire sur la nature?»

(C.J. Jung, «Essai d'exploration de l'inconscient»).

³ Gilles Lipovetsky, «L'ère du vide».

⁴ «La civilisation à l'épreuve».

⁵ Voir l'Evangile selon Matthieu (VI-24) : «Nul ne peut servir deux maîtres... Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon».

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DARANTIERE
À DIJON-QUETIGNY
EN AVRIL 1993

NUMÉRO D'IMPRIMEUR : 093-251

S'il en va de la survie de notre civilisation et de l'avenir de nos enfants, avons-nous le choix de changer ou non notre comportement ?

Dans *La fin du monopole de la richesse*, Farlan Carré répond clairement à cette question qu'A. Dahl, responsable du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, lui pose dans sa préface.

L'auteur de cet essai de prospective met à profit ses longues années d'expérience au service des pays en voie de développement pour conduire le lecteur à se poser les vraies questions : l'avenir des pays de civilisation européenne ou le devenir des autres civilisations, la complexité des problèmes soulevés par le développement économique, l'interdépendance de ces problèmes, l'émergence d'une conscience globale.

La fin du monopole de la richesse apporte des réponses à des problèmes divers mais liés, tels que l'économie, la technologie, la sociologie, l'environnement ou la religion.

Diplômé de l'École Polytechnique et économiste de l'INSEE, Farlan Carré a mené de brillantes études à Paris. Mais c'est au Maroc, où son père dirige une mine de plomb, qu'il passe toute son enfance.

Il est probable que cette expérience du « Sud » l'ait profondément marqué, car il ne passera pas moins de trente ans au service des Organisations de la famille des Nations Unies.

Après un passage dans l'économie et la planification française, Farlan Carré est vite attiré par les Organisations Internationales et la problématique Nord-Sud. Au GATT d'abord, comme directeur de recherche ainsi qu'à la Commission économique pour l'Europe, puis à l'ONUDI, Organisation chargée de promouvoir le développement industriel des pays du Tiers Monde.

Il en sera le Directeur général adjoint pendant sept ans.

ISBN 2-8297-0054-6



9 782829 700545